

Réunis à Chicago, les démocrates s'apprêtent à plébisciter Bill Clinton

MÊME RÉTICENTS sur bien des aspects de sa politique, notamment certains éléments de son recadrage à droite, les démocrates s'apprêtent à plébisciter cette semaine Bill Clinton comme candidat du parti à l'élection présidentielle du 5 novembre. Réunie lundi 26 août à Chicago, la convention démocrate fera entendre quelques voix discordantes sur le démantèlement de l'Etat-providence, qui a profondément déçu à la gauche du parti. Pour autant, les délégués seront unanimes derrière un président qui affiche un solide bilan économique et qui domine dans les sondages à la fois son adversaire républicain, l'ancien sénateur Robert Dole, et l'indépendant Ross Perot.

Lire page 2

Une majorité de Français juge avec sympathie le mouvement des Africains sans papiers

L'enquête Ipsos-« Le Monde »-RTL révèle néanmoins une large approbation des lois Pasqua

SECON L'ENQUÊTE réalisée par Ipsos pour Le Monde et RTL, au lendemain de l'intervention des forces de l'ordre dans l'église Saint-Bernard, une majorité de Français (46 % contre 36 %) juge avec sympathie le mouvement des sans-papiers. Ils sont plus nombreux encore pour estimer que, dans cette affaire, le gouvernement s'est montré « intraitable » (51 %), « capoté » (54 %) et « insensible à l'aspect humanitaire » (50 %). De même, 53 % des personnes interrogées désapprouvent l'assaut mené contre l'église où s'étaient réfugiés 300 Africains sans-papiers.

Cependant, une majorité (68 %) refuse tout assouplissement des lois Pasqua contre l'immigration. Tous jours selon cette enquête, le choix de la fermeté est largement apprécié dans l'électorat de droite. A l'issue de leur rencontre au fort de Brégançon (Var), dimanche 25 août, le président de la République et son premier ministre ont réaffirmé qu'il n'y aura



pas d'inflexion » de la politique française d'immigration et annoncé des aménagements des lois Pasqua afin de les rendre « plus efficaces ». MM. Chirac et Juppé ont d'autre part confirmé que la politique de rigueur économique et financière sera maintenue.

Lundi en fin de matinée, la situation administrative des sans-papiers demeure des plus confuses. Sur les 220 personnes interpellées lors de l'évacuation de l'église Saint-Bernard, quatre seulement ont été reconduites à la frontière, samedi. Treize personnes demeurent en centre de rétention, et trois ont été condamnées à des peines de prison ferme. Les autres ont été libérées, mais sans être pour autant régularisées. Les sans-papiers se sont retrouvés, dimanche, à la Cartoucherie de Vincennes. Les grévistes de la faim ont cessé leur jeûne.

Lire pages 6, 7, 8 et 20 et notre éditorial page 11

Les syndicats de la SNCF se mobilisent contre les projets de Bruxelles

LES SYNDICATS de la SNCF doivent rencontrer cette semaine Louis Gallois, le nouveau président de l'entreprise ferroviaire. Ils réclament une renégociation du plan de sauvetage préparé par le gouvernement et l'ancien président, Lolk Le Floch-Prigent, ainsi que la signature d'un véritable contrat de plan avec l'Etat. Le débat, déjà difficile, se complique parce qu'il se situe dans la perspective d'une accélération des dérégllements européens. Bruxelles prépare un « Livre blanc » qui prône l'introduction de la concurrence dans un secteur accusé d'un manque de dynamisme commercial, d'une stagnation de la productivité et de déficits chroniques.

Lire page 12

Histoires d'Amérique

JUSQU'À son numéro daté dimanche 1^{er} lundi 2 septembre, Le Monde explore l'Amérique des contradictions, des défis et des succès. Une Amérique partagée entre l'individualisme et le sens de la communauté, où chacun peut espérer trouver une deuxième chance après avoir cru être broyé. En six « Histoires d'Amérique », Sylvie Kauffmann décortique cette volonté d'innover, de rebondir d'échec en réussite et, surtout, de ne jamais s'avouer vaincu. Aujourd'hui, « Les quatre de Ford Heights » : les victimes étaient blanches. Bux, noirs. Ils faisaient des coupables parfaits. Deux d'entre eux furent condamnés à mort. Grâce à la ténacité d'un professeur et de ses étudiants, ils ont été innocentés. Après dix-huit ans d'emprisonnement.

Lire page 10

Petits arrangements avec l'ennemi en Tchétchénie occupée

AU SUD DE GROZNY de notre envoyé spécial

Alvi ralentit. Ce père de famille tchétchène, qui gagne sa vie comme chauffeur, vient d'apercevoir un blindé et un soldat russe en uniforme sur la grande route qui longe le sud de la capitale tchétchène. L'homme lui fait signe de s'arrêter. « Il y a une femme grièvement blessée... J'ai besoin de votre voiture pour aller la chercher... Je suis colonel... Je réponds de tout... Notez le numéro du blindé », dit d'une voix saccadée l'officier russe, visiblement en proie à la panique.

En compagnie du colonel, Alvi part par un chemin de terre, en direction de Grozny, vers un village tchétchène, sur la colline. Sur place, Alvi comprend. Les soldats russes ont ouvert le feu sur des réfugiés qui fuyaient Grozny. Et l'un des blessés est une jeune femme russe. Elle perd son sang. Elle râle : « Les autres, les autres... » Mais le colonel russe ne veut évacuer qu'elle. Alvi comprend que les soldats russes ont peur de venir avec un blindé jusque dans le village tchétchène. Il se rend compte que la femme mourra avant d'arriver à l'hôpital si on la transporte à l'arrière de sa voiture.

Il finit par persuader le colonel de faire venir un de ses blindés. La jeune femme perdue, allongée sur le toit, le véhicule militaire repart, suivi par Alvi et ses passagers dans la Voïga. Ils sont chargés de guider et « protéger » le convoi en zone tchétchène, jusqu'à l'hôpital.

Pour gagner du temps, les deux véhicules empruntent la grande route interdite aux civils. Le blindé franchit le premier barrage russe sans difficultés. Mais la Voïga noire est arrêtée par les soldats. Alvi tente d'expliquer qu'il « escorte » le blindé, que le temps presse, qu'une femme est en train de mourir. « Nazad ! Nazad ! » « En arrière ! », hurle le soldat russe en saisissant son kalachnikov. Alvi répond : « Laissez-nous passer, cette femme va mourir. » « Live-toi ! Live-toi ! », hurle le soldat russe, armant son kalachnikov, à l'AMI déjà debout, hors de la voiture. « Je suis debout ! Debout ! », hurle à son tour Alvi. Le soldat va tirer. En courant, le colonel est arrivé du blindé russe immobilisé à quelques centaines de mètres avec la blessée, n'osant avancer seul hors des lignes russes. « Arrêtez », crie-t-il. « Ils sont avec nous ! Qui est le commandant ici ? » Les soldats russes, ceux du blindé et ceux du poste de contrôle,

s'insultent. Le colonel finit par lâcher au commandant du barrage : « Mais cette femme est russe ! » La voiture d'Alvi peut passer.

Elle ouvre maintenant la route au blindé jusqu'au premier village. Les soldats pointent leurs armes vers les fossés. L'un d'entre eux tient la perfusion. Au premier carrefour, Alvi s'arrête, se dirige vers un bus qui transporte des réfugiés de Grozny. Il parle au chauffeur, aux passagers. Ceux-ci descendent aussitôt du bus. Quatre Tchétchènes, laissant femmes, enfants et bagages au bord de la route, brandissent la blessée du blindé dans le bus, partent vers l'hôpital. Le blindé russe file, s'accrochant à une colonne russe fortement armée qui roule vers Grozny.

Epilogue. Le lendemain, Alvi doit aller chercher sa belle-sœur et ses enfants, bloqués par les combats dans un quartier sud de la ville, voisins des positions russes où s'est déroulé l'incident de la veille. Il prend le chemin qu'il a emprunté pour aller sauver la jeune femme russe. Les soldats ouvrent le feu. Alvi rampe, en arrière, dans la poussière.

Jean-Baptiste Naudet

Une grimpeuse poids plume



FABIANA LUPATINI

ELLE DIT avoir gagné « sur une jambe ». L'Italienne Fabiana Lupatini, vainqueur pour la deuxième fois consécutive du Tour cycliste féminin, a souffert des séquelles d'une chute survenue peu avant le départ. La minuscule grimpeuse (1,56 m pour 39 kg) a pris le meilleur sur Jeanine Longo à la faveur des étapes alpines.

Lire notre rubrique Sports pages 14 et 15

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Australie, 25 A\$; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 260 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 PTA ; République, 9 F ; Singapour, 100 F S\$; Suède, 10 SKR ; Suisse, 2,50 F ; Tunisie, 1 DM ; USA (NY), 1 \$; USA (autres), 2,30 \$.

M 0147 - 827 - 7.00 F



POINT DE VUE

Non à la « pensée unique » sociale

par Alain Minc

LA France est triste. Elle est donc prête, en cette rentrée, pour un psychodrame dont elle est coutumière : les plumes s'affûtent, le lobbying se prépare, de la part des inlassables croisés d'une année politique monétaire et des thuriferaires d'une politique fiscale miracle qui réduiraient simultanément les impôts et le déficit public. Rien, dans ce tohu-bohu à venir, n'est surprenant : le débat macroéconomique est beaucoup plus commode que la réflexion sur les réformes de structures. Dans la discussion macroéconomique, le responsable c'est toujours « l'autre » : il s'appelle pour les uns le gouvernement, pour les autres Bercy, pour la plupart le gouvernement de la Banque de France. En revanche, les changements microéconomiques dérangeant davantage que des idées : des intérêts. Nous sommes naturellement, nous Français, plus friands du premier affrontement que du second : c'est la logique d'un pays qui privilégie l'impôt indirect sur l'impôt direct, l'égalité de façade sur l'équité, manifestant un tropisme historique pour ce qui est indolore.

Peut-être, diront les avocats d'une autre politique, mais comment nier que la croissance économique est trop faible ? Bien évidemment elle l'est, mais ne nous trompons pas, là aussi, de cible : c'est d'abord le problème collectif des Européens, qui, depuis cinq à sept ans, accumulent un retard par rapport aux Asiatiques naturelle-

ment, mais, ce qui est plus inquiétant, vis-à-vis des Américains. A l'origine de ce phénomène se trouvent la politique de productivité, de compétitivité accrue et de flexibilité menée par les Etats-Unis, sous des gouvernements de droite et de gauche, et naturellement la sous-évaluation du dollar vis-à-vis de la future zone « euro ». Certes,

à l'intérieur même de l'Europe, demeure une part d'autonomie dans la gestion de la croissance : une bonne politique macroéconomique permet d'obtenir 0,5 % à 0,7 % de mieux que la moyenne des pays de l'Union européenne ; une mauvaise aboutit à 0,5 % ou 0,7 % de moins. Pendant plusieurs décennies, la France a dépassé le pe-

ton de ses partenaires : elle ne vit aujourd'hui que plus mal son alignement dans la moyenne.

Lire la suite page 11

Alain Minc est président d'AM Conseil.

ROBERT SOLÉ



Editions du Seuil

Polémique judiciaire à Nanterre

Une affaire d'escroquerie au trafic de cannabis est à l'origine d'une joute acharnée qui oppose des avocats à un magistrat en vue.

p. 9

Des éleveurs aux portes de Paris

Accompagnés de leurs vaches, les éleveurs parisiens ont le 11 août de la Vienne pour protester contre la chute des cours approchant de la capitale.

p. 20

Vaulx-en-Velin à Chaillot

Sous la direction de Guy Bedos, des acteurs amateurs répètent à Vaulx-en-Velin (Rhône) un spectacle humoristique sur la banlieue qui sera bientôt présenté à Paris.

p. 17

International	2	Aujourd'hui	14
France	5	Agenda	16
Société	9	Actualités	16
Carnet	9	Météorologie	16
Horizons	10	Mots croisés	16
Entreprises	12	Culture	17
Finance/marchés	13	Radio-Télévision	17

ÉTATS-UNIS Deux semaines après les républicains, les démocrates ouvrent, lundi 26 août, à Chicago, la convention qui désignera leur candidat à l'élection présidentielle.

Bill Clinton, secondé par Al Gore, est le candidat incontesté à l'investiture. ● BIEN DÉCIDE à ne pas se laisser rattraper par Bob Dole, le président américain chasse sur les

terres idéologiques des républicains. Ce recentrage est l'œuvre d'un de ses consultants politiques, Dick Morris, baptisé par ses adversaires le « gourou », voire le « Raspoutine de

Pennsylvania Avenue ». ● CHICAGO, où a lieu la convention, avait été, en 1968, au cours d'une convention démocrate précédente, le théâtre de violents affrontements entre la po-

lice et les manifestants opposés à la guerre du Vietnam. Souvenirs de violence qui ont longtemps pesé sur l'image de la ville comme sur celle du Parti démocrate.

Sans masquer leurs divisions, les démocrates s'apprêtent à sacrer Bill Clinton

La convention démocrate s'ouvrira lundi 26 août à Chicago pour désigner triomphalement, jeudi, le président sortant comme candidat du parti à l'élection présidentielle du 5 novembre. La gauche pourrait faire entendre son mécontentement sur le recentrage à droite de la Maison Blanche

CHICAGO
de notre envoyé spécial
Autres temps, autres mœurs. Vingt-huit ans après la désastreuse convention de 1968 qui dégénéra en émeute au plus fort du mouvement contre la guerre du Vietnam, le Parti démocrate américain revient à Chicago pour y manifester, cette fois, son unité autour de son candidat à l'élection présidentielle de novembre. Symbole du chemin parcouru par son parti, c'est grâce au recentrage qu'il lui a imposé que le président Bill Clinton, lui-même enfant de 1968 qui refusa l'épreuve du feu au Vietnam, aborde en position de force cette bataille pour un second mandat.

Chicago elle-même s'est assagie, toute à son rôle de métropole en pleine transformation. L'endroit choisi pour accueillir la convention démocrate pendant quatre jours, à partir du lundi 26 août, n'est autre que le palais des sports construit pour le virtuose du basket-ball Michael Jordan et ses Chicago Bulls sur les lieux d'autres émeutes mémorables, celles qui suivirent l'assassinat de Martin Luther King.

Et Tom Hayden, leader des étudiants contestataires de 1968 et aujourd'hui sénateur dans l'Etat de Californie, dont il fut l'un des délégués à la convention, entame son séjour par une visite de courtoisie au maire de Chicago, Richard J. Daley, fils de Richard M. Daley, le maire qui lâcha sa police sur les manifestants en 1968.

Bill Clinton, quant à lui, a beau dire modestement, après avoir été le « sentiment d'arrière-pensée » de la campagne démocrate, qu'il n'est qu'un autre, réalisé pour ABC, lui accorde un avantage de 7 points, Ross Perot, le troisième candidat,

tous les doutes sur la manière dont il entend vivre ses lendemains les plus proches : à la Maison Blanche, et pour quatre ans encore. Cette semaine, la convention démocrate est tout entière tournée vers ce seul but : le couronnement jeudi soir du président-candidat Bill Clinton, qui n'aura rejoint Chicago que la veille, après un périple de trois jours dans les profondeurs du Midwest (au poids électoral décisif) à bord d'un train baptisé en toute simplicité l'Express du XXI^e siècle.

A peine dix jours après la fin de la convention républicaine à San Diego, le président Clinton a déjà réussi à recréer l'écart avec

se maintenant pour sa part autour de 7 % à 9 % des intentions de vote.

Visiblement déterminé à ne pas laisser Bob Dole se reposer sur ses lauriers, ne serait-ce que quelques jours, M. Clinton est passé à l'offensive dès le début de la semaine dernière, avec une arme dont lui seul dispose : le pouvoir de promulguer des lois. Jour après jour, entouré de citoyens mécontents, le président a eu les honneurs des journaux télévisés en apposant sa signature au bas d'un texte qui permet aux salariés de conserver leur assurance-maladie lorsqu'ils changent d'emploi ou de la loi qui renvoie aux Etats la responsabilité

tretien réalisé par CNN devant l'Express du XXI^e siècle en gare d'une bourgade du Kentucky, Ashland, Bill Clinton est passé à la vitesse supérieure. Gouffé à bloc, avec les accents de l'indignation la plus sincère dont seuls sont capables les animaux politiques de sa trempe, le président s'est livré à une critique implacable du plan républicain de baisse des impôts, un luxe dont l'Amérique « n'a pas les moyens », un bon gadget politique « qui ne peut pas marcher : on a déjà essayé, et ça n'a pas marché ». Très offensif, il a pris l'opposition publique à témoin pour dénoncer l'acharnement judiciaire et partisan dont il estime être l'objet, avec M. Clinton, dans l'affaire du scandale immobilier de Whitewater, un acharnement qui, a-t-il accusé, coûte des fortunes au contribuable et « a ruiné la vie de petites gens », dont le plus grand malheur a été de le croire lorsqu'il était gouverneur de l'Arkansas, sans que « le moindre soupçon de preuve » n'ait jamais pu être retenu contre lui ou sa femme.

Poursuivant sur sa lancée, Bill Clinton a donné un avant-goût du plat de résistance qui va être offert aux électeurs tout au long de la semaine : pendant qu'en toile de fond une myriade d'orateurs chanteront ses louanges à Chicago, le chef de l'exécutif distillera, depuis la plate-forme de son train, les mesures qu'il entend promouvoir lors de son second mandat. Le bouquet final est réservé au discours qu'il prononcera jeudi soir lorsqu'il aura été investi par la convention comme le candidat démocrate : trente à quarante nouvelles propositions d'un coup, souffle son entourage.

Ce programme, a confié M. Clinton à CNN, s'articulera autour de deux priorités : l'éducation d'abord, afin de donner à chaque Américain la possibilité d'améliorer son sort, et une politique de création d'emplois pour les gens qui ont jusqu'ici vécu d'aide sociale et auxquels la toute nouvelle législation demande de se mettre au travail. C'est sur ce point en effet que la tâche paraît la plus délicate pour M. Clinton : sa décision, la semaine dernière, de promul-

sider qu'aucun concurrent n'avait même osé défier lors des élections primaires, au moment où les républicains, eux, s'entre-déchiraient. En rendant, depuis dix-huit mois, les habits centristes du « nouveau démocrate » qui lui avaient fait remporter l'élection de 1992, M. Clinton avait parallèlement réussi à maîtriser son aile gauche grâce à un contexte économique favorable, la création de dix millions d'emplois, et un discours très rassembleur sur les valeurs

Wall Street serait opposée à une forte réduction d'impôts

Le président Bill Clinton a affirmé dimanche 25 août que les marchés financiers de Wall Street le soutenaient dans son opposition à une proposition républicaine de réduction de 15 % des impôts sur trois ans. « Wall Street ne croit pas à ce programme. Aucun des magazines économiques ne croit à ce programme. Tout le monde sait que cela ne fera qu'aggraver le déficit », a affirmé M. Clinton dans une interview à la chaîne de télévision CNN. Si le candidat républicain à la Maison Blanche, Robert Dole, appliquait son programme de réduction d'impôts, cela provoquerait une augmentation d'au moins 2 % des taux d'intérêt, ce qui, selon M. Clinton, affecterait le coût de la vie pour tous les Américains. M. Dole maintient qu'il pourrait réduire les impôts et éliminer le déficit budgétaire d'ici à 2002 grâce à des réductions budgétaires et à des rentrées fiscales plus importantes, provenant d'une meilleure croissance économique. — (AFP)

guer la loi adoptée par le Congrès républicain sur la réforme de l'aide sociale (le Welfare) a profondément choqué l'aile gauche du mouvement démocrate, qui y voit une mise en pièces de l'héritage du New Deal de Franklin Roosevelt et entend bien le dire à la convention.

Or le point fort des démocrates était précisément, jusqu'à cette controverse sur le Welfare, leur remarquable unité derrière un pré-

morales et familiales — une ligne que reflète la plate-forme soumise à la convention.

Malgré même si des voix discordantes se feront entendre — « Nous, on ne les censures pas », vante le président du Parti démocrate, le sénateur Chris Dodd, — il est peu probable qu'elles parviennent à entamer le crédit du président.

Sylvie Kauffmann

C'est grâce au recentrage

qu'il a imposé lui-même à son parti que le président aborde en position de force la bataille pour un second mandat

son adversaire républicain. Bob Dole avait pourtant commencé à le rattraper dans les sondages, sous l'effet conjugué de la concentration médiatique sur le show de San Diego, du choix surprise du populaire Jack Kemp comme coadjuteur et de la promesse d'une baisse des impôts de 15 %, thème central de la campagne républicaine.

Un sondage, diffusé dimanche soir par la chaîne de télévision CNN, donne à nouveau 12 points d'avance à Bill Clinton, tandis qu'un autre, réalisé pour ABC, lui accorde un avantage de 7 points, Ross Perot, le troisième candidat,

de distribuer l'aide sociale aux plus démunis. Lorsqu'il s'est trouvé à court de lois à promulguer, il a annoncé de nouvelles mesures pour freiner la tabagie chez les jeunes — une initiative tombée à point nommé, non seulement parce qu'elle remporte l'adhésion de 63 % des Américains, selon les mêmes sondages, mais aussi parce qu'elle a réussi à contrer les effets négatifs d'un rapport officiel qui venait de révéler une inquiétante progression de la consommation de drogue chez les adolescents.

Ce n'était que le hors-d'œuvre. Dimanche soir, dans un long en-

trement, le président a donné un avant-goût du plat de résistance qui va être offert aux électeurs tout au long de la semaine : pendant qu'en toile de fond une myriade d'orateurs chanteront ses louanges à Chicago, le chef de l'exécutif distillera, depuis la plate-forme de son train, les mesures qu'il entend promouvoir lors de son second mandat. Le bouquet final est réservé au discours qu'il prononcera jeudi soir lorsqu'il aura été investi par la convention comme le candidat démocrate : trente à quarante nouvelles propositions d'un coup, souffle son entourage.

Dick Morris, le très pragmatique gourou politique de la Maison Blanche

CHICAGO
de notre envoyé spécial
Il est affublé de tous les sobriquets : « le gourou politique du président », « le premier ministre », « le Raspoutine de Pennsylvania Avenue », voire « le traître », mais il n'en a cure car son pouvoir et son influence d'émancipation



grise auprès du chef de la Maison Blanche appose, outre un sucoit de réserve, une souveraine indifférence aux commentaires du monde politique et de la presse. Richard J. Daley, le maire qui lâcha sa police sur les manifestants en 1968, a confié Dick Morris au quotidien New York Times, dans l'un de ces entretiens qu'il accorde à ses compatriotes. On le devine, la modestie n'est pas le fort de ce personnage inclassable et volontiers mystérieux.

Après le raz-de-marée électoral du Grand Old Party, en novembre 1994, au Congrès, les démocrates étaient en déroute, et Bill Clinton au creux de la vague. « Il m'a demandé de revenir, il était très déprimé, je l'ai fait parce que je voulais vraiment sauver sa présidence », a confié Dick Morris au quotidien New York Times, dans l'un de ces entretiens qu'il accorde à ses compatriotes. On le devine, la modestie n'est pas le fort de ce personnage inclassable et volontiers mystérieux.

DE NOUVEAUX ENNEMIS

Après le raz-de-marée électoral du Grand Old Party, en novembre 1994, au Congrès, les démocrates étaient en déroute, et Bill Clinton au creux de la vague. « Il m'a demandé de revenir, il était très déprimé, je l'ai fait parce que je voulais vraiment sauver sa présidence », a confié Dick Morris au quotidien New York Times, dans l'un de ces entretiens qu'il accorde à ses compatriotes. On le devine, la modestie n'est pas le fort de ce personnage inclassable et volontiers mystérieux.

Il aime la France, Puccini, les idées, le pouvoir et... le téléphone. Ce New-Yorkais du West Side est âgé de 46 ans. Il est aussi le fils d'une famille juive libérale dont la mère a écrit un livre sur la discrimination sociale et il a fait ses études à la prestigieuse Stuyvesant School de Manhattan, puis à l'Université Columbia, là où il servait déjà de consultant en relations publiques pour ses camarades. En créant le cabinet Public Affairs Research Organization, il se lance dans le marketing politique. Ses premiers clients étaient démocrates, mais ses fidélités sont vite devenues alternatives, puis franchement républicaines.

Ses ennemis — nombreux dans chaque camp — rivalisent d'anecdotes détaillées sur la façon dont il a pris en main, en 1990, la campagne de réélection du sénateur républicain de Caroline du Nord,

Jesse Helms, champion incontesté de l'aile la plus ultra des républicains. A cette époque, Dick Morris n'a pas hésité à jouer la carte raciale contre l'adversaire, démocrate et noir, de son client. Bien d'autres sénateurs ou représentants républicains ont, un jour ou l'autre, embauché Dick Morris, brillant stratège et consultant politique pragmatique. Doué d'un véritable don pour capter les meilleures idées du moment, il n'hésite pas à plier les principes à l'objectif qu'il s'est fixé.

Critiquement, Bill Clinton ne lui tient pas rigueur de ce passé équivoque. Les deux hommes sont de vieux complices en politique et le président, ce qui ne manque pas d'étonner son entourage, a une confiance absolue dans son gourou. Dick Morris a commencé à prodiguer ses conseils à Bill Clinton en 1978, lorsque ce dernier brigait le

poste de gouverneur de l'Arkansas. Ce premier succès fut suivi d'une première défaite, cinglante. Battu en 1980, le gouverneur rappela son consultant, qui lui conseilla de faire amende honorable auprès des électeurs. Et cela a marché : Bill Clinton fut réélu en 1982, et Dick Morris retourna à ses clients républicains.

UN AMI DU PRÉSIDENT

Ces antécédents expliquent que M. Morris ne compte pas que des amis à la Maison Blanche où, circonstance aggravante, il a installé quelques-uns de ses amis new-yorkais. Lui-même est un franc-tireur. Il habite dans sa maison du Connecticut, mais à Washington il descend à l'Hotel. Ce qui ne l'empêche pas d'être omniprésent, souvent par téléphone, parlant à Bill Clinton de « cinq à quinze fois par semaine », selon ses propres estimations, se concertant quotiden-

nement avec George Stephanopoulos, autre proche du président. Bill Clinton a toutes les excuses pour un homme avec qui il entretient d'étroites relations personnelles. J'ai « beaucoup de mal à croire », a-t-il expliqué, que Dick Morris « se sentait vraiment à l'aise », lorsqu'il travaillait pour des républicains.

Au fond, M. Morris est d'abord « un ami du président », a précisé un jour Michael McCurry, le porte-parole de la Maison Blanche. C'est cette confiance totale qui lui a donné les coudees franches pour peaufiner le nouveau Clinton, entre 1994 et 1996. Ignorant les critiques des conseillers présidentiels, il a convaincu le chef de la Maison Blanche que le point d'équilibre de la politique américaine s'était rapproché du centre-droit, et que s'il voulait reprendre l'initiative, il devait accepter un aggiornamento de taille.

M. Clinton a suivi le conseil, prenant de plus en plus de distance avec la tradition libérale du parti démocrate. La transformation fut particulièrement sensible lors du discours présidentiel sur l'état de l'Union : le port de l'uniforme dans les écoles, les méfaits de la drogue chez les jeunes, la violence à la télévision, le couvre-feu pour les jeunes citadins, la multiplication des grossesses chez les adolescentes, bref, la défense des valeurs morales et familiales a servi de fil conducteur à la stratégie de reconquête de l'opinion.

Le clou de ce lifting politique fut sans conteste la réforme radicale du welfare (l'aide sociale), autrement dit la remise en cause de l'héritage politique des démocrates. Le Clinton nouvelle manière est-il pour autant l'œuvre complète de Dick Morris ? Ce serait trop dire, mais on ne prête qu'aux riches... Dans toutes les initiatives de Bill Clinton, chacun cherche désormais la « patte » de Dick Morris. Dame ! On n'est pas impunément le consultant politique le plus influent de la planète.

L. Z.

Laurent Zecchini

Le Fort Chicago de 1968 est devenu fort convenable

ville des Etats-Unis ne devienne le point de mire de l'Amérique et du reste du monde, les campus étaient déjà en ébullition et les émeutes raciales embrasées de nombreuses villes. L'année 1968 fut celle de la cristallisation des passions. L'audience du mouvement de défense des droits civils ne cessait de croître, et l'assassinat de Martin Luther King, en avril, fut comme un coup de tonnerre.

Les Etats-Unis accentuaient leur intervention au Vietnam. A la mort de John F. Kennedy, en 1963, ils étaient 16 000 soldats à y combattre ; ils seront 385 000 à l'été 1968. En quelques mois, la popularité du successeur de Kennedy, Lyndon B. Johnson, va brutalement décliner. Au sein du Parti démocrate, la fracture s'opère sur le conflit vietnamien. Favorable à un arrêt inconditionnel des bombardements, les libéraux comme Robert Kennedy — qui sera assassiné en juin 1968 —, Eugene McCarthy, et George McGovern lancent un véritable défi au président Johnson. Prématurément usé, le chef de la Maison Blanche déclare bientôt qu'il n'est plus que « candidat au rocking-chair ».

Début août, la tension, dans la rue comme dans les rangs démocrates, monte dangereu-

sément. A Chicago, envahie par les manifestants de tous horizons, le maire Richard Daley met la ville en état d'alerte et la transforme en camp retranché. Plus de 25 000 policiers et gardes nationaux prennent possession des rues, s'y livrant à des rafales de d'armes à feu. Ebbwille, l'Amérique profonde reste rivée à ses écrans de télévision. Dans l'enceinte de la convention, où vont pénétrer des policiers casqués, le sénateur Abraham Ribicoff dénonce les « tactiques de la Gestapo dans les rues de Chicago ». La tension est extrême entre « libéraux » (« progressistes ») et partisans de la politique vietnamienne de l'administration Johnson.

LUTTES FRATRICIDES

Mais alors que la presse décrit un Parti démocrate au bord de la désintégration, la balance penche en faveur des partisans de la poursuite de l'escalade militaire. Le général Westmoreland a prévenu les délégués qu'un arrêt des bombardements au Nord-Vietnam serait « fatal » à la sécurité des troupes américaines. La désignation de Hubert Humphrey comme candidat à la présidence des Etats-Unis — il sera battu par Richard

Nixon — interrompra ces luttes fratricides et fera retomber la tension à Fort Chicago. Il n'empêche : l'honneur de la ville est durablement sali.

La réputation des démocrates, elle, ne s'en remettra pas. De 1968 à 1992, ils ne remporteront que deux des sept scrutins présidentiels. Exploitant le souvenir de 1968, les républicains parviendront à convaincre une majorité d'Américains que les démocrates encouragent l'insoumission, la libération sexuelle, la drogue et la bagarre de l'Etat. Ils réussiront si bien dans cette entreprise qu'aujourd'hui rares sont ceux qui osent revendiquer l'appellation de « libéral ».

Quant à Chicago, elle s'est refaite une virginité et les manifestants d'aujourd'hui sont très convenables : ils ont accepté de participer à une loterie municipale pour désigner les mouvements qui se feront entendre, à bonne distance de la convention, et à tour de rôle. Le maire, Richard Daley, fils de celui qui, il y a vingt-huit ans, avait imposé le couvre-feu et justifié les brutalités policières, assure que sa ville a bien mérité sa rédemption.

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend
de ses pourparlers avec le

Le général Lebed rend compte au Kremlin du résultat de ses pourparlers avec les indépendantistes tchéchènes

Un règlement bute sur le statut futur de la république caucasienne

Le premier ministre russe a reçu, lundi matin 26 août à Moscou, le général Lebed, pour discuter de l'évolution des pourparlers de paix en Tchétchénie. Les négociations avec les indépendantistes butent sur le statut futur de la république caucasienne. M. Tchernomyrdine de-

meure hostile à l'indépendance mais n'écartera pas l'idée d'un référendum pour sortir de l'impasse.

MOSCOU

Le spectre du « conflit à outrance » à peine évanoui, la Tchétchénie continue de balancer entre guerre et paix. Alors que, sur le terrain, les généraux russes ont exécuté, dimanche 25 août, quelques incursions pour suspendre les pourparlers, Alexandre Lebed, le représentant de Boris Eltsine en Tchétchénie, a regagné Moscou pour discuter, lundi 26 août, avec la direction russe de la question qui est à l'origine de la guerre, à savoir celle du statut futur de la petite république caucasienne. Le général devait soumettre au chef de l'Etat, au premier ministre, au ministre des nationalités et des affaires étrangères ainsi qu'à des « experts en droit international » les propositions de règlement politique du conflit présentées par les indépendantistes tchéchènes.

A peine le général Lebed s'était-il envolé pour Moscou, que le commandement des forces russes en Tchétchénie – que M. Lebed avait convaincu en extrême la semaine dernière de renoncer à l'assaut sur Grozny – a argué d'un incident (un groupe de Tchétchènes non identifié a saisi, samedi, des armes russes) pour annuler une rencontre avec le chef d'état-major des forces tchéchènes, Aslan Maskhadov. Celui-ci a regretté que le commandant russe « Vitcheslav Thirumirov et d'autres tiennent la poursuite des pourparlers à de quelconques provocations ». Les négociations entre les chefs militaires sur le retrait de leurs forces de Grozny et la mise en place de pa-

trouilles conjointes pour assurer l'ordre dans la capitale tchéchène, devaient cependant reprendre lundi.

Si le cessez-le-feu est globalement respecté, la situation est très mouvante sur le plan politique. Les Tchétchènes veulent en effet que leur République soit « sujet de droit international » tandis que Moscou exige qu'elle soit soumise au droit russe. Le général Lebed reste muet sur le contenu des propositions tchéchènes. Les indépendantistes tiennent un langage modéré. Movladi Oudougov, leur porte-parole, a donné, samedi, quelques indications sur la philosophie des propositions tchéchènes sans en dévoiler le contenu. Les indépendantistes sont prêts à examiner des options qui « ménagent les intérêts de l'Etat russe », a-t-il déclaré. « La question du statut sera résolue en prenant en compte les intérêts des deux parties. » « Si Boris Eltsine ne propose pas l'indépendance, nous trouverons un langage commun », a-t-il même précisé.

RÉFÉRENDUM DANS CINQ ANS ?

Tout indique cependant que les Tchétchènes n'ont pas renoncé à obtenir des garanties internationales – et non pas seulement russes – sur leur avenir. Le fait que le général Lebed doive notamment consulter, à Moscou, le ministre des affaires étrangères et des experts en droit international en témoigne. Le président russe a autorisé, vendredi dernier, son représentant à « signer un accord sur la définition du statut de la

Tchétchénie » mais seulement « en tant que partie intégrante de la Fédération de Russie ». C'est vraisemblablement parce que le plan présenté par les indépendantistes sort de ce cadre rigide, que de nouveaux pourparlers, entre Russes, vont devenir nécessaires. Même si elles n'ont pas été officiellement rendues publiques, les propositions tchéchènes sont sans doute assez proches du projet de règlement du conflit, publié fin juillet dans les colonnes du quotidien Nezavisimaya Gazeta, dans une indifférence presque générale, par Salambek Malgov, chef du parti Bachlam, représentant les Tchétchènes vivant en Russie. Faisant partie des experts du mouvement indépendantiste, M. Malgov proposait que la Russie reconnaisse la Tchétchénie comme un « Etat indépendant, sujet de droit international » mais qui serait « associé à la Fédération de Russie ». Selon ce plan, les Nations unies seraient garantes du respect de l'accord et chargées d'arbitrer d'éventuels conflits. Pour sauvegarder les intérêts de l'Etat russe, la Tchétchénie transférerait « de façon volontaire une partie des droits souverains » à la Russie, écrivait M. Malgov. Elle déléguerait ainsi « la mise en œuvre de la défense collective, la direction des forces armées collectives ». Les deux pays conserveraient aussi en commun une monnaie, des frontières, un espace douanier et économique. Et une double citoyenneté serait instaurée.

Du côté russe cependant, on semble tenté de renvoyer la déli-

cate question du statut aux calendes grecques. Ce qui pourrait, en fait, être acceptable par les indépendantistes à condition que l'armée russe quitte vraiment la Tchétchénie. Cependant, cette solution, adoptée lors des deux précédentes négociations, a conduit à la reprise des combats car Moscou a renoncé à retirer ses forces, comme promis, craignant à juste titre que l'indépendance ne soit alors acquise de facto. « Pour un certain temps, il ne faut pas parler du statut et après un certain délai, c'est le peuple qui décidera, y compris la base », en Tchétchénie, a déclaré, dimanche à la télévision, le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine. Tout en reconnaissant que ce sera à Boris Eltsine de trancher, le chef du gouvernement paraissait ainsi vouloir organiser un référendum sur le statut de la République dans l'ensemble de la Fédération russe et, a-t-il précisé, après un « grand travail de reconstruction » de la Tchétchénie. Selon les agences russes, le gouvernement souhaite repousser de cinq ans une consultation populaire sur la question. Sur la question du statut, le premier ministre n'a toutefois pas fait d'ouverture : « J'ai toujours dit et je le dirai toujours : la Tchétchénie fait partie de la Russie. La Tchétchénie est au sein de la Russie, ce n'est pas un sujet à débattre. La question, c'est comment. En fin de compte, c'est là qu'on peut trouver une solution », a-t-il dit. Mais pour l'instant, il n'y en a toujours pas.

Jean-Baptiste Naudet

Les polémiques continuent sur les rapt d'enfants en Belgique

Un bourgmestre assigne l'Etat en justice

BRUXELLES

Chargé de l'enquête sur les rapt d'enfants, le procureur de Neufchâteau, Michel Bourlet, a tenu, dimanche 25 août, une conférence de presse en présence de plusieurs hauts magistrats belges. Une façon pour l'institution judiciaire de manifester son unité et sa volonté d'aller jusqu'au bout d'une affaire qu'Anne Thilly, procureur à Liège, présente aux côtés de son collègue, a qualifiée de « très grave ». Sans doute les magistrats ont-ils mesuré l'effet désastreux des polémiques entre plusieurs parquets et gendarmeries sur la responsabilité des nombreuses négligences constatées dans l'enquête.

Malheureusement, le procureur n'a rien annoncé de nature à rassurer sur le sort des victimes potentielles de Marc Dutroux, chez qui furent retrouvés les cadavres des jeunes Julie et Mélissa. Les perquisitions activement menées dans ses nombreuses résidences n'ont pas abouti à d'autres découvertes macabres. En revanche, la saisie de grandes quantités de somnifères permet de comprendre comment il opérait pour tourner ses cassettes pour pédophiles.

Le seul élément nouveau du week-end est la délivrance de trois mandats d'arrêt dans une affaire connue. En effet, Dutroux et ses complices étaient aussi mêlés à un trafic de véhicules volés. Cela laisse supposer que, si réseau international de pédophilie il y avait, il n'était pas organisé et lucratif au point de dispenser la bande de toute autre activité délictueuse. Parmi les

complices de Dutroux, arrêtés dimanche pour ce trafic, il y a un assureur et un officier de police judiciaire de Charleroi, accusé de recel. Il semble que certains acolytes de Dutroux étaient par ailleurs des indicateurs, ce qui pourrait expliquer l'indulgence dont a bénéficié la bande sans qu'il soit besoin d'imaginer des protections à un niveau étatique.

Néanmoins, divers élus, associations et comités invitent la population à se mobiliser. Sur le comptoir de nombreux commerçants bruxellois, on trouve une pétition à signer, à l'initiative de l'association « Marc et Corine », du nom des jeunes assassinés en 1992, pour exiger du gouvernement un « durcissement » des peines à l'encontre des auteurs de rapt d'enfants. Les parents des victimes de Dutroux se sont désolidarisés de cette association, mais il existe aussi un comité « Julie et Mélissa » dont les affiches s'étaient partout. Chant Albert Einstein, elles disent : « Le monde est dangereux non à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire. »

Plusieurs personnalités, comme Robert Urbain, ancien ministre socialiste des affaires européennes, ont demandé un référendum sur le rétablissement de la peine de mort pour les assassins d'enfants. Le bourgmestre de Braine-l'Alleud, lui, a assigné l'Etat belge en justice pour « défaut d'assistance et de précautions » dans les récents enlèvements.

J. de la G.

Franjo Tudjman n'aime pas les médias croates indépendants

ZAGREB

A l'époque où il était un opposant au régime communiste, le président croate, Franjo Tudjman, n'avait guère d'occasions d'exprimer ses convictions. Ses seules interventions publiques l'eurent lieu qu'à la fin des années 80, après vingt ans de combat pour le « sentiment croate », sur les ondes de Radio 101, une station FM zagréboise. Aujourd'hui, après cinq années de règne sur la Croatie indépendante, M. Tudjman essaye d'obtenir la fermeture de Radio 101. La radio, elle, n'a pas changé depuis sa création en 1984 : elle est toujours aussi indépendante vis-à-vis du pouvoir politique.

« A l'époque communiste, nous avions invité Franjo Tudjman à trois ou quatre reprises, se souvient Zeljko Matic, c'était alors son unique chance de s'exprimer. Il évoquait les libertés politiques, les droits de l'homme... » En fait, presque tous les Croates qui, devenus ultranationalistes, gouvernent aujourd'hui le pays, ont effectué leurs premiers pas médiatiques sur Radio 101, alors qu'ils n'étaient que d'obscurs tribuns de la Fédération yougoslave. « Nous fûmes également les premiers à évoquer la liberté de culte à une époque où il était interdit de souhaiter Bon Noël aux auditeurs », poursuit M. Matic. Les fervents ca-

tholiques de l'Union démocratique croate (HDZ) de Franjo Tudjman, qui ont les médias nationaux à leur disposition, supportent dorénavant assez mal la liberté de ton à laquelle Radio 101 continue de prétendre.

« ÉPUISEMENT ÉCONOMIQUE » Le Conseil de l'Europe a récemment exigé que la Croatie cesse de harceler ses rares médias indépendants. Le paysage médiatique est désolant, entre des chaînes de télévision et une presse quotidienne étroitement contrôlées, et des magazines à sensation spécialisés dans l'information mensongère. Un seul quotidien, Novi List, un hebdomadaire satirique, Feral Tribune, et Radio 101 apportent un peu de fraîcheur. Le public ne s'y trompe pas, puisque Radio 101 arrive largement en tête à Zagreb (32 % de taux d'écoute, contre 17 % pour la radio d'Etat).

« Nous sommes en réel danger de mort, précise M. Matic. Le pouvoir, qui n'osera sans doute pas exiger notre disparition brutale, nous assaille d'impôts discriminatoires. Il pratique une stratégie d'épuisement économique ». Outre ces exigences financières, le gouvernement croate a réduit de moitié la puissance de l'émetteur de Radio 101 « pour des raisons écologiques », afin de ne pas exposer les Zagrébois aux « radiations », selon un Zeljko

Matic hilare. Il a ensuite refusé l'implantation de l'antenne sur une colline « par manque d'espace », alors que les autres antennes y sont installées. Récemment, une station-relais a été emportée par les inspecteurs du ministère des télécommunications.

« Le régime actuel a la même attitude vis-à-vis des ondes libres que le pouvoir communiste. » La radio, « qui fut traditionnellement une station pirate », a accepté de se conformer à la loi croate sur les médias. Simplement, il semble que la loi diffère selon les grilles de programmation des médias.

A Radio 101, « la priorité est accordée à la musique anglo-saxonne, pas aux chants patriotiques ». Et la radio propose des émissions politiques où la parole est donnée aux auditeurs et à l'opposition. Le HDZ participe d'ailleurs de plus en plus souvent aux débats, soucieux de ne pas rater une tribune si écoutée. Franjo Tudjman, dont la dérive autoritaire se fait plus pesante chaque jour en Croatie, parviendra-t-il à museler la radio qui lui avait ouvert ses ondes ? L'équipe de Radio 101, qui avait déjà dû éteindre ses micros sous le régime yougoslave, est déterminée à demeurer l'insoumise du paysage médiatique croate.

Rémy Ourdan

COMMENTAIRE EXAGÉRATIONS

Que le minuscule Parti du travail, à l'extrême gauche belge, utilise l'affaire Dutroux pour dénoncer la responsabilité du « monde capitaliste » ferait sourire dans un contexte moins dramatique. Que quelques notables profitent de l'occasion pour opposer le « pays réel » au gouvernement devrait inciter à la prudence. Cette prudence a sans doute fait défaut à certaines chaînes de télévision étrangères qui, le 24 août, ont diffusé un court extrait d'une émission de la radio-télévision belge francophone (RTBF). Le procureur Bourlet y affirmait que toutes les personnes qui auront été identifiées sur les cassettes trouvées chez Dutroux seront poursuivies. Puis, il ajoutait mezza voce : « Si on me laisse faire. » Pressé de s'expliquer, il a, peu après, relativisé les choses, expliquant qu'il s'agissait déjà de heurts à des résistances, mais dans des dossiers qui n'avaient rien à voir avec la

pédophilie. Ainsi, à la suite d'un conflit de compétence avec les magistrats de Liège, a-t-il été classé d'un volet de l'enquête sur une autre affaire mystérieuse en Belgique, l'assassinat de l'ancien vice-premier ministre André Coles, en 1991.

Les médias peuvent, il est vrai, s'abriter derrière les déclarations de Marie-France Botte, une Belge menant le combat contre la pédophilie, selon laquelle il ne serait pas surprenant que de « hautes personnalités belges et européennes » soient impliquées dans l'affaire Dutroux. Il s'agit de simples suppositions. Le procureur Bourlet a mis M^{me} Botte devant ses responsabilités en l'invitant à venir lui exposer ses soupçons. A la même émission de la RTBF, Gino Russo, le père de Mélissa, a estimé que, après la petite phrase du procureur, « le débat était terminé ». Ceux qui exagèrent la signification des propos du procureur n'ont pas les mêmes excuses que ce père éploré.

Jean de la Guérivière

Bonn s'oppose à la Commission européenne dans l'affaire Volkswagen

La Saxe dépose une plainte contre Bruxelles pour garder ses aides

LE CONFLIT se durcit entre la Commission de Bruxelles et la Saxe au sujet des aides versées par ce Land d'Allemagne à la firme automobile Volkswagen. Non seulement Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence, et Gunter Rexrodt, ministre allemand de l'économie, n'ont pas trouvé de terrain d'entente à l'issue de la rencontre qu'ils ont eue à la fin de la semaine dernière à Bruxelles, mais la Saxe a déposé une plainte contre la Commission devant la Cour européenne de justice.

Tout est donc maintenant en place pour une épreuve de force qui va opposer la Commission de Bruxelles, gardienne de l'Union en matière de concurrence et de fonctionnement du marché unique, à l'Allemagne, dont la puissance économique et les conceptions politiques font l'un des piliers de la

construction européenne. Paradoxalement, dans ce débat important, dont la portée dépasse largement le cas des aides illégales versées à Volkswagen, le gouvernement de Bonn soutient la Saxe et décidera peut-être, mardi 27 août, en conseil des ministres, de se joindre à la plainte déposée par le Land. Dès la fin de la semaine dernière, Gunter Rexrodt avait déclaré à l'issue de sa rencontre avec Karel Van Miert que la situation en Allemagne de l'Est ne pouvait être comparée à celle d'autres pays et que « la Commission n'avait pas compétence pour les aides publiques en Allemagne de l'Est ». De son côté, le chef de gouvernement de la Saxe, Kurt Biedenkopf, a montré qu'il n'était pas disposé au compromis en déclarant qu'il en allait de la survie de tout un Etat régional.

« Nous devons sortir de l'illégalité »,

faute de quoi nous aboutirions à une course aux aides publiques qui mettrait en danger le marché unique européen », a répliqué le commissaire Karel Van Miert. Les arguments de M. Van Miert affaiblissent à l'évidence l'aide apportée par Bonn à la Saxe et Gunter Rexrodt reconnaît que le versement de l'argent au Land pose problème « et du point de vue politique est pour le moins sujet à caution ». Il y a trois semaines, le ministre allemand avait confirmé à la Commission européenne que la Saxe avait bien versé 141,9 millions de deutschemarks (482 millions de francs) pour 1996 au titre d'aides publiques pour l'implantation de deux unités de montage et de peinture en Saxe. Karel Van Miert estime que plus de 60 % de cette aide est illégale et que Volkswagen doit donc rembourser 90 millions de marks.

ETAT NATIONAL MINISTRE DE L'INTERIEUR REPUBLIQUE ARGENTINE

APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 01/96

Contrat intégral non fractionné d'un service pour le dessin, la mise en marche et le support d'un système de contrôle de migration et de l'identification des personnes et de l'information électorale.

Le cahier des charges et des conditions pourra être consulté et acheté par les intéressés auprès du Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur, avenue Leandro N. Alem 168, 5ème étage, Capitale Fédérale, du lundi au vendredi de 12 h. à 16 h. à partir du 30/08/96.

Prix du cahier des charges : quatre-vingt mille Pesos (\$80.000). Les offres seront reçues au siège du Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur, avenue Leandro N. Alem 168, 5ème étage, Capitale Fédérale, jusqu'au 25/10/96, à 12 h.

La cérémonie d'ouverture des enveloppes contenant les offres se tiendra ce même jour, à 13 h. au Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur.

Le président sud-coréen devrait gracier les deux anciens chefs de l'Etat

Chun Too-wan est condamné à mort, Roh Tae-woo à vingt-deux ans de prison

Le tribunal de Séoul qui jugeait les anciens chefs d'Etat, Chun Too-wan et Roh Tae-woo, pour leur participation au putsch de 1979 et autres crimes et

délits, a condamné, lundi 26 août, respectivement les deux anciens généraux à la peine de mort et à vingt-deux ans et demi de prison. Le président Kim

Yong-sam devrait, cependant, les amnistier au début de l'année prochaine pour se réconcilier avec le clan conservateur de son parti avant les élections.

SÉOUL

de notre envoyé spécial
Les deux ex-général-présidents, Chun Too-wan et Roh Tae-woo, ont été condamnés respectivement à la peine de mort et à vingt-deux ans et demi de prison, lundi 26 août, pour le rôle qu'ils ont joué dans le coup d'Etat de 1979, puis le massacre de Kwangju l'année suivante. Si l'on ajoute à ce verdict la flambée de violence des étudiants, soupçonnés d'être manipulés par le régime communiste du Nord, c'est peu de dire que la Corée du Sud, démocratisée depuis l'arrivée au pouvoir, en 1993, du premier président civil en trente-deux ans, fait face à de rudes tensions.

Le verdict dans le procès des deux ex-présidents et de quatre autres putschistes aura-t-il vraiment « redressé les erreurs du passé », comme l'avait annoncé le président Kim Yong-sam ? Ce « procès du siècle » était celui des travers des régimes militaires : outre le putsch de 1979 et le massacre de 1980, c'était la corruption au plus haut niveau de l'Etat qui était visée. Or il n'a guère jeté de lumière nouvelle sur ces événements.

SURSAUTS DE VERTU

Le procès a, en revanche, été marqué par des procédures expéditives qui ont conduit, en juillet, les avocats à renoncer à défendre leurs clients : soucieux d'accélérer la procédure, les juges leur avaient refusé l'audition de témoins. L'un des grands absents à ce procès fut l'ex-président Choi Kyu-hah, assassiné en 1979, et se pla aux exigences des putschistes en déclarant la loi martiale. Les juges ne l'ont pas contraint à venir s'expliquer. Ce procès était aussi celui du go-

tha de l'économie : neuf présidents de conglomérats (chaebols), dont les présidents de Samsung, Lee Kun-hee, et de Daewoo, Kim Woo-choong, qui ont versé respectivement 13 et 20 millions de dollars de pots-de-vin à Roh Tae-woo, ont aussi été condamnés. Mais les putschistes et les « barons » de l'économie qui les ont fait bénéficier de largesses, ne seront « coupables » que quelque temps.

Après les appels, le procès entre, au début de 1997, dans une nouvelle phase, celle du jeu politique. La clémence présidentielle attendue est, pour le chef de l'Etat, un moyen de se rallier le camp conservateur et de préparer ainsi sa sortie en faisant élire, l'an prochain, un successeur qui lui soit acquis. Sans les votes, en effet, de la « mafia de Tae-gu », fier des deux ex-présidents, le candidat du pouvoir risque d'être mis en difficulté.

Après ses sursauts de vertu, le président Kim joue la carte de la réconciliation. Ferme sur les principes mais magnanime : telle est l'image qu'il veut se donner pour la dernière partie de son mandat. A son arrivée au pouvoir, il avait lancé une grande opération de nettoyage de la corruption : trois mille personnes furent arrêtées. Bien peu ont purgé leur peine. Puis ce fut le tour de ses prédécesseurs et des présidents des chaebols.

Mais aujourd'hui, c'est la volée des pardons : le 15 août, fête de l'indépendance, il a amnistié onze condamnés pour corruption, hauts fonctionnaires et banquiers. Quant aux « barons » de l'économie, après avoir été tancés, ils sont déjà absous : ils continuent de fréquenter la Maison Bleue (présidence) et à accompagner le président dans ses déplacements à l'étranger. La démocratie est, certes, tou-

jours fondée sur un compromis entre forces en présence, mais en Corée elle a un côté shakespearien : retournements d'alliances et trahisons y abondent. La bravade lancée par Chun Too-wan, à la veille de son arrestation, à l'adresse du président Kim : « Si nous sommes des criminels, pourquoi le président a-t-il pactisé avec nous », est restée sans réponse.

COLÈRE ETUDIANTINE

Alois opposant, M. Kim avait rallié, en 1990, le parti gouvernemental pour devenir le dauphin de Roh Tae-woo. Ignorait-il les responsabilités de ses prédécesseurs dans le massacre de Kwangju, ainsi que leurs malversations ? Six ans plus tard, alors que le scandale de pots-de-vin de M. Roh risquait de l'éclabousser, il a surfi sur la vague en les faisant arrêter et en rouvrant le dossier de Kwangju. Mais, engagé sur une équivoque, le « procès du siècle » finira par un compromis.

La clémence n'est pas, en revanche, l'attitude du gouvernement vis-à-vis des étudiants contestataires. L'occupation de l'université Yonsei, à Séoul, a été la plus violente manifestation de la présidence Kim Yong-sam. Héros du printemps chaud de 1987, préface à la démocratisation du pays, les étudiants n'ont plus la cote dans l'opinion. Leur demande de réunification du pays, qui redresse les propositions de Pyongyang, est irréaliste, compte tenu tant de la donne géopolitique que de la nature du régime nordiste, et la majorité des Sud-Coréens ne tolère pas une violence qui s'est traduite par la mort d'un jeune policier.

Dans son souci de se concilier le camp conservateur, le gouvernement, avec à sa suite la grande presse, a renoué avec la rhétorique

des régimes précédents : les contestataires font le jeu du Nord et font peser une grave menace pour la sécurité nationale. « Ils mènent des actions de guérilla urbaine », a dit le président. Sur 5 800 étudiants interpellés par la police, le 20 août, 400 restent détenus.

Or, s'il existe bien, au sein de la Fédération des comités étudiants (Hanchoongyeon), une minorité influencée par le Nord, et des groupes extrémistes notamment originaires de Kwangju, il serait réducteur de voir Pyongyang derrière toute contestation. Le radicalisme étudiant, fruit d'un nationalisme exacerbé qui peut paraître naïf, est une réaction contre un gouvernement incapable de formuler une politique cohérente vis-à-vis du Nord. Depuis que, couronné par le refus de Séoul d'exprimer des condamnations pour la mort du Grand Leader Kim Il-sung en 1994, Pyongyang a interrompu le dialogue, Séoul a adopté une attitude dite « flexible », mais qui paraît surtout manquer de consistance.

Aujourd'hui, le gouvernement recourt à la loi sur la sécurité nationale - l'instrument des régimes précédents, qui permet de détenir quiconque manifeste une sympathie pour le Nord - pour réprimer les étudiants, sans chercher à comprendre leur révolte, à certains égards désespérée, à l'encontre d'une société dont les seuls objectifs sont la croissance, et d'un pouvoir adonné aux luttes politiques et aux prébendes. Or une démocratie peut-elle longtemps se permettre d'ignorer les aspirations d'une partie de sa future élite, même exprimées de manière condamnable ?

Philippe Pons

Le président israélien Eizer Weizman va recevoir Yasser Arafat

Le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, hésite à rencontrer le chef de l'Autorité palestinienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Après la poignée de main historique entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin, en septembre 1993, à Washington, leurs retrouvailles à la Maison Blanche deux ans plus tard et les multiples entretiens au point de passage d'Erez, les rencontres entre dirigeants israéliens et palestiniens semblaient s'être définitivement banalisées. Mais pour le gouvernement de Benjamin Nétanyahou c'est une question encore non résolue. Pour forcer la main de son premier ministre, qui refuse toujours de voir le président de l'Autorité palestinienne, le chef de l'Etat israélien, Eizer Weizman, a annoncé, dimanche 25 août, qu'il le recevra, dans les prochaines semaines, dans sa résidence privée de Césa-

rée. Ce geste a semblé avoir fait son effet. La radio et la télévision israéliennes ont annoncé, dans la soirée, un entretien entre M. Arafat et M. Nétanyahou, non confirmé par le bureau du premier ministre, avant le 10 septembre, date de son départ pour les Etats-Unis.

CONCESSIONS

« Si vous ne le rencontrez pas, je le ferai. » C'est un véritable ultimatum, à en croire le quotidien Yediot Aharonot, qu'aurait lancé M. Weizman à M. Nétanyahou, la semaine dernière, lorsqu'il lui fit part de son intention d'inviter, à titre privé, M. Arafat. « C'est absurde, il n'a juste fait part de ses intentions », a rétorqué le premier ministre lors d'une conférence de presse conjointe avec le président.

Dans le vif actuel des négociations entre Israël et l'O.L.P., le refus obstiné de M. Nétanyahou de rencontrer son principal partenaire dans le processus de paix accroît encore davantage le malaise entre les deux parties, à tel point que plusieurs membres du Likoud ont demandé à leur chef de changer d'avis.

A la base de la polémique, une lettre de « déresse » envoyée à M. Weizman par M. Arafat dans laquelle il lui avait fait part de ses préoccupations : « Je voudrais vous voir le plus tôt possible, il est temps d'en finir avec la lutte entre nos deux peuples. » M. Arafat est à la tête de plus de deux millions de Palestiniens, lorsqu'un tel chef, qui de plus est non violent, demande à me voir, je ne puis qu'être d'accord », s'est justifié M. Weizman, qui, dans le passé, n'a pourtant

pas ménagé ses critiques contre le processus de paix.

Et ce n'est pas faute d'efforts de la part du chef de l'O.L.P. Il s'est ainsi plié, jeudi, aux conditions de M. Nétanyahou, qui exige, avant le redéploiement de ses troupes de Hébron, en retard de plusieurs mois, la fermeture des institutions palestiniennes installées à Jérusalem-Est, notamment la Maison d'Orient, siège officieux de l'O.L.P. M. Arafat a donc ordonné, comme il l'aurait promis lors d'une rencontre avec le ministre israélien des affaires étrangères, David Lévy, la fermeture du Bureau de cartographie et géographique, du Bureau des statistiques, et celle de l'Office de la jeunesse et des sports, malgré l'opposition des habitants de la partie arabe de la Ville sainte. (Intérim.)

L'armée burundaise continue de massacrer des civils

AMNESTY INTERNATIONAL a indiqué, dans une note d'information rendue publique, vendredi 23 août, que « plus de six mille personnes ont été tuées dans différentes régions du Burundi, en l'espace de trois semaines, depuis le 25 juillet », date du putsch qui a ramené au pouvoir le major Pierre Buyoya. L'organisation de défense des droits de l'homme a fait, notamment, état de l'enterrement, entre le 27 juillet et le 10 août, dans la province de Gitega, d'au moins quatre mille cinquante civils exécutés par l'armée hors de toute procédure judiciaire. D'autre part, M. Buyoya a rencontré, samedi, dans son village de Butiama, l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere, qui joue le rôle de médiateur dans le conflit burundais. Le nouveau homme fort de Bujumbura a appelé à la convocation d'un nouveau sommet régional.

Le Pakistan construirait une usine de missiles, selon Washington

UN RAPPORT des services américains de renseignement, dont fait état le quotidien Washington Post du lundi 26 août, conclut à l'existence d'une assistance de la Chine auprès du Pakistan pour la construction, dans les environs de Rawalpindi, d'une usine de missiles M11 capables d'emporter des charges nucléaires. Cette installation serait prête dans un ou deux ans. En dépit des dénégations du Pakistan et de la Chine, Washington fait remonter sa découverte à un an environ, et explique qu'un tel site de production donnera à Islamabad la possibilité de faire jeu égal avec l'Inde, qui a mis au point le missile baptisé Prithvi. Ces deux missiles dits intermédiaires ont des portées entre 2 500 et 3 000 kilomètres.

AFRIQUE

■ ANGOLA : l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) va accepter l'une des vice-présidences angolaises, mais Jonas Savimbi, le dirigeant de cette organisation, n'occupera pas ce poste, a annoncé l'UNITA, dimanche 25 août. D'autre part, la réunion au sommet entre M. Savimbi et le président angolais, José Eduardo Dos Santos, se tiendra vraisemblablement en Angola dans la première quinzaine de septembre, a annoncé M. Dos Santos. (AFP)

■ CONGO : le premier ministre, le général Joachim Yhombi Opango, a présenté sa démission, a annoncé samedi 24 août, Radio-Congo. « Le président Lissouba a pris acte de cette démission » présente vendredi, a ajouté la radio, selon laquelle un nouveau gouvernement, qui pourrait être dirigé par M. Opango, sera chargé de « continuer les efforts d'ajustement structurel engagés avec l'appui du Fonds monétaire international ». (AFP)

■ LIBÉRIA : les dirigeants des deux principales factions qui s'affrontent au Libéria ont donné l'ordre à leurs combattants, samedi 24 août, de se retirer des lignes de front et de lever les barrages routiers, quatre jours après l'entrée en vigueur théorique d'une trêve. La force d'interposition ouest-africaine (Ecomog) est chargée de faire appliquer le dernier accord de paix signé la semaine dernière, qui prévoit le désarmement total du pays avant la fin de janvier 1997 et des élections le 30 mai 1997. (Reuters)

EUROPE

■ TURQUIE : l'ancien premier ministre Mesut Yilmaz a été réélu, samedi 24 août, à la tête du principal parti d'opposition, le Parti de la mère patrie. Lors des élections législatives de décembre 1995, cette formation est arrivée deuxième avec 20 % des voix, derrière le parti islamique de la Prospérité (Refah). (AFP)

■ UKRAÏNE : le président de la banque nationale, Viktor Iouchtchenko a annoncé, dimanche 25 août, l'introduction de la nouvelle monnaie nationale, la hryvna, qui remplacera le karbovanets. Les deux monnaies seront en circulation simultanément du 2 au 16 septembre, période de transition pendant laquelle les détenteurs de 100 000 karbovanets pourront obtenir en échange une hryvna, qui vaudra 1,75 dollars (environ 8 francs). L'Ukraine est depuis plusieurs semaines en négociation avec le Fonds monétaire international (FMI) pour mettre en place un fonds de stabilisation afin de soutenir la nouvelle monnaie. (AFP)

MAGHREB

■ ALGÉRIE : un projet de loi électorale qui remplacera le scrutin majoritaire à deux tours par un système proportionnel a été mis au point par la présidence d'Etat et les vingt-neuf partis politiques qui participent au « dialogue national », a déclaré, samedi 24 août, le représentant de l'une de ces formations. Une Conférence nationale devrait être réunie à la mi-septembre, suivie d'un référendum constitutionnel avant la fin de l'année, qui ouvrirait la voie à l'organisation, en 1997, d'élections législatives. (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ARABIE SAOUDITE : le quartier général des forces alliées surveillant la zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak a été transféré de Riyad vers un lieu plus sûr, el Iskhan, un complexe situé dans la banlieue de la capitale saoudienne, a indiqué, lundi 26 août, un porte-parole militaire américain. (AFP)

■ ÉGYPTE : les forces de l'ordre ont arrêté, en juillet, quarante-trois intégristes égyptiens qui venaient de Syrie et du Liban et qui projetaient de commettre des attentats, a indiqué dimanche 25 août, une source policière. Membres de l'organisation armée du Djihad, ils avaient combattu aux côtés des moudjahidines afghans dans les années 80, puis se sont infiltrés en Syrie et au Liban où ils vivaient dans la clandestinité, a-t-on ajouté de même source. (AFP)

■ JORDANIE : deux diplomates irakiens, l'attaché de presse, Adel Ibrahim, et le premier secrétaire, Khaled Rachid Misteih, ainsi qu'un employé d'ambassade, Abbas Ali Hassan, ont été priés de quitter la Jordanie pour « activités incompatibles avec leur statut diplomatique », a-t-on indiqué samedi 24 août de source autorisée. Ces expulsions sont consécutives aux accusations du roi Hussein selon lequel l'Irak est impliqué dans les récentes émeutes dont la Jordanie a été le théâtre - ce que Bagdad a démenti. (Reuters)

■ Le neveu du roi Hussein, le prince Talal ben Mohamad, a été nommé, dimanche 25 août, par décret royal, à la tête du Conseil de sécurité de l'Etat, un organisme qui cofinancie les services de sécurité du pays. Le prince Talal, 32 ans, était secrétaire militaire du roi. (AFP)

ÉCONOMIE

■ ALLEMAGNE : les taux de conversion en euro des devises des pays participant à la monnaie unique devront être alignés sur les marchés des changes, a déclaré le ministre des finances Theo Waigel dans le quotidien boursier Boersen-Zeitung du samedi 24 août. Le ministre allemand estime que ce moyen sera le meilleur pour éviter des spéculations et des manipulations, ajoute le quotidien, qui souligne la différence de point de vue avec le gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, partisan, lui, de retenir les cours pivots actuels comme la bonne parité de conversion pour le passage à la monnaie unique. (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : les commandes de biens durables à l'industrie ont fait un bond de 1,6 % en juillet par rapport à juin, atteignant un nouveau record. Sur les douze derniers mois, ces commandes sont en progression de 11,9 %. (AFP)

L'Egypte frappée par une épidémie de hold-up intégristes

LE CAIRE

de notre correspondant
Des organisations comme la Djamaa islamia ou le Jihad semblent, depuis quelque temps, cruellement manquer de fonds pour financer leur guerre « sainte » contre le régime égyptien. C'est la raison pour laquelle Refaat Zeydan, chef de la branche militaire de la Djamaa en Haute-Egypte, a décidé de recourir à l'« action directe » : des hold-up sanglants contre les bijouteries des coptes (chrétiens). La fatwa promulguée, dans les années 70, par le cheikh Omar Abdel Rahman, emprisonné aux Etats-Unis après l'attentat contre le World Trade Center, rend licite, en cas de besoin, le vol à main armée - assassinats compris - contre « les chrétiens mécréants et l'Etat impie ».

Le plus récent de ces hold-up, auquel aurait participé Refaat Zeydan, a eu lieu le 17 août, à Tahta, à 500 kilomètres au sud du Caire, dans la province de Sohag. Six hommes armés de fusils d'assaut ont attaqué, en fin de soirée, trois bijouteries coptes situées en pleine rue principale.

Les assaillants ont tiré sur tout ce qui bougeait, tuant deux des bijoutiers et blessant grièvement quatre personnes, dont un en-

fant de six ans. Butin : une dizaine de kilos d'objets en or (500 000 francs) et 10 000 livres égyptiennes (15 000 francs). Pour fuir, les gangsters nouvelle vague islamiste, ont forcé une camionnette de passage à s'arrêter. La police a déjà interpellé une centaine de personnes dans les environs du village d'Al Modamer, près duquel le véhicule a été retrouvé.

« LA CRISE ÉCONOMIQUE DES TERRORISTES »

Le 5 août, une attaque similaire avait visé une petite banque d'Etat à Al Ayyat, à une cinquantaine de kilomètres au sud du Caire. Un copte a été tué et deux personnes ont été blessées pour un bien maigre butin : 500 000 francs en billets usés, destinés à être brûlés. En juin, d'autres membres de la Djamaa avaient attaqué une bijouterie copte dans le quartier d'Agouza, en plein centre de la capitale, mais cette opération avait tourné court grâce à l'intervention des forces de l'ordre.

Les experts estiment, toutefois, que la lutte des services de sécurité contre les extrémistes n'est qu'un volet parmi d'autres. Selon des sources du ministère de l'Intérieur, « la crise économique des terroristes » serait due à « l'épuisement des sources de finance-

ment extérieures » grâce au vote d'une loi qui permet de lever le secret bancaire dans les affaires de terrorisme. Il faut y ajouter les efforts du ministère des affaires étrangères qui a fait savoir à certaines monarchies du Golfe qu'il serait heureux que les associations et les particuliers qui, « de bonne ou mauvaise foi, envoient de l'argent aux terroristes », cessent leurs versements.

Mais l'élément le plus déterminant dans la faillite financière des extrémistes a, sans doute, été l'appauvrissement relatif des pays du Golfe. Ces derniers accumulent, depuis la ruineuse guerre contre l'Irak, les déficits budgétaires. Même si les responsables et les médias locaux restent discrets sur cette question - plus de deux millions d'Égyptiens travaillent dans les pays du Golfe -, le mur du silence commence à se fissurer.

Abdel Hammouda, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire officieux Rose el Youssef, affirme dans un pamphlet que « les instigateurs et les bailleurs de fonds sont connus (...) : les tribus pétrolières bédoïennes, fanatiques, obscurantistes, bêtement riches qui prétendent gouverner au nom d'Allah ».

Alexandre Buccianti

هكذا من الأصل

L'Afrique australe sur la voie de l'intégration économique

Les pays d'Afrique australe ont signé un accord de coopération économique et commerciale.

130 millions de personnes

La Commission économique pour l'Afrique australe (CEA) a été créée en 1994. Elle a pour but de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les pays d'Afrique australe. La CEA a été créée en 1994. Elle a pour but de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les pays d'Afrique australe.

La CEA a été créée en 1994. Elle a pour but de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les pays d'Afrique australe.

La CEA a été créée en 1994. Elle a pour but de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les pays d'Afrique australe.

La CEA a été créée en 1994. Elle a pour but de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les pays d'Afrique australe.

Le monde

Le monde

L'Afrique australe sur la voie de l'intégration économique

Les chefs d'Etat des douze pays de la région ont conclu un protocole d'accord qui prévoit à terme la création d'un marché commun

JOHANNESBURG

de notre correspondant
La « nouvelle Afrique du Sud » inquiète et agace ses voisins. Ces derniers lui reprochent de vouloir imposer son hégémonie économique sur l'Afrique australe à travers une attitude protectionniste. Il l'accuse aussi de ne pas contribuer suffisamment au développement de la région. Un premier pas vers l'apaisement de ces tensions a été franchi, samedi 25 août, lors du sommet annuel de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui s'est réuni à Maseru, la capitale du Lesotho. Le protocole d'accord commercial, signé par les chefs d'Etat de la région, prévoit l'abaissement progressif des protections douanières en vue de la création, à terme, d'un véritable marché commun, sur le modèle de l'Union européenne (UE).

Ce texte constitue le premier engagement vers une intégration économique des pays de l'Afrique australe. Mais, très flou dans son contenu, il ne représente qu'un

130 millions d'habitants

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a été créée, en 1980, pour réduire la dépendance économique de la région à l'égard du régime de l'apartheid. Elle a donc accueilli l'Afrique du Sud, en 1994, à l'issue des premières élections démocratiques. Elle compte, désormais, douze membres : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

La SADC, qui groupe environ 130 millions d'habitants, a aujourd'hui pour vocation essentielle le développement et l'intégration économique de la région à travers des actions de coopération et la création d'un marché commun. Jusqu'à maintenant, peu de projets ont été menés à bien. Outre le protocole d'accord commercial, trois autres viennent d'être signés dans les domaines des ressources en énergie, des transports et de la lutte contre le trafic de drogue. En 1995, un accord de partage des ressources en eau avait été conclu.

point de départ à des discussions qui s'annoncent particulièrement difficiles tant le mécontentement et l'impatience de certains Etats à l'égard de l'Afrique du Sud semblent profonds. Des pays comme le Zimbabwe ou la Zambie accusent, en substance, le géant sud-africain, bien plus riche que ses voisins, de protéger son marché par des tarifs douaniers trop élevés et de noyer celui de ses voisins sous ses exportations.

L'ÉGOTISME DE PRETORIA

Lors du sommet de Maseru, le président zambien, Frederick Chiluba, a publiquement reproché à son puissant voisin de transformer son pays en « déversoir » pour ses produits et l'a menacé de mesures de rétorsion. Nelson Mandela a jugé bon de le recevoir en tête-à-tête pour s'expliquer avec lui. M. Chiluba joue de l'escalade verbale pour obtenir une baisse rapide des tarifs douaniers pour les produits zambiens. Il suit l'exemple de son homologue zimbabwéen, Robert Mugabe, qui a récemment obtenu, selon la même méthode, des conditions plus favorables pour les textiles, principal produit d'exportation de l'industrie zimbabwéenne.

Le protectionnisme sud-africain est d'autant plus mal perçu par ses voisins qu'il renforce le poids économique déjà considérable de cet Etat dans la région. L'Afrique du Sud est un géant à l'échelle de la zone australe, qui comprend des pays comme le Mozambique ou le Malawi, les-

quels sont parmi les plus pauvres au monde. Le produit intérieur brut sud-africain est quatre fois supérieur à celui des onze autres Etats membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

Ce gouffre de richesse entraîne un déséquilibre dans les relations commerciales en faveur des exportations de l'industrie sud-africaine, bien plus performante. Les productions locales, déjà fragiles, ne peuvent pas faire face à cette concurrence. Elles ne peuvent pas non plus satisfaire les besoins d'une économie sud-africaine en produits élaborés, fournis par les puissances occidentales. L'Afrique du Sud exporte donc beaucoup plus vers ses voisins qu'elle n'importe. Le rapport, par exemple, est d'environ 5 à 1 pour la Zambie.

Les tarifs douaniers appliqués par l'Afrique du Sud ne font qu'accentuer ce déséquilibre qui déstabilise l'économie des autres Etats de la région. Ces derniers reprochent à l'Afrique du Sud son « égoïsme ». Ce sentiment a été renforcé par la manière dont ce pays a entamé, ces derniers mois, des négociations avec l'Union européenne en vue d'un accord de libre-échange. L'Afrique du Sud n'a guère consulté ses voisins, qui ont eu le sentiment d'avoir été laissés de côté.

PROTECTION DOUANIERE

M. Mandela, de retour d'une récente visite en Europe, a pris soin de préciser qu'il était important que ces pays ne soient pas oubliés. De manière générale, l'Afrique du Sud ne cesse de proclamer son engagement à l'égard de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Elle rappelle, s'agissant des griefs commerciaux, que le démantèlement progressif de ses protections douanières est en cours à l'égard de tous les pays, y compris ceux de la région.

Il n'en reste pas moins qu'économiquement l'Afrique du Sud est davantage tournée vers les nations industrialisées. Ses échanges commerciaux avec ses voisins de la SADC ne représentent qu'environ 5 % du total. L'Europe est, de loin, son premier partenaire commercial avec près de 50 % des échanges. En outre, ce pays cherche à attirer les investissements occidentaux afin de financer son programme de reconstruction et de dynamiser son économie, essouffée par les années d'apartheid.

Même si l'Afrique du Sud s'en défend officiellement, elle donne la priorité à la résolution de ses problèmes intérieurs. Dans ce domaine, l'Europe, et l'Occident en général, ont davantage à lui apporter que ses voisins. Mais à long terme l'Afrique du Sud a intérêt à favoriser le développement économique des Etats environnants. Le pays attire déjà, par sa richesse, environ cinq millions d'immigrés clandestins, majoritairement originaires de ces Etats, qui pèsent sur son propre développement.

Frédéric Chambon



Le congrès de Stockholm doit adopter un programme d'action contre l'exploitation sexuelle des enfants

Plus d'un million d'adolescents sont victimes chaque année de cette « industrie »

Plus de mille délégués de 126 pays et d'organisations internationales et non gouvernementales se réunissent, du mardi 27 au samedi 31 août à Stockholm,

pour tenter d'apporter une réponse concertée à l'exploitation sexuelle des enfants. Face à ce fléau qui jette chaque année plus d'un million de mineurs sur

le marché mondial du sexe, le congrès, organisé par l'Unicef et le gouvernement suédois, doit adopter une « déclaration et un programme d'action ».

KATMANDOU

de notre envoyé spécial
Suntali a le visage rond et les yeux en amande des Tamangs, l'un des peuples tibéto-birmans du Népal. Elle porte un sarri vert jade et un léger châle blanc. A dix-sept ans, elle porte aussi le plus lourd des secrets : ses neuf mois d'esclavage sexuel passés dans un bordel de Bombay. Longue, avec douceur, elle raconte ce cauchemar, assise sur une pierre, un peu à l'écart de son village.

Elle a quatorze ans et travaille comme domestique à Katmandou chez de vagues parents lorsqu'un jour, une « tante » et un cousin lui proposent de la raccompagner jusqu'ici, à Padampokhari, au nord de la longue plaine du Terai qui borde l'Inde. Quand elle s'aperçoit qu'on l'a trompée et conduite vers une ville frontalière, il est déjà trop tard, mais elle l'ignore. Un puissant sédatif, dissous dans un verre de coca-cola, la plonge dans un sommeil profond.

Elle se réveille sur un lit, dans une pièce obscure d'un bordel de Katmandou, le plus célèbre « quartier rouge » de Bombay. Ici, tout le monde est népalais, la « ghawli » - la tenancière qu'on appelle aussi « la Madame » -, comme les « girls ». On lui dit vite ce qu'on attend d'elle. Alors, la douce Suntali se réveille mais la mère maquerelle appelle ses « goons », ses hommes de main - au sens fort du terme - qui la ruent de coups et l'abandonnent dans le noir à ses blessures, physiques et mentales.

Trois jours sans boire ni manger. Et à nouveau les coups, qui pulvérisent sa résistance. Brisée, elle finit par se soumettre. La première nuit, six hommes se succèdent. Les nuits suivantes, une dizaine en moyenne. Chacun lui laisse 100 roupies - environ 3 dollars - qu'elle donne aussitôt à « la Madame ». Elle a droit à deux maigres repas par jour mais ne reçoit aucun salaire. Ses clients, des Indiens dans leur immense majorité, lui glissent parfois un petit billet, en guise de pourboire.

Les mois passent. Suntali n'est pas autorisée à sortir. Elle regarde deux films par jour à la télé, des mélodrames « made in Bombay ». Dans chaque pièce de ce

hommes ont coutume de s'exiler en Inde, pour y travailler. Ce qu'a fait son mari, après lui avoir donné un fils aujourd'hui âgé de quatre ans.

Elle travaille dans une fabrique de tapis de Katmandou, le jour où trois hommes et une femme la persuadent de partager leur vie de trafiquants d'or mais la vendent aussitôt à un proxénète. Voyage en taxi, bus et train. Terminus : Pila House, gros bordel réputé de Bombay, où elle restera onze mois. Quand elle a trop de clients,

foyers d'accueil de Katmandou par sept organisations non gouvernementales. A Pila House, ce jour-là, raconte Maya, « la Madame » a caché ses filles, puis tenté, en vain, d'acheter les policiers en leur offrant 6 000 dollars. Mais l'ordre venait de trop haut.

Une amie de Maya a eu moins de chance. Bolevée, enceinte, peu après son mariage, elle a dû avorter. Elle travaillait dans un autre bordel et se trouve toujours à Bombay. Pour l'instant, Maya n'a qu'une idée en tête : revoir son fils,

resté au village, à deux jours de bus, puis six jours de marche de Katmandou. Il lui faut, pour ce voyage, l'équivalent d'une semaine de dollars. Une fortune pour une femme qui n'a pas la moindre roupie. Maya alimentera aussi qu'on retrouve le proxénète qui l'a achetée et qu'on lui casse toutes ses dents ».

Patali, dix-neuf ans, rêve de la même chose : voir au plus vite sous les verrous, le dénommé Krishna, tailleur de profession, qui l'a trompée et vendue, après lui avoir fait miroiter un emploi dans le négoce des sari. Il la drogue deux fois, en lui offrant une tasse de thé « très sucrée ». Comme Suntali, comme Maya, et comme toutes les autres, elle est, dès son arrivée à Bombay, privée de nourriture, battue, violée. Traumatisée et souvent malade, Patali reçoit la visite régulière d'un « dhami jaldi », un de ces guérisseurs traditionnels qui semblent pulluler dans ce milieu. Huit prétendus médecins sur dix qui acceptent de s'aventurer dans les bordels sont, estime-t-on, d'authentiques charlatans. « La Madame » - « très méchante » - la revend assez vite à une autre tenancière.

Elle est libérée par la police, le même jour et dans les mêmes conditions que Maya, après quatre mois passés à Bombay. Comme Suntali et Maya, elle n'est jamais allée à l'école. Mais elle avait pu, avant son malheur, apprendre à manier une machine à coudre. Plus tard, elle aimerait bien sûr se marier, « mais, qui voudra de moi, maintenant ? ». Et surtout : « en qui avoir confiance ? ».

Jean-Pierre Langelier

Carrefour

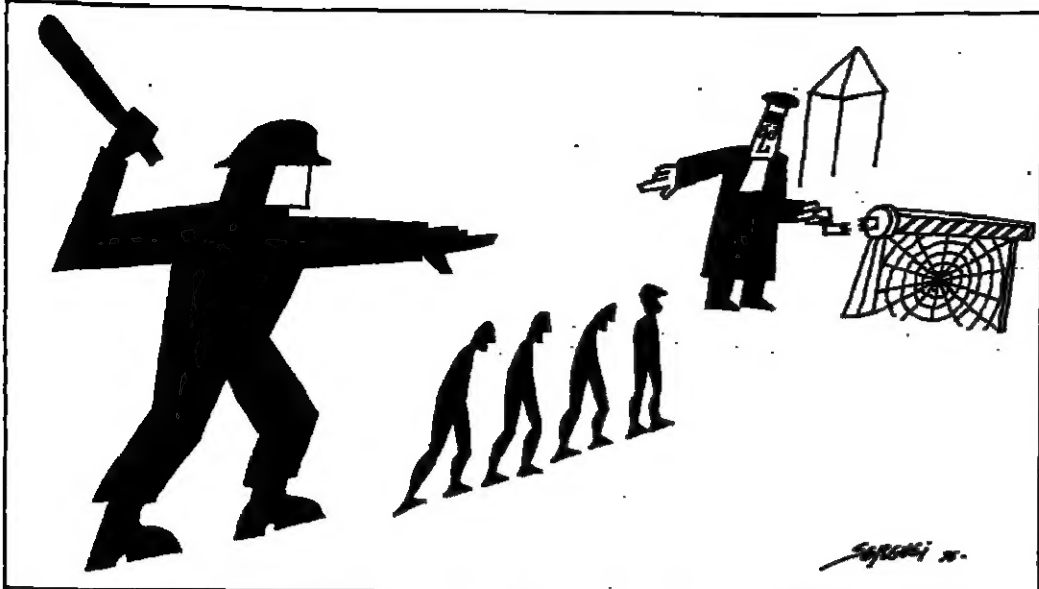
Itineris
Formule Déclic
121 FTTC/mois
Frais de mise en service : +22.10

490F
2290F/mois - 1500F/mois - 300F/mois = 490F/mois

PHILIPS FIZZ
2 Wats,
1h15 en conversation,
45h en veille,
162 x 60 x 17mm, 210g,
carte Sim.
Garantie 1 an.

Avec Carrefour
je positive!

itineris



Les procédures contre les étrangers en situation irrégulière

Face à un étranger en situation irrégulière, les autorités ont le choix entre deux voies :

● La voie judiciaire. Les dossiers sont examinés par le tribunal correctionnel. L'étranger en situation irrégulière encourt une peine d'emprisonnement d'un an et une amende de 25 000 francs, ainsi qu'une interdiction du territoire maximale de trois ans, qui entraîne automatiquement la reconduite à la frontière à l'issue de la peine. Si l'étranger s'est en outre déjà soustrait à une mesure d'éloignement, la peine est encore plus lourde : trois ans d'emprisonnement et une interdiction du territoire de dix ans maximum.

● La voie administrative.

L'étranger en situation irrégulière peut également faire l'objet d'une mesure d'éloignement administrative : l'arrêté de reconduite à la frontière. Une fois que cette mesure lui a été notifiée, l'étranger peut former dans les vingt-quatre heures un recours écrit auprès du tribunal administratif. Ce recours est suspensif, c'est-à-dire que la reconduite ne peut pas être exécutée avant que le tribunal ait rendu sa décision. Le tribunal, qui statue dans les quarante-huit heures, annule l'arrêté si le dossier comporte des irrégularités juridiques ; si la mesure porte une atteinte excessive à la vie familiale de l'intéressé ou si elle risque d'entraîner des conséquences

d'une gravité exceptionnelle, notamment en cas de maladie. Si le recours est rejeté, l'étranger peut faire appel devant le Conseil d'Etat mais cet appel n'est pas suspensif. S'il est sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, l'étranger peut être placé en rétention administrative. Au bout de vingt-quatre heures, la rétention doit être soumise à un juge judiciaire (procédure dite du « 35 bis »), qui peut la prolonger pour une durée de six jours. Si l'étranger n'a pas été reconduit à la frontière dans ce délai, il doit être remis en liberté, sauf en cas d'urgence absolue, où le juge peut à nouveau prolonger la rétention de soixante-douze heures.

Quatre reconduites à la frontière, un imbroglio juridique et des entorses au droit

PROCES-VERBAUX falsifiés, cafouillages administratifs, dossiers incomplets : les magistrats qui ont examiné, ce week-end, la situation des sans-papiers de l'église Saint-Bernard ont constaté avec une certaine consternation qu'en moins de deux jours, la police et la préfecture avaient multiplié les entorses au droit. Les à-peu-près juridiques sont si nombreux qu'au total, sur les deux cent vingt personnes interpellées lors de l'évacuation de l'église, quatre seulement ont pu être reconduits à la frontière (lire page 8). Si l'on met de côté les treize Africains qui sont toujours en rétention administrative et les trois qui ont été condamnés à des peines de prison ferme, toutes les personnes interpellées à l'église Saint-Bernard sont aujourd'hui en liberté.

Leur situation juridique reste ce-

pendant kafkaïenne : certains attendent le résultat de leurs recours devant le tribunal administratif, d'autres ont vu leurs arrêtés abrogés par la préfecture. Les grévistes de la faim ont finalement été libérés tandis que les femmes, qui ont été remises en liberté samedi, ne savent toujours pas si elles seront régularisées.

L'évacuation violente de Saint-Bernard n'a donc rien réglé : en raison des cafouillages juridiques, la grande majorité des Africains échapperont sans doute à une reconduite à la frontière mais beaucoup resteront clandestins puisque le ministère de l'Intérieur hésite à aller au-delà d'une quarantaine de régularisations.

Réunis dimanche à la Cartoucherie de Vincennes, la plupart des sans papiers se retrouvent désormais à l'heure de « l'avant-Saint-Bernard ». Cinq mois après le dé-

but du mouvement, ils sont libres, mais toujours clandestins.

● Les procédures judiciaires. Huit des deux cent vingt sans-papiers interpellés à Saint-Bernard ont été déferés, samedi 24 août, devant la 23^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris en comparution immédiate. L'un d'eux a été relaxé parce que les procès-verbaux de son arrestation étaient illisibles. Trois d'entre eux ont été condamnés à deux mois de prison ferme. Les cinq derniers se sont vu infligés des peines de prison avec sursis. C'est notamment le cas de l'une des porte-parole du mouvement, Madjiguène Cissé, qui est sortie libre du palais de justice.

De nouvelles audiences correctionnelles devraient avoir lieu dans la semaine à Paris.

● Les procédures administratives.

Après leur interpellation, les Africains de Saint-Bernard ont été placés en rétention administrative au centre de Vincennes. Les femmes et les enfants – à l'exception de la porte-parole, Madjiguène Cissé et de la femme d'Ababacar Diop – ont été libérés dans la journée de vendredi. Parmi les cinquante-quatre femmes interpellées dans l'église, vingt-neuf sont sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, selon la place Beauvau. Certaines devraient être régularisées, mais personne ne connaît encore avec précision les critères qui seront retenus.

Les Africains placés en rétention administrative à Vincennes ont comparu au bout de vingt-quatre heures devant un juge judiciaire chargé de prolonger leur rétention. Les irrégularités étaient si nombreuses que sur les quarante-

six dossiers, la magistrature n'a autorisé que trois prolongations. Les trente-trois autres ont été remis en liberté ou assignés à résidence. Ils sont donc libres mais leurs arrêtés n'ont, pour la plupart, pas été abrogés.

Qu'ils aient été remis en liberté ou qu'ils soient toujours en rétention à Vincennes, la grande majorité des Africains ont introduit des recours devant le tribunal administratif de Paris, qui a quarante-huit heures pour statuer. Sur les quatre-vingt-quatre dossiers qui lui ont été soumis, le tribunal a rendu vingt décisions dimanche : huit arrêtés de reconduite à la frontière ont été annulés et douze maintenus. Les autres décisions seront rendues lundi à 14 heures.

Dimanche, la préfecture a accru la confusion en se rendant compte que certains de ces recours concernaient des dossiers d'Afric-

cains « régularisables », notamment des malades et des parents d'enfants français ou nés en France. Selon le ministère de l'Intérieur, quarante-six personnes devraient être régularisées, ce qui a conduit la préfecture à abroger certains des arrêtés de reconduite.

● Le cas des grévistes de la faim.

Les dix grévistes de la faim avaient été placés en rétention administrative mais au bout de vingt-quatre heures, la préfecture a renoncé à demander la prolongation de leur rétention au juge judiciaire. Ils ont donc été remis en liberté. L'un d'entre eux – père d'un enfant né en France – a été régularisé mais les autres restent libres... et clandestins. Ils ont commencé à se réaligner dimanche soir.

Anne Chemin

Le tribunal correctionnel envoie trois prévenus sur huit en prison

DÉROGEANT à toutes les règles du spectacle, le tribunal avait commencé par la vedette : Madjiguène Cissé, quarante-quatre ans, Sénégalaise, intellectuelle et porte-parole des sans papiers. Un symbole. Avec sept autres sans-papiers, elle était jugée en comparution immédiate, samedi 24 août, pour séjour irrégulier par la 23^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. Elle risquait plusieurs mois de prison ferme. La salle était comble et silencieuse.

On ne jouait pas seulement une femme, mais toute l'affaire de Saint-Bernard. « L'évacuation jusqu'à l'interpellation, la rétention et la comparution des sans-papiers. Des procédures fort contestables sur la forme et le fond, soutenaient les quatre avocats. L'arrêté d'évacuation de l'église, signé du préfet de police de Paris, aurait normalement dû être soumis à la justice. « On savait qu'aucun juge n'aurait donné l'autorisation, précisait M^{re} Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme. Ce n'est pas pour cela qu'on a pris l'arrêté, c'est pour la mettre ici, elle, et la montrer à tous les étrangers du monde ! »

Autre point douteux soulevé par la défense : les conditions dans lesquelles ont été effectués les contrôles d'identité, longtemps après l'arrestation, sur « des critères racistes », les procès-verbaux « fantaisistes », la non notification de leurs droits aux suspects, etc. Autant d'incidents qui auraient pu justifier une annulation de la procédure, mais que le tribunal rejettera in fine.

PROCUREUR EMBARRASSÉ

Le vrai procès commençait. Madjiguène Cissé se lançait dans une émouvante justification du mouvement : « Les Africains dont vous avez à juger les relations conflictuelles avec l'administration sont issus d'anciennes colonies. Je suis allée à l'école deux ans avant l'indépendance. J'ai vu le drapeau français. Je l'ai hissé, de mes bras frêles. » Puis les témoins – Stéphane Hessel, Léon Schwartzberg et Emmanuelle Béart – insistent sur le « sens des responsabilités, l'honnêteté » et le « rôle modérateur » de la jeune femme dans le mouvement.

Le procureur, ferme mais mal à l'aise, soulignait que « si légitime et fondé que soit son raisonnement sur le plan humain, sur le plan juridique, la loi ne lui donne pas raison ». Il requiert « deux ou trois mois d'emprisonnement et une interdiction du

territoire pendant trois ans ». La salle ne broncha pas. M^{re} Leclerc démontre ensuite aisément que Madjiguène Cissé n'avait rien à faire dans ce tribunal pénal puisqu'elle avait reçu le 30 juillet une invitation à quitter le territoire dans un délai d'un mois. Cette durée n'étant pas écoulée, elle n'était donc pas en infraction. « On a voulu faire un exemple », tonait l'avocat, ajoutant : « Il ne suffit pas de les renvoyer chez eux, il fallait que l'Etat montre son triomphe ! » Et, se tournant vers sa cliente : « Vous êtes notre honneur, madame. Trois mois de prison ne feront qu'ajouter à ce que vous êtes, l'auréole du martyr. »

La partie était gagnée. Madjiguène Cissé était certes condamnée à deux mois d'emprisonnement mais avec sursis, et sans interdiction du territoire, ce qui revenait à une libération immédiate. Le président, Bruno Steinmann, avait beau rappeler qu'en cas de nouvelle infraction, elle était susceptible de purger sa peine, la salle applaudissait à tout rompre. Dans le couloir, on se congratulait bruyamment, malgré les moues de quelques avocats qui auraient préféré une relaxe.

Il restait sept sans-papiers à juger, qui risquaient beaucoup plus gros, jusqu'à trois ans d'emprisonnement. Les deux premiers étaient défendus par l'avocat de permanence, un débutant, bégue de surcroît, qui achevait de vider la salle par une laborieuse plaidoirie. Les deux malchanceux écopaient de deux mois de prison ferme assortis d'une interdiction de séjour de trois ans. Les cinq suivants furent plus chanceux : de jeunes avocats spécialistes des droits de l'homme pointèrent avec talent l'incohérence des dossiers : documents mal orthographiés, erreurs de préfectures, pièces manquantes, etc.

A 1 heure, la décision tombait : trois peines d'emprisonnement avec sursis, une de deux mois ferme, mais sans interdiction du territoire, et une relaxe pour cause de dossier bâclé – « des photocopies noires, illisibles », grognait le président. On avait évité le pire : sur huit prévenus, trois seulement restaient en prison. Mais il n'y avait plus personne pour s'en féliciter. A l'heure du jugement, tous les supporters et les médias se pressaient à l'extérieur du palais où comparait Ababacar Diop, l'autre vedette du mouvement.

Véronique Maurus

Trente-trois refus de prolongation de la rétention

RAREMENT audience du « 35 bis » n'aura suscité autant d'intérêt. Le règlement du sort des étrangers en situation irrégulière, placés en rétention administrative avant leur éloignement, se fait habituellement dans la plus grande indifférence. Mais ce samedi 24 août, le juge délégué de la 25^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris examine la prolongation de la rétention administrative des sans-papiers de Saint-Bernard. Léon Schwarzenberg et Emmanuelle Béart, fidèles à leur engagement, ont fait le déplacement.

L'audience s'ouvre sur un long exposé de la défense. Les avocats contestent point par point la légalité de l'action des autorités. Ils affirment que les procédures ont été bâfoquées, que les sans-papiers ont été interpellés au faciès et placés en garde à vue ou en rétention administrative au mépris des règles de droit. Il est 15 h 30 et les avocats n'ont que peu de temps pour obtenir les preuves de ce qu'ils avancent. En coulisses, ils s'activent, préviennent les proches des cinquante-trois sans-papiers qui comparaissent et qui sont tous sous le coup d'un arrêté de re-

conduite à la frontière, afin de réunir tous éléments susceptibles de leur éviter la prolongation de leur rétention. Le bouchage du tribunal par les forces de l'ordre ne facilite pourtant pas la communication avec l'extérieur.

Après la réponse du parquet de Paris et de la préfecture – qui estime que les procédures ont été respectées –, la bataille juridique s'engage. Tous à tour, quarante-six sans-papiers comparaissent devant le juge. Leurs avocats s'obstinent à démontrer les arguments de la préfecture qui fait état de l'absence de preuves d'identité ou de domiciliation en vue d'obtenir, au moins, l'assignation à résidence plutôt que la rétention. Mais les dossiers sont maigres, du côté de la défense comme de la préfecture, et il manque beaucoup de pièces.

Le juge délégué, Béatrice de Beaupuis, n'y met guère du sien. La magistrature confond les noms, questionne les Africains mais oublie parfois d'écouter les réponses. Laborieuse, l'audience est rapidement suspendue et l'examen des cas douteux est reporté à plus tard. Entre-temps, la salle s'est vidée. Les anonymes intéressent moins que les célébrités. De l'autre côté du

palais de justice, c'est maintenant la comparution en correctionnelle de la porte-parole Madjiguène Cissé qui retient l'attention (lire ci-contre).

Vers 21 heures, l'audience reprend. La numéro de la prochaine comparution d'Ababacar Diop, l'un des leaders du mouvement, a ramené public et médias. Le jugement des premiers cas examinés est reporté sine die par la magistrature, visiblement embarrassée par le tour que prennent les choses. Les présomptions de non-respect des procédures par la préfecture se renforcent. En quelques heures, les avocats ont affiné leur argumentaire. Désormais, chaque procès-verbal d'interpellation manquant, chaque dépassement de délais des procédures est souligné.

PASSEPORTS CONFISQUÉS

La défense saisit l'occasion pour dénoncer certaines pratiques de la préfecture : si les étrangers ne peuvent le plus souvent fournir de passeport, c'est que celui-ci leur aurait été précédemment confisqué par la préfecture. Visiblement ragaillardis, les défenseurs haussent le ton, sûrs d'obtenir gain de cause. Enfin, ils détiennent une preuve,

formelle : un avocat qui demandait à la préfecture de lui fournir le PV d'interpellation d'un des sans-papiers en a reçu deux, signés du même fonctionnaire... Pour la défense, la conclusion s'impose : la préfecture a fabriqué un faux.

Devant l'accumulation des preuves, la représentante de la préfecture perd de sa superbe. Le coup de grâce proviendra de l'examen du cas d'Ababacar Diop. Celui-ci comparait en dernier, à minuit. Il a été emmené au tribunal le matin mais a été ramené au centre de rétention avant d'être réexpédié devant le juge.

C'est, qu'entretemps, la préfecture a mystérieusement demandé la levée de sa requête, avant de la représenter. Son avocat n'aura aucun mal à plaider l'annulation de sa rétention pour vice de procédure. Elle obtiendra gain de cause, comme pour la majorité des sans-papiers de Saint-Bernard : trente ont été remis en liberté, trois ont été assignés à résidence et treize ont été maintenus en rétention. La préfecture a décidé de faire appel de vingt-huit des cas de sans-papiers remis en liberté.

Cécile Prieur

Le tribunal administratif constate de nombreux vices de forme

IL EST 11 H 30, dimanche 25 août, quand s'ouvre la première audience du Tribunal administratif de Paris, qui doit juger, sur le fond, la légalité des arrêtés de reconduite à la frontière de quatre-vingt-quatre sans-papiers, hommes et femmes, interpellés à l'église Saint-Bernard. Il sera 21 heures quand l'un des avocats, M^{re} Gérard Tchobekian, annonce que les délibérations des deux audiences de la mi-journée sont, finalement, reportées au lendemain, comme la dernière audience, prévue à 17 heures, et qui n'a pas démarré. Dans l'intervalle : dix heures de confusion et de cafouillage, de dossiers expédiés à la chaîne – une à deux minutes maximum par personne – dans une tension accrue par une présence policière massive, à l'intérieur et autour du tribunal.

Les avocats des sans-papiers tentent d'obtenir une annulation des arrêtés pour vice de forme : délégations de signature incertaines, absence d'arrêtés distincts fixant le pays de renvoi. Les examens individuels qui doivent, légalement, motiver les arrêtés de reconduite à la frontière manquent dans tous les cas. A l'exception d'un nom, parfois incertain, et d'une adresse, souvent fautive, de nombreux dossiers sont vides. Tel homme est censé être né à Bamako alors qu'il réclame, pour la énième fois, qu'il n'en est rien.

EXAMEN DIFFÉRÉ

Le tribunal découvre qu'une femme, placée en rétention administrative à Vincennes, a un mari en situation régulière et trois enfants nés en France entre 1993 et 1996. Or, aucune pièce n'en fait état dans le dossier. Les documents sont chez elle mais il lui faut deux heures, aller-retour, pour se rendre à son domicile à Bobigny. « La préfecture de police a, d'elle-même, ce matin, abrogé des arrêtés de reconduite dans des cas tout à fait similaires », souligne son avocat. Le représentant de la préfecture replonge la nez dans ses dossiers. Le président prie la dame de partir, sur le champ, chercher son livret de famille et diffère l'examen du dossier.

M^{re} Kenia est entrée en France en 1994, avec un visa de tourisme, pour rejoindre son mari, déboué du droit d'asile. Ce dernier est en liberté. Un enfant est né, en France, en 1995. Elle, fait l'objet

d'un arrêté de reconduite. L'avocat de la jeune femme invoque « les déclarations du premier ministre sur les parents d'enfants nés en France » ainsi que l'article 8 de la Convention internationale des droits de l'homme sur le droit à vivre en famille. Le représentant de la préfecture se contente de souligner que le couple est clandestin, que M^{re} Kenia est entrée illégalement en France, bref, « qu'aucune circonstance particulière n'empêche la vie de ces époux de se poursuivre dans leur pays d'origine ». La jeune femme sanglote à la barre.

TENSION

A 21 heures, soixante cas sur quatre-vingt-quatre auront été examinés mais les décisions concernant vingt recours seulement auront été rendues. Il est 19 heures quand le président du tribunal annonce que sur les vingt, douze recours sont rejetés dont trois pour dépôt hors-délai. Les arrêtés de reconduite qu'ils visaient sont donc désormais exécutoires. Des CRS sont apparus dans l'encadrement des fenêtres et la tension monte d'un cran. « Ne signez rien », lancent les sym-

patisans des sans-papiers. Ces derniers sont perdus, hagards. Des femmes s'effondrent, en larmes, ou bien tentent de comprendre : « Et moi, et moi ? »

Les recours rejetés concernent notamment huit hommes dont la rétention administrative a été maintenue, la veille, par le Tribunal de grande instance. Dehors, la foule grossit. A la porte du Tribunal, un cas attend les huit sans-papiers qui doivent retourner à Vincennes. Des policiers en tenue viennent les chercher deux par deux dans la cour du Tribunal et les escortent jusqu'au cas. Les avocats tentent de calmer la foule : « Il ne peut rien leur arriver avant la procédure d'appel qui commencera lundi ». Le cas s'éloigne, après une heure de pourparlers. En échange de son départ, la police a assuré que les autres sans-papiers ne seraient pas interpellés à leur sortie du tribunal. A 21 heures, des hommes, des femmes et des enfants traversent les deux cordons de CRS qui barrent toujours la rue. Ils traversent la foule, sous les applaudissements, et s'engouffrent dans des voitures.

Christine Garin

Le mouvement se poursuit à la Cartoucherie de Vincennes

Les sans-papiers font le récit de leur rétention

FATIGUÉS mais déterminés, les Africains sans papiers évacués de l'église Saint-Bernard entendent poursuivre leur mouvement. Au compte-gouttes, dimanche 25 août, la plupart d'entre eux ont quitté le centre de rétention administratif de Vincennes. Rendez-vous avait été donné au Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes. Là, l'ambiance est euphorique, on se saute au cou dans une joyeuse pagaille. Le père Henri Coindé, curé de l'église Saint-Bernard, arrive sous les applaudissements. On se tape sur l'épaule, on se compte au fur et à mesure des arrivées. Lorsque le porte-parole Ababacar Diop apparaît, les rallez-fusent : « T'es toujours ton portable, Babacar ? » Stéphane Hessel tape sur l'épaule du Sénégalais : « Vous avez donné la preuve que dans quelque pays que ce soit, vous pouvez aspirer à de hautes fonctions politiques. »

Les uns et les autres narrent mille fois le déroulement de leur rétention. « Ils m'ont mis en garde de vue avec les célibataires alors que je suis marié et père d'une petite fille.

Doro et Assana, relâchés en forêt

Doro Traore, Mauritanien, et Assana Balde, Malien, célibataires déboutés du droit d'asile, ont été libérés dès vendredi midi du centre de rétention de Vincennes. Ils ont signé un formulaire de deux pages et sont montés dans une voiture de police. « Le chef avait dit : "Faut déposer ces gens à leur domicile", raconte Doro. Il y avait quatre agents avec nous. On est partis vers 13 h 30. On avait demandé qu'on nous ramène dans le XVII^e, à l'église Saint-Bernard. On a roulé et à un moment, ils se sont arrêtés et nous ont dit : ça y est, c'est là, l'église. On était à l'église. Dans la forêt de Notre-Dame [en Seine-et-Marne, à une trentaine de kilomètres de Paris, NDLR]. Ils nous ont dit de descendre sinon ils nous chassaient. J'ai dit : "Merci, la démocratie." Des agriculteurs nous ont pris en stop, et puis on a pris un bus jusqu'à Bois-St-Léger, puis le RER jusqu'à Paris. Je suis libre, mais je n'ai toujours pas de papiers, ni de convocation au tribunal. »

raconte Ababacar Diop. Ils voulaient me réexpédier rapidement. Ils avaient prévu mon billet d'avion pour le 30 août à 8 h 55. Samedi, ils m'ont placé en rétention administrative. Je n'ai vu le juge que très tard. A 2 heures du matin, j'ai su que j'étais libre, mais je ne suis sorti qu'à 11 h 35 dimanche. Fidélie à son rôle, Ababacar ne pense qu'à la suite des opérations. « On va essayer de réorganiser le mouvement. La manifestation du 27 août est maintenue. Il faut aussi qu'on re-

prenne les négociations avec le gouvernement. Il doit tenir parole », martèle-t-il. De son côté, Madjiguène Cissé, l'autre porte-parole, n'arrête plus de plaisanter. Elle se rit des policiers qui l'appelaient « Madame X », parce qu'elle avait refusé de déclarer son identité. « Le procureur m'a demandé pourquoi j'avais fait ça. Je lui ai répondu qu'après ce que j'avais vu dans l'église, après avoir subi les pires humiliations et les railleries, j'avais oublié que j'étais un être humain. J'étais devenu un non-être. » D'abord placée en garde à vue, elle a été défermée au parquet samedi vers 15 heures. A 19 h 30, elle était libre, condamnée à deux mois de prison avec sursis pour séjour irrégulier.

UN « MOMENT D'INTIMITÉ » Peu avant 13 heures dimanche, la petite foule pénètre dans le théâtre pour un « moment d'intimité ». Le père Coindé reprend la lecture du texte de Martin Luther King qu'il n'avait pas pu achever vendredi matin dans l'église Saint-Bernard. Amy, une chanteuse malienne, entonne d'une voix puissante un chant de remerciements avant que Doro, Ababacar et Madjiguène ne montent sur la scène. « Le gouvernement ne doit pas s'enfermer dans une attitude de fermeture, lance Madjiguène. L'intelligence, ce serait d'arriver à la racine du mal. »

Au milieu de l'après-midi, familles et associations se concertent, chacune dans une salle. Une conférence de presse du collectif de soutien est prévue lundi à 18 heures, à la Bourse du travail. De leur côté, les Africains décident de rester unis à la Cartoucherie, « le temps de se reposer, de s'organiser, et d'effectuer le recensement des dossiers ». Une avocate leur explique ce que les formulaires qu'on leur a délivrés signifient : « Si vous êtes convoqués au tribunal administratif, méfiez-vous. Ce n'est pas le tribunal qui fait passer les gens, il faut y aller. Si c'est au 9^e bureau des renseignements généraux, c'est "bonjour Babacar". Pour les convocations à la préfecture de police, vous n'y allez que si vous êtes sûrs de ne pas vous faire arrêter. Ce sont ceux pour lesquels le gouvernement a dit : "Toi, je te régularise". Mais personne n'y va sans avocat. »

Trois grévistes de la faim sont arrivés. Soutenu par deux amis, un autre, un temps échoué dans un foyer de la porte de la Villette, fait son apparition vers 18 heures. Tous sont vite placés à l'abri de l'agitation, dans le Théâtre de l'Espérance. Les familles leur ont demandé de se réaligner, parce que « cinquante-deux jours de grève de la faim, faut pas exagérer ». Les six autres, pris en charge par Médecins du monde, les rejoindront plus tard. « On reste calmes, conclut Doro Traore. On n'a pas arrêté la lutte, elle continue. »

Aude Dassonville

Des manifestations à Paris et en province

Environ deux cents personnes ont manifesté leur soutien aux trois cents Africains sans papiers, dimanche 25 août, devant l'hôtel de ville de Paris, au cours des cérémonies célébrant le 52^e anniversaire de la Libération de Paris, auxquelles assistait notamment Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur. Les forces de l'ordre sont rapidement intervenues et ont procédé à soixante et une interpellations. A l'appel d'une trentaine d'associations et de partis politiques, plusieurs centaines de personnes ont aussi exprimé leur soutien à Lyon (Rhône), samedi 24 août. A Auxillac (Cantal), un rassemblement, organisé par les artistes du Festival de théâtre de rue a attiré, samedi, quatre mille personnes selon la police. Les manifestants brandissaient des affichettes, imprimées par la mairie, qui indiquaient : « Sans papiers, je suis en règle sur toute la planète ! »

La politique française de l'immigration choque les autorités et la population maliennes

Vingt-trois clandestins expulsés sont arrivés dans la nuit de samedi à dimanche à Bamako

Vingt-trois immigrants maliens clandestins, dont quatre avaient participé à l'occupation de l'église Saint-Bernard, ont débarqué à Bamako

BAMAKO (Mali) de notre envoyé spécial Dans la nuit du samedi 24 au dimanche 25 août, l'aéroport de Bamako Senou est resté peuplé d'une petite foule composée : hauts fonctionnaires, policiers, médecins et infirmiers, représentants des associations de Maliens de l'extérieur, journalistes. Jusqu'à l'aube, ils ont attendu le vingt-troisième charter affrété par la France depuis mai 1995 et qui a fait escale à Bamako, entre Dakar, où treize Sénégalais furent débarqués, et au Zaïre. A son bord, outre dix-huit Zaïrois et deux Gambiais, deux femmes et vingt et un hommes maliens, parmi lesquels quatre occupants de l'église Saint-Bernard.

L'hospitalité extraordinaire de la police malienne des frontières à l'égard de ses hôtes nocturnes démontrait tout de suite que Bamako avait décidé de donner la plus grande publicité à l'événement. Un proche du président Alpha Oumar Konaré regrette que l'heure d'arrivée n'ait pas permis, comme prévu, de mobiliser la population pour accueillir les expulsés.

Avant que l'Airbus A 330 de l'armée française arrive, on a vu se poser sur la piste un Transall de l'armée de l'air française en provenance de Dakar. Il transportait

une passerelle de débarquement. A Bamako comme au Sénégal, le personnel au sol refusait d'assister l'appareil aux couleurs de la République française, pour protester contre les « conditions dégradées » - selon les termes de l'intersyndicale d'Air Afrique - dans lesquelles avaient eu lieu les expulsions. Après l'arrivée de l'Airbus, il a fallu encore une heure pour que la délégation malienne parvienne à convaincre les expulsés de quitter l'avion. La grande majorité a descendu les marches les bras ballants, seule une petite minorité ayant été autorisée à rassembler ses effets.

MÉETING DE PROTESTATION D'abord réticents, les arrivants finirent par livrer leurs histoires. L'un des quatre occupants de l'église Saint-Bernard affirme avoir laissé femme et enfants à Paris « alors que le gouvernement français avait dit qu'il ne séparerait pas les familles ». Un autre, Douga Cissoko, jeune dandy en dreadlocks, explique qu'il ne connaît personne au Mali et que, lui aussi, a laissé en France une épouse en situation régulière. Un expulsé « ordinaire », en larmes, avoue les quelques journalistes européens et se met à crier : « Il ne faut pas de Français au Mali. » Plus tard dans la matinée, Samba Coulibaly

recevra très cordialement ces mêmes journalistes français dans la concession familiale, en expliquant que ses propos étaient dus à l'épuisement.

Samba Coulibaly raconte comment il a été interpellé en juin dans un bus de la ligne 177 (Saint-Denis-Asnières-Gennevilliers) et condamné à deux mois de prison ferme et trois ans d'interdiction du territoire. Il vivait clandestinement en France depuis trois ans, après être entré par la Belgique avec un visa de tourisme. Il a travaillé comme manœuvre pour une agence d'intérêt, gagnant en moyenne 4 000 francs par mois. Alors que son incarcération touchait à sa fin, il a refusé une première fois de prendre l'avion. Menacé d'une interdiction de cinq ans, il s'est résolu à accepter l'expulsion et a été emmené à l'aéroport militaire d'Evreux. Samba n'a pas pu prévenir ses proches afin qu'ils lui apportent ses affaires et ses économies (10 000 francs) avant son embarquement. Il jure qu'il ne retournera plus en France, « où il y a trop de racisme ».

Dimanche 25 août, cinq partis politiques proches de la majorité présidentielle ont appelé à un meeting. Dans la salle de basket du stade Modibo-Kéita, plusieurs centaines de personnes écoutent politiciens et syndicalistes fustiger

la montée du sentiment anti-immigrés en France et l'inhumanité des lois Pasqua, tout en rendant hommage à l'acte militant apporté par une partie de l'opinion française aux occupants de Saint-Bernard. Une griotte célèbre, Makam Tafe Sacko, s'empare du micro pour expliquer, en bambara, que les Maliens qui n'avaient jamais rien demandé sont allés se battre en Europe, à Madagascar, en Indochine, pour le compte de la France et que leur pays est en droit d'attendre un peu de reconnaissance. Une partie de la salle scande « A bas le gouvernement français ! »

Sur une pancarte, on peut lire « Pas de Godfrain au Mali ! ». Le ministre français de la coopération doit venir à la fin du mois de septembre dans la région de Kayes afin de lancer plusieurs projets destinés à fixer la population soninké (Le Monde daté 25-26 août). La veille, à l'aéroport, Moussa Coulibaly, un fonctionnaire de la délégation des Maliens de l'extérieur, expliquait les multiples initiatives prises par son gouvernement pour dissuader ses ressortissants de tenter l'aventure de l'immigration clandestine. « Pour le moment nous n'avons rencontré aucun succès », concluait-il.

Thomas Sotinel

L'amertume des locataires du foyer Bara, à Montreuil

IL EST « CHOQUÉ », Massoudé Coulibaly, le délégué du foyer de la rue Bara, à Montreuil (Seine-Saint-Denis) lèche d'abord ce mot. Puis il se tait, longtemps. Dans la cour intérieure de l'ancienne usine de pianos qui accueille, depuis trente ans, ce foyer des travailleurs maliens - quatre cents résidents officiels et au moins deux cents cinquante hébergés en surmombre -, la foule est dense, ce samedi, entre les états des marchands de cassettes de musique et de vidéo africaines, de cigarettes et de maïs. L'évacuation de l'église Saint-Bernard ? Des sourires ou des hochements de tête en guise de réponse. Les yeux se détournent, des gestes vagues disent la lassitude ou la fatalité.

Massoudé Coulibaly accepte finalement de dire son amertume. Il ne pensait pas que « le gouvernement de la France, un pays civilisé, démocratique, qui doit donner l'exemple » oserait faire cela. Il a cru, jusqu'au bout, qu'on ne traiterait pas ainsi « ses amis, ses frères, des travailleurs qui vivent depuis des années en France, qui, pour la plupart, se sentent

Français et qui aiment ce pays ». Combien, parmi les Africains interpellés, étaient des résidents du foyer Bara ? La réponse est vague : quatre seulement, affirme M. Coulibaly. « On les a vus se faire embarquer, à la télé. »

Le jeune locataire de la chambre numéro 2, où reçoit le délégué, écoute. Mais il ne dit rien, trop choqué. Le jeune homme a deux amis parmi les personnes interpellées à l'église Saint-Bernard, deux célibataires déboutés du droit d'asile. L'un habite le XVIII^e arrondissement, l'autre est résident au foyer. « Il dit qu'ils seront renvoyés, qu'ils n'ont aucune chance », traduit le délégué. Et il commente : « Ça va mal, ça va très mal. La France a montré un mauvais exemple. C'est devenu trop compliqué de vivre ici, pour nous. Les Africains en situation irrégulière ne sont plus en sécurité nulle part. »

Un autre résident, Camara Abdoulaye, en France depuis trente-deux ans, locataire du foyer depuis son ouverture, en 1975, est, depuis huit mois, au chômage. Comme plus du quart des résidents. Comme M. Amada, âgé

de quarante-deux ans, qui vient d'être licencié d'une entreprise de nettoyage ou comme « Dédé », ancien ouvrier chez Renault, qui a été peintre, plongeur dans un restaurant et qui n'a plus d'emploi depuis un an. Son titre de séjour expire dans moins d'un mois. Il a une femme et des enfants au Mali. Il dit qu'il restera en France, de toutes façons.

M. Amada, qui allait régulièrement rendre visite à « ses frères » réfugiés à Saint-Bernard, explose : « La France nous a colonisés pendant cent trente ans, nous, on est là depuis dix, quinze ou vingt ans, on ne demande rien, juste un travail et un peu de respect ». Contrairement au délégué du foyer, il n'a pas été surpris par l'épilogue violent du mouvement des sans-papiers. « Juppé et Debré, ils ont le cœur ferraille et la tête dure comme un caillou, dit-il. Pendant votre mouvement de décembre, il a fallu des semaines pour que Juppé accepte de négocier. Est-ce qu'il allait discuter avec des immigrés ? »

Christine Garin

Le temps d'un véritable débat

QUI NE SENT que l'évacuation de l'église Saint-Bernard risque de ne rien régler au fond ? Certes, elle a été l'occasion pour le gouvernement d'une démonstration de force dont révalent tous ceux qui, au sein de la majorité, croient faire taire le Front national en lui donnant des gages et

regrettaient l'abandon des projets extrémistes de M. Debré et l'échec des propositions de la commission parlementaire sur l'immigration clandestine. L'assaut télévisé de l'église aura été ce « signe fort » que voulait envoyer le gouvernement aux pays d'émigration.

Mais, au total, le retentissement de cette affaire et les débats suscités par le mouvement des sans-papiers pourraient ébranler quelques certitudes. Les lois Pasqua sur l'immigration, et Méhaignerie sur la nationalité, votées en 1993, ne sont plus des dogmes. Ni pour la gauche qui, voici seulement un an, s'en serait accommodée en cas de retour au pouvoir, ni même pour la majorité puisque un « réaménagement » est annoncé par le gouvernement.

La discussion sur les flux d'immigration, les mécanismes de l'intégration et les méthodes d'arbitrage des conflits figurent désormais en bonne place sur l'agenda politique. Depuis la mise en œuvre des lois de 1993, les situations humainement inacceptables se sont multi-

pliées : reconduite à la frontière de parents d'enfants français ou nés en France, couples « mixtes » séparés, coexistence au sein d'une même fratrie d'enfants français, étrangers légaux et clandestins. Seul le premier cas a fait l'objet de consignes officielles de régularisation, d'ailleurs difficilement appliquées. Le refus d'un examen bienveillant au cas par cas, toujours possible comme vient de le rappeler le Conseil d'Etat, est à l'origine de la multiplication des mouvements de protestation. Dès juin dernier, le collège des médiateurs, présidé par Stéphane Hessel, ambassadeur de France, avait proposé une méthode pour sortir de cette impasse juridique et pour imaginer une autre politique de l'immigration.

LA FORCE INEFFICACE Les critères de régularisation basés sur la durée du séjour et sur l'intégration (famille, logement, travail) élaborés par les médiateurs pourraient servir de base à une remise à plat de la législation et de son application. La notion centrale de « droit à une vie familiale normale » incluse dans la convention européenne des droits de l'homme et dont les juridictions françaises usent pour tempérer les effets des lois actuelles pourrait constituer le pivot de nouveaux textes. Le gouvernement n'en fait pas usage lorsqu'il promet aujourd'hui la régularisation des familles.

L'autre leçon de Saint-Bernard est que l'usage de la force se révèle

inefficace. Au total, le nombre d'autorisations de séjour finalement concédées approchera sans doute celui auquel aurait abouti une négociation basée sur les critères des médiateurs. Quant aux sans-papiers remis en liberté sans explication par la police, pour vice de procédure ou après condamnation avec sursis, ils peuvent évidemment

disparaître dans la nature, retournant à leur vie précaire. Il faut se rendre à l'évidence : dans un pays où existent des voies de recours assorties de délais, on ne peut remplir un avion d'étrangers rafés la veille.

FRONTIÈRES ENTRAOUVERTES

Il est utile de rendre plus efficace le système des reconduites à la frontière tout en garantissant l'examen loyal et humain des droits des étrangers. Mais cette amélioration suppose une remise en cause du dogme hypocrite de l'« immigration zéro ». Aujourd'hui, l'affichage d'une fermeture totale des frontières conduit les immigrés à recourir aux pires expédients, alimente le travail illégal et rend plus difficiles les reconduites d'étrangers qui n'ont presque rien à perdre, même pas l'espoir d'une régularisation.

Au-delà d'une refonte de la législation, c'est donc à une ouverture limitée mais raisonnée des frontières qu'invite le drame de Saint-Bernard. Avec l'Afrique, des vagues de migration tourmente, comportant des périodes de formation en France, pourraient être négociées. Plus généralement, les politiques de coopération et d'immigration devraient être rapprochées. Ces chantiers pourraient être ouverts grâce à l'émotion suscitée par l'affaire des Africains. Sinon, les violences de vendredi n'auront servi à rien sinon à annoncer d'autres « Saint-Bernard ».

Philippe Bernard

Institut supérieur de technologie et management Paris La Défense

La grande école de l'Innovation

Une double compétence intégrée Diplôme Bac +4/+5.

Entrée en 1^{re} année à Bac+1 scientifique ou technique.

Entrée en 2^e année à Bac+2 scientifique ou technique.

CONCOURS EN SEPTEMBRE

Cloûture des inscriptions :

- Pour l'entrée en 1^{re} année le 16 septembre 1996.
- Pour l'entrée en 2^e année le 5 septembre 1996.

Tél : (1) 41 16 73 55

Institut Supérieur de Technologie et Management Pôles Universitaires Léonard de Vinci 12014 Paris La Défense Cedex

Reconnu par l'Etat

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

هكذا من الأصل

DÉLINQUANCE

Une affaire de stupéfiants

LE COÛT de la rentrée scolaire augmenterait de 4...

DÉPÊCHES

■ RACISME : un...
sont venus...
le Monde...
a décidé...
pres du...
tribunaux...
ronak...

■ NOYADE : un...
Oustred...
transfère...
sommes à...
commun...
empres...
par un...
de basket...
mon-Ferr...
Brunel j...
officiel...
de porter...
■ INCENDIE : le...
vé la mort...
quant une...
Corset...

DÉLINQUANCE Un nouveau type d'escroquerie est apparu en banlieue parisienne : le « carottage », qui consiste, en période de pénurie de cannabis, à régler les

transactions par les armes. Les trafiquants n'ayant pas intérêt à porter plainte, ces affaires sont très rarement examinées par la justice. ● A FONTENAY-AUX-ROSES, une telle af-

faire oppose, au palais de justice de Nanterre (Hauts-de-Seine), M^{re} Francis Terquem, défenseur habituel de SOS-Racisme, et le juge Jean-Michel Gentil, président de l'Association

française des magistrats instructeurs. ● LE JUGE est critiqué pour avoir exercé des pressions à la détention et avoir mentionné de faux aveux sur procès-verbal. L'avocat est mis en

cause pour avoir suscité un alibi mensonger. Après avoir été mis en examen pour tentative de meurtre et trafic de stupéfiants et écroués, deux suspects ont été libérés.

Une affaire de stupéfiants provoque une polémique judiciaire à Nanterre

L'avocat de SOS-Racisme et le président de l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI) s'opposent sur un dossier d'escroquerie au cannabis en banlieue parisienne. Il est question de faux aveux, d'alibi mensonger et de chantage à la détention

UNE SINGULIÈRE affaire d'escroquerie au trafic de cannabis est à l'origine d'une lutte acharnée qui oppose, au palais de justice de Nanterre (Hauts-de-Seine), deux figures du monde judiciaire. Conseiller habituel de SOS-Racisme, le cabinet dirigé par M^{re} Francis Terquem et Marie-Paule Rioll est mis en cause pour des faits qui relèveraient du montage de faux alibi. Président de l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), le juge Jean-Michel Gentil est critiqué pour des pressions à la détention qu'il aurait exercées sur des prévenus. Selon le cabinet Terquem, le dossier illustre l'ordinaire d'une justice pénale où, loin de l'émotion provoquée par l'incarcération d'un patron ou d'un homme politique, la détention provisoire reste un moyen classique de pression et d'investigation. Un point de vue vigoureusement démenti du côté de l'AFMI.

Des coups de feu tirés à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine), rue du Paradis, ont ouvert les hostilités. Le 15 mai 1995, trois jeunes venus d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) et de sa cité du « Sept-sept » - sise au 77, avenue d'Engelien - ont rendez-vous avec un groupe de trafiquants de Fontenay. L'achat de quinze kilos de cannabis a été négocié entre les deux parties. En échange de la marchandise, ceux du « Sept-sept » remettent une enveloppe contenant des coupures de papier journal au format des billets de banque. L'arnaque est immédiatement éventée. Dans la fusillade qui s'ensuit, un jeune de Fontenay, Yahia Hatem, est sérieusement blessé. S'ensuivant du cannabis, les fuyards partent à bord d'une voiture dont le numéro d'immatriculation sera communiqué par un témoin aux policiers. Son propriétaire habite le « Sept-sept ». Les policiers d'Épinay, alertés, prennent la voiture en chasse. Mais les occupants du véhicule s'échappent à pied.

Chargé du dossier le 19 mai 1995, le juge Gentil met en examen plusieurs personnes désignées par l'enquête du service départemental de police judiciaire (SDPJ) des Hauts-de-Seine. Interpellé en septembre à Épinay, un suspect, Bachir Ghabra, choisit le cabinet de M^{re} Terquem pour assurer sa défense. Mis en examen pour « tentative de meurtre et infraction à la lé-

gislation sur les stupéfiants » et écroué, Bachir Ghabra nie les faits. Des éléments pèsent pourtant contre lui : son empreinte a été trouvée dans la voiture emportant le cannabis et l'un des deux occupants du véhicule le dénonce. Une bévue est alors commise par le juge Gentil qui, le 23 octobre 1995, interroge Yahia Hatem. Sur procès-verbal, le magistrat affirme que Bachir Ghabra aurait reconnu faire partie du trio venu « amasser des vendeurs de drogue ». Yahia Hatem, qui est à cette époque en liberté, refuse néanmoins de reconnaître Bachir Ghabra. Compte tenu des éléments nouveaux - la pseudo reconnaissance des faits par Bachir Ghabra et ses prétendus complices, qui désignent Yahia Hatem comme l'intermédiaire pour la transaction -, le magistrat évoque la réincarcération de Yahia Hatem. « Nous constatons que le mis en examen garde le silence et qu'il réfléchit longuement sur sa situation », mentionne le procès-verbal de cet interrogatoire du 23 octobre. Il nous déclare ne pas se sentir très bien par peur de retourner en prison. Nous lui faisons savoir que son intérêt serait peut-être maintenant de dire la vérité. » Yahia Hatem s'obstine. Il est placé en détention provisoire. Le cabinet Terquem évoque un éventuel chantage à la détention. L'avocat de Yahia Hatem, M^{re} Mourad Oussedik, nous a déclaré, pour sa part, totalement rejeter cette éventualité.

Découvrent les faux aveux prêtés à son client, le cabinet Terquem écrit au magistrat fin décembre 1995 : « Vous ne pouvez ignorer qu'il s'agit d'une contrainte patente puisque, dès sa première convocation le 28 septembre 1995, Bachir Ghabra a nié toute participation. » Un entretien informel se tient entre la défense de Bachir Ghabra et le juge, le 27 décembre 1995. Le jour même, le cabinet Terquem demande la libération de son client. Le lendemain, une ordonnance de mise en liberté sous contrôle judiciaire est rendue en faveur de Bachir Ghabra. Le juge Gentil admettra, lors d'une audition, avoir fausement affirmé à Yahia Hatem, « par une erreur tout à fait involontaire », que Bachir Ghabra aurait avoué. Un autre suspect à la peau noire, Stanley Diomande, originaire du « Sept-sept », est interpellé le 19 mars et mis en examen. Une

arme et un morceau de cannabis sont saisis à son domicile. Les policiers d'Épinay, qui avaient déjà cru reconnaître Bachir Ghabra, assurent désormais reconnaître Stanley Diomande. Ce dernier nie toute participation à la fusillade de la rue du Paradis. A son tour, il désigne le cabinet Terquem. Mais le juge Gen-

Le « carottage », arnaque moderne des banlieues

Les variations saisonnières des stocks de cannabis rythment la vie des délinquants qui contrôlent le marché de demi-gros dans certaines banlieues de la région parisienne. De l'été à la fin de l'hiver, grosso modo, c'est la vente de la drogue acquise lors des vacances au Maghreb qui constitue l'activité principale. Le reste de l'année, quand la drogue vient à manquer, un type particulier d'escroquerie - le « carottage », dans la langue des chics - s'est développé : une équipe d'un quartier prend contact avec les riverains d'une autre cité afin de leur acheter plusieurs kilos de cannabis. Au moment de la transaction, les armes remplacent les billets de banque et les « acheteurs » repartent avec la marchandise. Aucune des deux parties n'a intérêt à déposer plainte dans ce genre de dossiers, qui sont rarement examinés par la justice. Dans l'affaire survenue à Fontenay, l'un des protagonistes, grièvement blessé et immobilisé sur la voie publique, a cependant pu être entendu par les policiers.

Il indique au suspect qu'il y a une « contrainte d'intérêt » entre la défense de Bachir Ghabra, assurée par ce cabinet, et sa propre défense. Saisi de l'incident, le barreau de Paris ne verra pourtant pas de difficulté à ce que le cabinet Ter-

quem prenne en charge les intérêts de ces deux prévenus. Entretemps, les tensions se sont encore accrues. Le cabinet Terquem adresse au juge deux attestations de l'employeur et d'un collègue de travail de Stanley Diomande, tendant à prouver que le jeune homme ne pouvait se trou-

ver à Fontenay-aux-Roses le 15 mai 1995. Les avocats demandent au juge d'en vérifier l'authenticité. Selon les enquêteurs, ces documents sont manifestement des faux. L'employeur admet avoir remis une attestation « bidon » à la demande

de la famille de Stanley Diomande et de son avocat. Conclusion de la PJ : « Les attestations fournies par cette société procurant un alibi à M. Diomande pour le mois de mai 1995 ne sont que de fausses nouvelles insérées par la famille Diomande et leur conseil ». Le juge Gentil saisit le parquet, considérant que « ces faits sont constitués de délits de faux, usage de faux, complicité de ces délits ».

Stanley Diomande reste en prison, malgré les demandes de ses défenseurs. Le juge s'appuie principalement sur le fait que Yahia Hatem a cru reconnaître le jeune homme dans une série de photographies. « Je ne suis pas très sûr, mais je pense qu'il s'agit du numéro 6 [M. Diomande], c'est à dire qu'il s'agit de l'homme de couleur qui était au volant [rue du Paradis] ». Du côté du cabinet Terquem, on ironise : « M. Hatem, qui avait été mis en détention après avoir refusé de reconnaître Bachir Ghabra, est mis en liberté après avoir, mollement, reconnu M. Diomande pour le même rôle ». Les avocats demandent alors une confrontation entre Yahia Hatem et Stanley Diomande. Rejetant la demande le 4 juin, le juge considère que le cabinet Terquem n'est plus désigné. Accepter sa requête reviendrait, argue-t-il, à mettre en

cause une décision de justice « par une motivation constitutive d'atteinte à la dignité d'un magistrat ». Il faudra attendre que Stanley Diomande désigne un autre avocat, M^{re} Valérie Dubois, pour que sa libération soit possible.

Le 24 juin, à l'occasion de sa première audition sur le fond, M^{re} Dubois demande la mise en liberté de son client. Trois jours plus tard, alors qu'aucun fait nouveau n'est apparu, le juge remet Stanley Diomande en liberté.

Le différend est aujourd'hui loin d'être réglé. A la mi-juillet, un article sur l'alibi « de complaisance » concocté « à la demande de M^{re} Terquem » est publié dans l'hebdomadaire d'extrême droite Minute. Cette publication conduit le cabinet d'avocats à saisir le parquet afin qu'il ouvre une enquête sur cette violation du secret de l'instruction, « dont l'origine ne peut être que polémique ou judiciaire ».

La chambre d'accusation est parallèlement saisie sur le fonctionnement du cabinet du juge Gentil. St-tôt libéré, Stanley Diomande a, enfin, désigné... le cabinet Terquem pour l'assister, aux côtés de M^{re} Dubois, dans ce dossier qui lui a déjà valu cinq mois de prison.

Erich Inciyan

CARNET

Naissances

M^{re} Jean-Yves ARCHER et M^{re} Marie-Françoise de LA ROCHEFOUCAULD, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

Éléonore.

Paris, le 13 août 1996.

Marie-Hélène, Bruno VILDE-CASALONGA et Pierre-Louis ont la joie de faire part de la naissance de

Paul-François, Marie

à Ajaccio, le 3 août 1996.

Anniversaires de naissance

- Joyeux anniversaire

Phylmon.

Joseph, Thibaut, Valérie, Annie.

Décès

- Bernard et Marie-Françoise Delfac, Jacques et Dominique Chastelain, ses enfants, Jean-François et Marie-Laure Remy-Neris.

Emmanuel Delfac, ses petits-enfants, ont la grande peine de faire part du décès de

M^{re} Pierre CHATELAIN, née André BOILLLOT, survenu à Besançon, le 23 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Ils rappellent à votre souvenir et à votre prière son fils,

Bernard

(1937-1997).

Les obsèques ont eu lieu en l'église Sainte-Jeanne d'Arc de Besançon, ce lundi 26 août, à 10 heures.

19, avenue Edouard-Droz, 25000 Besançon.

CARNET DU MONDE
Télécoeur : 42-17-21-36

- M^{re} Jacques Chénais, née Simone Milhaud, son épouse.

M^{re} et M^{re} Jean-François Chénais, M^{re} et M^{re} Alain Chénais, M^{re} Denise Chénais-Corvère et M^{re} Alain Corvère, M^{re} Françoise Chénais, M^{re} Claude Chénais-Popovici.

Ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Jean-Michel Chénais et M^{re} Ursula Chénais-Luz, M^{re} et M^{re} Claude Bucher, ses neveux, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Jacques CHÉNAIS, à Morges (Suisse), le 14 août 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

305, chemin des Arriens, 38330 Montboudon.

- M. Jean-Paul Sulist, son ami, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Patrick GERMANEAU de ROSTOV, survenu le 23 août 1996, à l'âge de quatre-vingt ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 27 août, à 11 heures, en la basilique Sainte-Clothilde (23 bis, rue Les Cimes, Paris-7^e).

L'inhumation aura lieu le même jour à 16 h 30 au cimetière de Mantesville-la-Rouge (27210 Beuzeville).

24, passage Thiers, 75011 Paris.

- M^{re} et M^{re} Georges Lambert, ses parents, Françoise et Michel Coulomb, sa sœur et son beau-frère, Clarisse et Henry, ses sœurs, M^{re} Lucienne Roch, sa tante, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Jacques LAMBERT, directeur général de Format Finance survenu le 22 août 1996, à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques auront lieu mercredi 28 août 1996, à 14 h 45, en l'église de Sainte-Foy-le-Lyon centre (Rhône).

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

- Les Pères de la Mission des lazaristes, Ses confrères, Et les membres des familles Sabatier, Laigneau, Midoux, Varet, Lecompte et Romanelli. Ses neveux, nièces, cousins et cousines, font part du décès, le 20 août 1996, à l'hôpital Percy de Clamart, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

Père Jean LEPORATI, ancien prisonnier de guerre au sautier XII A, ambassadeur honoraire des armées françaises, enseignant dans divers grands séminaires, chevalier de la Légion d'honneur, croix du combattant.

Ses obsèques ont été célébrées le vendredi 23 août, à 15 heures, en la chapelle des Lazaristes à Paris-6^e, 95, rue de Sévres, et l'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse, à Paris-14^e.

Messes anniversaires

- Le 27 août 1998, Dieu rappelle à lui

M^{re} Adrien GOUTEYRON, née Rosée JULIEN.

Une messe sera célébrée pour elle en l'église de Roillères, en Haute-Loire, ce 27 août 1996.

Anniversaire de décès

Norredine MAHAMMED, 28 juillet 1944-24 août 1994.

Ton image est dans nos yeux, Ton nom sur nos lèvres, Tu demeures dans nos cœurs, Comment peux-tu être absent ? D'après Hallaj.

- Il y a dix ans,

Gérard BOUGHOURLIAN nous quitte.

Hélène, Eva, Samuel.

- Le 26 août 1983,

Joël FELEA nous quitte.

Une pensée est demandée pour lui et sa femme,

Clara FELEA, née LEVY, décédée le 28 octobre 1986.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Sa famille, ses amis, rappellent le souvenir de

Henri TOURET, qui nous a quittés le 28 août 1995.

Il nous manque.

Communications diverses

ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE
Président : Christian de Portzamparc
254, boulevard Raspail, 75014 Paris.

L'ESA informe que le prochain examen d'admission pour la rentrée de septembre 1996 aura lieu le mercredi 4 septembre. Pour tous renseignements, téléphoner au : (33-1) 40-47-40-00.

- Le Conseil économique de l'Assemblée de Corse et l'université euro-arabe méditerranéenne euro-arabe méditerranéenne organisent à Corbeil, lundi 2 septembre, un grand débat sur la Méditerranée en devenir. Les discussions seront introduites par Edgar Morin. Renseignements : Conseil économique, social et culturel. Tél. : (16) 95-51-64-79. Fax : (16) 95-51-65-01.

Découvrez comment FERMAT a démonté son chantage sur Internet : HTTP : // WWW.Franque.Fr / - DARRONFERMAT.HTM.

Avis de recherche

Charles CHABAUD, fils de Marceline-Eloise Chabaud,

ses ayants droit et toute personne le connaissant sont priés de transmettre leur état civil et coordonnées à l'adresse suivante :

The Public Trustee of Queensland
Rég. : E 234 - 22644433
G PO - Box 2251, Brisbane, Queensland 4001 (Australie).

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-17-29-96 ou 42-17-29-96
Télécoeur : 42-17-21-36
Tarif : le ligne H.T.
Toutes rubriques 105 F
Abonnés et actionnaires 95 F
Commandant, divers 110 F
Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

HORIZONS

REPORTAGE

Les quatre de Ford Heights

HISTOIRES D'AMÉRIQUE

A travers drames, combats et réussites, les États-Unis, d'un extrême à l'autre

Demain : Les rescapés du « downsizing »

DANS la nuit du 17 mai 1995, l'État d'Illinois exécute l'un de ses condamnés à mort, Girvies Davis. Accusé de meurtre, Davis a toujours clamé son innocence, au point d'en convaincre un homme, David Protess, journaliste et professeur à la Northwestern University, près de Chicago, qui s'est fait une spécialité de débusquer les erreurs judiciaires. En vain, David Protess a tenté d'obtenir un nouveau sursis d'exécution pour Girvies Davis ; lorsque tout espoir est perdu, avant de mourir, le condamné lui arrache une promesse : celle de prendre désormais en charge l'affaire de l'un de ses amis des couloirs de la mort, Dennis Williams, qui, lui aussi, affirme être innocent.

C'est le début du dénouement d'une incroyable erreur judiciaire, une histoire où la ténacité, l'aide et le courage finissent par l'emporter sur le racisme, la négligence et l'injustice, une histoire où, sous l'impulsion d'un homme, David Protess, l'effort commun d'une poignée d'individus - avocats travaillant bénévolement, étudiants reprenant l'enquête à zéro, journalistes acceptant de se faire l'écho de leurs progrès - va permettre à quatre détenus noirs de retrouver enfin la liberté le 2 juillet 1996, après dix-huit ans de cauchemar. Deux de ces détenus étaient condamnés à mort.

Le cauchemar commence la nuit du 11 mai 1978, dans une station-service de la banlieue de Chicago, où travaille Lawrence Lionberg, vingt-neuf ans. Sa fiancée, Carol Schmal, vingt-trois ans, est venue lui tenir compagnie. Tous deux sont blancs. Quatre jeunes Noirs arrivent, armés, pour braquer la station-service, et les forcent à monter dans une voiture. On retrouvera, le lendemain, le corps de Lawrence Lionberg dans un ravin, une balle dans la tête, et celui de la jeune femme dans une maison abandonnée d'un ghetto noir, Ford Heights. Carol Schmal a été violée à plusieurs reprises avant d'être abattue de deux balles dans la tête.

Ce double meurtre, lourd de connotations raciales, secoue Chicago ; la police et le parquet sont pressés d'arrêter les suspects. Six jours plus tard, les enquêteurs déclarent tenir les coupables, quatre jeunes gens aux coiffures afro, Dennis Williams, Kenneth Adams, Willie Ränge et Vernal Jmerson, que l'on exhibe à la télévision, et la petite amie de l'un d'eux, Paula Gray, tous de Ford Heights. Les quatre hommes nient toute participation au crime, mais Paula Gray a accepté de témoigner contre eux, en échange de la liberté. Elle a, dit-on, tout raconté aux policiers et aux procureurs. Ils sont jugés, défendus par un seul et même avocat, commis d'office, et reconnus coupables par un jury populaire qui condamne Dennis Williams et Vernal Jmerson à la peine capitale, Willie Ränge à la détention à perpétuité et Kenneth Adams à soixante-quinze ans d'emprisonnement. En 1983, ils obtiennent la cassation du premier verdict pour vice de forme et un nouveau procès. Mais ils sont de nouveau reconnus coupables et Dennis Williams condamné à mort une deuxième fois.

Dennis Williams avait vingt et un ans lorsqu'il a été arrêté. Il en a trente-neuf aujourd'hui et essaie de goûter à cette liberté toute neuve dans la pénombre du living-room de son frère James, un chauffeur d'autocar Greyhound, qui l'héberge. Il est grand et musclé, fume beaucoup ; la boule de cheveux afro a fait place à une coupe ultra-courte, brosse sur le dessus, ras sur les côtés. Il s'excuse d'être pieds nus sur la moquette rose du salon, où une housse de plastique transparent protège le canapé : « Ma belle-sœur est très méticuleuse », explique-t-il. Il sursaute et s'inquiète lorsqu'il entend un bruit métallique à l'extérieur, mais James le rassure : ce n'est que le facteur qui glisse des lettres dans la fente de la porte d'entrée.

Il croit savoir pourquoi, ce jour-là, on l'a arrêté, lui plutôt qu'un autre. Il habite à une rue et demi de l'endroit où fut trouvé le corps de Carol Schmal et, surtout, il a déjà fait un séjour en prison pour vol d'une motocyclette et incendie volontaire. « La moto, je l'avais volée, mais l'incendie, je n'y

étais pour rien ; simplement, quand, au bout de dix-sept mois en tôle sans une seule visite de mon avocat, on m'a dit que si j'avouais, je sortais, j'ai cédé. » Du coup, deux ans plus tard, de « suspect commode », il devient « un meneur parfait », « parce que, après cette première affaire, j'étais marqué ». Le racisme, « si épais qu'on pouvait le couper au couteau », a fait le reste.

C'est long, dix-huit ans. Au début, il y avait les visites de la mère, du frère, une fois par semaine. Puis la mère est morte, il y a dix ans. Sa santé, affirme James, a commencé à décliner quand Dennis a été condamné à mort. Dennis prend sur une étagère la photo d'une dame à cheveux blancs, la tend en détournant le regard : « C'est elle, ma mère. Je peux en parler un peu, mais je ne peux pas la regarder. Ça fait mal, très mal. » A la même époque, il est transféré au pénitencier de Menard, à 800 kilomètres de Chicago, et James et sa femme ne vont plus le voir qu'une fois par an, pendant leurs vacances. Dennis a le souvenir tout frais d'une infinie solitude.

« Dans le couloir de la mort, on a des amis, mais ils sont comme vous : tout le monde est voué à mourir... Quand quelqu'un du monde libre, de dehors, vient vous voir, ça vous donne plus d'espoir, plus de force. » La mère de l'un des condamnés, George DelVecchio, l'a si bien compris qu'après l'exécution, elle continue à rendre visite aux amis de son fils en prison. Dennis était de ceux-là.

Il se souvient bien aussi de l'exécution de Girvies Davis, celui qui, en mourant, lui a donné une chance de vivre : « J'étais tellement déprimé. C'était mon ami. Quelques jours avant, il m'avait dit, "Buck - c'était mon surnom là-bas, Buck - Buckle, viens donc dans la salle de récré, qu'on cause un peu." Un autre ami, Roger Collins, celui qui m'a appris à peindre, a essayé de me persuader en me disant que c'était sans doute la dernière fois que je pourrais voir Girvies. Je n'ai pas voulu y aller. Ce n'est pas que je ne

voulais pas parler à Girvies en soi, mais c'est un ami qui va mourir, qu'est-ce que je lui dis ? J'ai prié pour lui, mais je ne savais pas quoi lui dire, je ne savais pas quoi faire... Je n'étais pas si sûr qu'il fallait y aller et risquer de lui faire mal, ou peut-être d'aggraver sa peur de la mort. » Alors, Dennis Williams a préféré prier. « J'ai prié pour Girvies pendant les heures qui ont précédé son exécution, probablement jusqu'à la minute même où ils l'ont attaché sur la table et lui ont placé l'équipement pour le tuer. » En général, c'est à minuit, mais ils ne sont pas toujours à l'heure, ça peut être minuit et quart, minuit vingt-cinq.

Un jour de février 1996, Dennis Williams voit débarquer au pénitencier trois jeunes femmes envoyées par le professeur Protess. Il lui a annoncé leur venue : étudiantes en dernière année de journalisme, elles ont choisi, comme travaux pratiques, de se pencher sur l'affaire des « quatre de Ford Heights ». Pour Laura Sullivan,

Stacy DeLo et Stephanie Goldstein, toutes trois âgées de vingt-deux ans et issues de bonnes familles blanches, cette première visite est un choc ; Laura se souvient d'« un endroit très déprimant, beaucoup de bruit ; tout est métallique, froid, sale, un jeu de miroirs qui désorientent et renvoie tous les visages. Une impression de désespoir total ».

Dans cet univers, le côté humain de Dennis, que le professeur Protess n'a jamais pu rencontrer, car l'État d'Illinois interdit les visites de journalistes aux condamnés à mort, les touche. « Il n'avait pas eu de visite depuis une éternité ; il était tombé dans l'oubli. » Il les accueille en disant : « Que vous croyiez ou pas mon histoire, en tout cas, merci d'être venues. » Elles reviendront. Chaque fois que la fin de la visite approche, cet inexorable sentiment de solitude l'envahit avant même qu'elles disparaissent de sa vue. Stephanie, elle, se souvient avoir fondé en larmes chaque fois qu'elle quittait le parloir, où elles rendent visite aussi aux trois

autres condamnés : « Cette peur irrationnelle que quelque chose leur arrive... »

A ce stade-là, les étudiantes ont acquis la conviction que les quatre hommes sont innocents. Elles ont repris tout le dossier de l'instruction - vingt cartons de documents - et ont pratiquement recommencé l'enquête. Elles sont tombées, dans ces cartons, sur des notes manuscrites de policiers jointes au dossier ; elles y ont découvert que six jours après le double meurtre, un témoin, Marvin Simpson, leur a donné les noms de quatre hommes qu'il avait entendus parler ensemble du meurtre qu'ils venaient de commettre. Elles ont remonté la filière, ont retrouvé Marvin Simpson à Ford Heights, que pas un policier, pas un magistrat n'avait contacté depuis sa brève déposition du 17 mai 1978 ; elles ont retrouvé la trace des quatre individus, dont l'un est mort et un autre emprisonné pour un meurtre commis depuis. Et surtout, en février, elles sont allées voir Paula Gray chez elle, encore terrorisée

mais anxieuse de se décharger du poids qu'elle a sur la conscience depuis dix-huit ans. « Elle a fini par craquer ; elle a pleuré, elle nous a dit qu'elle avait menti et que plus jamais, elle ne voulait mentir », raconte Laura. Paula Gray raconte les pressions des policiers, tous ces hommes blancs en colère autour d'elle, qui n'a alors que dix-sept ans et un quotient intellectuel de 55, les armes, la peur ; comment elle a fini par dire « O.K. », ce sont mes amis qui ont fait le coup » et comment la police lui a fourni tous les détails du meurtre, pour qu'elle puisse témoigner.

Les trois étudiantes rendent ensuite visite en prison à Ira Johnson, l'un des quatre hommes désignés par Marvin Simpson. Au bout de trois visites « et beaucoup de lettres », début mai, il craque à son tour et passe aux aveux. Laura Sullivan n'est pas près d'oublier ce moment-là, au parloir : « D'un côté, j'étais très en colère, j'ai eu envie de vomir quand il a raconté tous les détails du viol et des meurtres. Carol Schmal n'avait que six mois de plus que nous. D'un autre côté, j'étais soulagée, il y avait même quelque chose d'humain dans ce type qui mettait à présent sa vie dans la balance. » Avec la rétractation de Paula Gray et les aveux d'Ira Johnson, les avocats obtiennent enfin du parquet que l'on soumette les quatre de Ford Heights aux tests des empreintes génétiques, une technique qui n'avait pas cours à l'époque de leur condamnation. Ces tests établissent, en juin, l'innocence des quatre condamnés et confondent les trois autres suspects.

LIBRE, Dennis Williams a appris à maîtriser sa révolte. Il l'appelle ça « contrôler [ses] émotions » et il y réussit remarquablement, « pour [se] concentrer sur [sa] situation actuelle ». Kenneth Adams et lui sont allés voir Paula Gray pour la rassurer ; ils lui ont dit qu'ils ne lui en voulaient pas, qu'ils comprenaient ce qui s'était passé. Ce qui choque le plus Dennis Williams, en ce moment, c'est de n'avoir pas un sou en poche : l'État d'Illinois lui offre royalement 35 000 dollars (175 000 francs) de compensation, et encore pas tout de suite. Des avocats étudient pour lui les possibilités de poursuites en dommages et intérêts ; le professeur Protess encourage les quatre hommes à vendre leur histoire à Hollywood, pour qu'au moins ça leur rapporte quelque chose. Dennis Williams rêve d'entreprendre des études d'électronique ; il voudrait aussi fonder une famille, « si je trouve la femme qu'il me faut ».

Laura Sullivan veut être journaliste et fait un stage dans un quotidien de New York, *Newsday*. Stephanie Goldstein poursuit ses études pour devenir juge et veut se spécialiser dans les problèmes de droits civiques et de relations raciales. Stacy DeLo s'est donné l'été pour réviser. David Protess est à la fois heureux et amer, heureux d'avoir réussi à faire libérer ces quatre-là, amer pour les autres, ceux pour lesquels il va continuer sa croisade. L'obsession répressive de son pays, dont la population carcérale - avec un nombre disproportionné de Noirs - est en augmentation constante, l'inquiète profondément.

Le 3 juillet, Ira Johnson, Juan Rodriguez et Arthur Robinson ont été inculpés de viol et du meurtre de Carol Schmal et Lawrence Lionberg. Ils sont passibles de la peine de mort et l'idée qu'elle puisse leur être appliquée tourmente le professeur Protess et ses étudiantes ; Dennis Williams, lui, rappelle qu'il est contre la peine capitale et espère que la justice prévaudra aussi pour les procureurs qui l'ont par deux fois envoyé à la mort, négligeant d'écarter les autres pistes qu'offrait l'enquête.

« Dans ce pays, on croit à la deuxième chance, mais elle ne vient pas facilement, conclut David Protess. Le système ne se corrige que sous la pression des individus. » Pour les 3 000 condamnés à mort des prisons américaines, la deuxième chance s'annonce : la Cour suprême vient d'approuver une loi fédérale qui réduit leurs possibilités d'appel. Si cette législation avait été en vigueur il y a dix-huit ans, Dennis Williams et Vernal Jmerson seraient morts aujourd'hui.

Sylvie Kauffmann

Philippe Weisbecker, dessinateur, est membre du groupe américain New Pop. Il est né en 1942 en France. Après des études à Paris et un diplôme de l'Ensad obtenu en 1966, il émigre aux États-Unis en 1968 et prend la nationalité américaine. Il collabore régulièrement avec le « New York Times », « Time », le « New Yorker », le « Los Angeles Times », etc.

مكتبة من الأصل

CHEMINS DE FER Les syndicats de la SNCF, qui doivent rencontrer cette semaine Louis Gallois, nouveau président de l'entreprise, remobilisent leurs troupes. ● UNE

RENÉGOCIATION du plan de sauvetage préparé par le gouvernement et l'ancien président de la SNCF, leur apparaît nécessaire. Ils contestent notamment la structure juridique du

nouvel établissement public chargé des infrastructures. ● L'EUROPE joue le trouble-fête dans cette rentrée ferroviaire. La Commission européenne doit présenter, dans les

prochains jours, un « Livre blanc » véritable programme de travail, qui préconise l'introduction de la concurrence. ● UN RAPPORT commandité à la société d'études

Mercer souligne les lacunes structurelles des compagnies européennes de chemin de fer : manque de dynamisme commercial, stagnation de la productivité et déficits chroniques.

Les syndicats de la SNCF s'inquiètent des projets de libéralisation de Bruxelles

Louis Gallois, le nouveau PDG, doit rencontrer les organisations syndicales cette semaine. Le gouvernement doit préciser, d'ici à la fin octobre, les modalités du plan de sauvetage de l'entreprise. Une négociation rendue plus compliquée par l'arrière-plan communautaire

LES SYNDICATS de cheminots préparent leur remobilisation. La période est propice : Louis Gallois, le nouveau président de la SNCF, prend ses marques et doit les rencontrer cette semaine. Le gouvernement prépare, pour fin octobre, le projet de loi portant création du nouvel établissement public responsable du réseau ferroviaire, chef de voûte du plan de sauvetage de la SNCF (Le Monde du 11 juin).

L'Europe joue le trouble-fête dans cette rentrée ferroviaire. La Commission européenne s'apprête à présenter, dans les prochains

jours, un « Livre blanc » sur la « revitalisation des chemins de fer communautaires », véritable programme de travail pour les prochaines années. Les experts bruxellois sont des défenseurs traditionnels du chemin de fer parce qu'il pollue moins, qu'il réduit la congestion automobile et qu'il favorise le développement des échanges intra-européens grâce au TGV.

Mais ils estiment le secteur aujourd'hui menacé et pour le redynamiser ils préconisent de « laisser agir davantage les forces du mar-

ché », c'est à dire d'introduire la concurrence. Les syndicats cheminots français s'inquiètent de cette volonté de Bruxelles de se saisir du dossier. « Le plan de sauvetage de la SNCF présenté par le gouvernement doit être désormais interprété à la lumière de ce qui va se passer en Europe », déclare au Monde Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT cheminots (près de 50 % des voix aux dernières élections professionnelles). « La création d'un nouvel établissement public commercial chargé des voies ferrées est le prélude à l'éclatement de l'en-

treprise, inscrit dans la logique bruxelloise », estime Bruno Dalberto, le secrétaire général de la CFDT cheminots (20 % des voix).

MODALITÉS CONFUSES

La perspective bruxelloise risque de compliquer la négociation du plan de sauvetage entre les syndicats, la direction et le gouvernement. Les organisations syndicales approuvent la clarification des responsabilités respectives entre l'entreprise ferroviaire et l'Etat, le financement des infrastructures relevant désormais de ce dernier.

Le transfert au nouvel établissement public de 125 milliards de francs de dette, héritage de la confusion passée du partage des rôles, est un acquis des grèves de l'hiver dernier dont ils se félicitent. « Après tout, il n'y a pas beaucoup de conflits qui aient rapporté 4 milliards de francs par jour », plaide Bernard Thibault.

Mais les modalités de la séparation restent confuses à leurs yeux. « Tout l'équilibre de la réforme peut être remis en cause si on augmente les péages que la SNCF devra verser au nouvel établissement public pour

l'utilisation des voies ou si, à l'inverse, on diminue les indemnités versées par ce dernier à la SNCF pour l'entretien des voies », explique Bruno Dalberto. Le périmètre du nouvel établissement public préoccupe également les cheminots : selon qu'on y inclura certaines activités (triage, télécommunications), plusieurs centaines de millions de francs de recettes ou de charges seront transférés d'une structure à l'autre. Enfin et surtout, la séparation exploitation-infrastructure ouvre la voie à l'entrée de nouveaux opérateurs. C'est le point le plus litigieux : « Pourquoi créer un établissement industriel et commercial, si ce n'est pas pour faire du commerce avec les droits de trafic et les sillons ? », s'interroge Bernard Thibault.

Un rapport souligne la mauvaise gestion des compagnies ferroviaires européennes

« LES OPÉRATEURS ferroviaires européens continuent de perdre des passagers et du trafic fret au profit de la concurrence, la performance économique est médiocre, les niveaux d'endettement et de subventions élevés. » Le jugement d'un cabinet de conseil en stratégie, l'américain Mercer, à l'issue d'une étude commanditée par la Commission européenne, est sévère pour l'industrie du transport ferroviaire en Europe.

Les comparaisons internationales sont sans appel, selon Mercer. Avec une population trois fois moindre, le Japon fait pratiquement jeu égal avec l'Europe en nombre annuel de passagers par kilomètre. Le chemin de fer américain transporte sept fois et demi plus de fret que ses homologues européens réunis et, depuis 1984, le fret américain a enregistré une croissance annuelle de 2,7 %, alors que le rail européen perd 1,9 % de trafic chaque année.

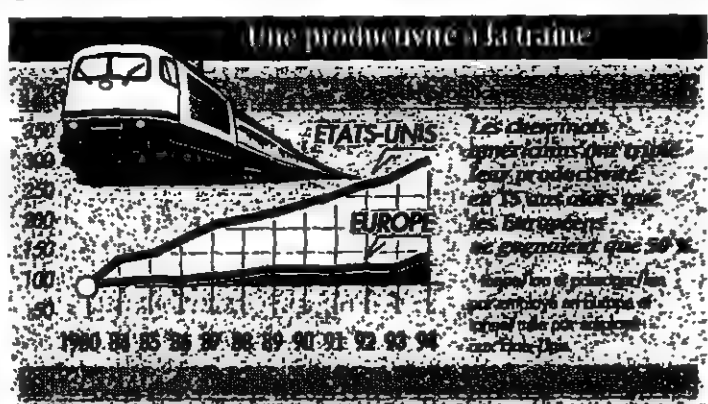
Les cheminots européens ont péniblement accru leur productivité de 50 % au cours des dix dernières années, cependant que les Américains sont parvenus à tripler la leur.

La réduction du réseau (-31 % de lignes entre 1980 et 1994, souvent cédées à des sociétés plus petites), du nombre de locomotives et de wagons de fret (-30 %), compensée par une plus grande rotation du matériel, et la forte réduction des effectifs (-60 %) l'expliquent.

DÉBUT DE RÉACTION

Faute d'avoir su améliorer leurs services et modifier leur organisation, les compagnies européennes ont enregistré une profonde dégradation de leurs comptes. En 1994, les seize compagnies ferroviaires étudiées par Mercer couvraient, en moyenne, moins de 60 % de leurs coûts par des recettes commerciales. Les pouvoirs publics ont dû contribuer à hauteur de 30 % au financement de fonctionnement du rail. Au total, les budgets publics européens versent 25 milliards d'euros par an (environ 160 milliards de francs) pour soutenir les compagnies nationales.

Ce soutien public ne suffit pourtant pas. Les déficits chroniques se sont accumulés pour faire de la dette des compagnies ferroviaires un véritable boulet. Avec 80 mil-



liards d'euros d'endettement (520 milliards de francs), les compagnies ferroviaires supportent des frais financiers annuels qui représentent 16 % de leur chiffre d'affaires.

Le cabinet de stratégie américain constate toutefois un début de réaction de certaines sociétés ferroviaires. La séparation de l'infrastructure et de l'exploitation en Allemagne, l'éclatement des activités en Grande-Bretagne, la réduction programmée des effectifs (30 %

pour la Deutsche Bahn entre 1995 et 1997, et un quart pour les chemins de fer belges entre 1995 et 2000) et les négociations plus serrées avec les fournisseurs de matériel ferroviaire apparaissent comme autant de progrès vers une meilleure efficacité commerciale.

Mercer encourage donc la Commission à pousser plus loin les effets de la déréglementation en ouvrant plus largement les voies ferrées à des concurrents des monopoles nationaux, seul moyen

d'encourager une véritable révolution culturelle dans le rail européen. Le cabinet suggère aussi que la Commission conditionne, à l'instar de la politique aérienne, l'acceptation des futurs plans de recapitalisation à des engagements sur des programmes de restructuration et de redressement.

Pourtant, même dans ce cadre rénové, les perspectives du rail européen dressées par Mercer apparaissent relativement limitées. « Les compagnies ferroviaires vont devoir évoluer d'un rôle de service public universel vers un statut d'entreprises commerciales susceptibles de conserver leur part de marché sur des niches », comme la grande vitesse ou le transport combiné, explique le rapport. Dans les autres domaines (transport urbain ou régional), le cabinet de stratégie estime que les subventions demeureront nécessaires, mais qu'elles devront « être contractualisées et accordées par des décideurs proches du besoin local ». Les compagnies ferroviaires ne sont décidément pas près de voir le bout du tunnel.

C. J.

Christophe Jakubyszyn

Le marché de l'acier enregistre des signes d'amélioration

APRÈS UN DÉBUT d'année calamiteux marqué par une chute importante à la fois des volumes et des prix, l'activité du marché de l'acier s'améliore doucement depuis juillet. Même si elles sont encore faibles, les commandes commencent peu à peu à arriver. « Il serait exagéré de parler d'une vraie reprise. Mais on assiste à une inversion de tendance : les stocks sont finis », note un négociant.

Constatant ce frémissement, les sidérurgistes tentent de tirer parti de la situation. L'allemand Saarstahl a donné le premier le signal, en annonçant fin juillet, une augmentation de 5 % environ des prix de certains de ses aciers spéciaux, imité ensuite par Unimetal, la filiale aciers spéciaux d'Usinor Sacilor. Les américains US Steel et Bethlehem Steel ont suivi à la mi-août, en proposant une hausse de 3 % sur leurs aciers plats (tôles), tandis que les producteurs d'aciers inoxydables s'apprêtent à augmenter leurs tarifs de 5 à 11 %. « Ce sera sans doute les seules augmentations d'ici à la fin de l'année. Les groupes sidérurgiques veulent agir avec prudence pour ne pas déstabiliser un marché encore bien fragile », parle un observateur.

Mais ces augmentations ont le mérite, aux yeux des producteurs d'acier, de signifier à tous la fin de la guerre des prix dans le secteur. Les exportations massives en provenance de l'Europe de l'Est ont aggravé le phénomène. Déterminés à vendre, les groupes tchèques, polonais, russes ont bradé. Certains aciers, notamment les produits longs (poutrelles, ronds à béton) seraient retombés à des prix « comparables à ceux de 1993 », selon des responsables du sidérurgiste néerlandais Hoogo-

vens. La situation a été encore plus tendue pour les aciers inoxydables. La demande d'inox, jusqu'alors très soutenue, a connu une quasi-stagnation, au moment même où de nouvelles capacités de fabrication en Asie et en Europe commencent à produire.

Pour conquérir des clients, ces nouveaux arrivants ont consenti des ristournes de plus en plus élevées. Les concurrents se sont alignés. Sous l'impulsion de l'espagnol Acerinox, à la tête d'une toute nouvelle usine, les prix des inoxydables en Europe ont accusé une chute de 40 % ces derniers mois.

CATACLYSMES

Cette politique meurtrière risque de laisser dans les composés des groupes sidérurgiques d'importantes cicatrices, même si le marché s'améliore d'ici à la fin de l'année. Au premier semestre, l'américain Bethlehem Steel a enregistré une chute de 78 % de ses bénéfices, à 27 millions de dollars (137 millions de francs), le néerlandais Hoogovens a vu son résultat d'exploitation diminuer de plus de moitié à 193 millions de florins (586 millions de francs). Usinor-Sacilor, bien que partiellement préservé grâce à sa politique de contrats à long terme avec ses clients, a prévenu que ses résultats seraient nettement moins bons que l'an dernier. Tandis que les sidérurgistes japonais, comme Nippon Steel ou Kawasaki Steel, multiplient les révisions à la baisse de leurs prévisions de bénéfices, le belge Cockerill-Sambre, qui figure parmi les sidérurgistes européens les plus vulnérables, a toute chance de terminer en perte.

Martine Orange

Volkswagen, victime d'un appareil photo espion

LE PREMIER CONSTRUCTEUR automobile européen, Volkswagen, a annoncé, dimanche 25 août, avoir recruté un « superflig » afin de résoudre une spectaculaire affaire d'espionnage industriel dont il a été victime. Un appareil photo partiellement enterré sur une butte d'un terrain d'essais situé près du siège de Wolfsburg a été découvert par le service de sécurité il y a quelques semaines. Doté d'un capteur infrarouge, il se déclenchait au passage des véhicules et les images clandestines étaient transmises par radio vers un lieu encore indéterminé.

L'appareil a permis à des espions industriels de photographier les prototypes du constructeur allemand. La nouvelle Passat, la nouvelle génération des Golfs attendue sur le marché l'année prochaine et une version plus petite de la Polo en auraient été victimes.

VW se refuse à penser qu'un concurrent puisse être responsable de cette affaire qui donne une nouvelle dimension à l'espionnage industriel. Il in-

voque plutôt un photographe professionnel, une sorte de paparazzi du monde industriel. Le groupe avait été mis sur ses gardes par la publication répétée de clichés de ses nouveaux modèles dans un journal automobile et par la transmission des images aux concurrents. Toute la presse spécialisée allemande, puis européenne, est devenue friande ces dernières années de ce genre de « scoops » et les achète à prix d'or.

Le détournement de photos, qui sont des informations confidentielles, a des conséquences graves pour le constructeur allemand. Ses modèles ainsi disséminés à l'avance par ses rivaux peuvent être copiés plus rapidement. Le préjudice est considérable à une époque où la différenciation des voitures se fait de plus en plus sur le design, qui représente 30 % des dépenses de développement des nouveaux modèles. Cette nouvelle forme d'espionnage industriel affecte tous les constructeurs automobiles et bouleverse la façon de protéger les secrets de leurs modèles.

Les dirigeants du Lloyd's confiants sur le plan de sauvetage

EN DÉPÎT de la décision prise par la justice américaine de bloquer le plan de sauvetage du Lloyd's (Le Monde daté 25-26 août), les dirigeants du marché londonien de l'assurance restent confiants. Dans un communiqué publié dimanche 25 août, le Lloyd's a annoncé que, selon un décompte établi samedi, soit quatre jours avant la date limite de mercredi à midi, les trois-quarts des 34 000 membres, ou « names », ont déjà accepté le plan de restructuration.

Le président de l'institution, David Rowland, s'est dit « confiant que, d'ici la date limite, une écrasante majorité des membres auront accepté » le plan. Le Lloyd's souligne dans son communiqué que le délai de mercredi s'applique toujours pour la réponse des « names », malgré la décision du juge américain. Il indique que des dispositifs d'urgence existent et devraient permettre la poursuite du plan de sauvetage. Une des possi-

bilité envisagée consisterait à encaisser les « names » américains et à remplacer leur contribution par des emprunts bancaires. Le marché londonien a, par ailleurs, décidé de faire appel contre la décision prise par le juge américain et annonce que l'audience aura lieu mardi à Baltimore dans le Maryland.

TOURNER LA PAGE

Le plan de sauvetage offre aux « names » - ces riches particuliers qui garantissent sur leurs biens et contre rémunération les contrats d'assurances - 3,32 milliards de livres (26 milliards de francs) de dédommagement. Il s'accompagne de la création d'une nouvelle structure, Equitas, qui prendra seule en charge les risques liés aux contrats les plus anciens du Lloyd's. Il s'agit de tourner définitivement la page d'une crise financière sans précédent pour ce marché vieux de plus de trois siècles qui s'est retrouvé au bord de la faillite. Il a notam-

ment subi des pertes de 8 milliards de livres entre 1985 et 1992 en raison d'une accumulation de catastrophes naturelles dans le monde et d'une gestion peu rigoureuse.

Le plan de sauvetage doit être accepté par les « names » qui, en échange des aides obtenues, s'engagent à abandonner les poursuites engagées. Quelque 26 000 d'entre eux sont basés au Royaume-Uni et 2 700 environ aux États-Unis. Un certain nombre de ces derniers refusent de se prononcer avant la date du 28 août fixée par les dirigeants de l'institution londonienne. Ils ont obtenu gain de cause vendredi 23 août auprès du juge Robert Payne, de Richmond en Virginie, qui a accordé à ces investisseurs particuliers jusqu'au 30 septembre pour le versement des sommes que leur demande le Lloyd's dans le cadre du plan, et jusqu'au 30 octobre pour la notification de leur décision sur le plan. (AFP)

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 27 AOÛT 1996

COMPTANT

LUNDI 27 AOÛT 1996

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

OBUSIONS

RÈGLEMENT
MENSUELLUNDI 26 AOÛT
Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,58
Cours relevés à 12h30

CAC 40

-0,04 %

CAC 40 : 2020,07

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd. Derniers cours

Variation 31/12 (1)

%

B.N.P. (P.) 888

C.L. Lyonnais (P.) 791

Renault (P.) 1642

Rhone-Poulenc (P.) 1520

S.A. de Saint-Gobain (P.) 1180

Thomson S.A. (P.) 980

A.C.F. (P.) 625

A.P. (P.) 132,50

Air Liquide 690

Alcatel Alsthom 404,70

Axa 289,30

Admiral 550

Ball Inco 727

Banque Paribas 533

Bayer H. 405

Bertrand 160

BIC 72

BIS 509

B.N.P. 184,50

Bouygues 254

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

CAC 40

-0,04 %

CAC 40 : 2020,07

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd. Derniers cours

Variation 31/12 (1)

%

B.N.P. (P.) 888

C.L. Lyonnais (P.) 791

Renault (P.) 1642

Rhone-Poulenc (P.) 1520

S.A. de Saint-Gobain (P.) 1180

Thomson S.A. (P.) 980

A.C.F. (P.) 625

A.P. (P.) 132,50

Air Liquide 690

Alcatel Alsthom 404,70

Axa 289,30

Admiral 550

Ball Inco 727

Banque Paribas 533

Bayer H. 405

Bertrand 160

BIC 72

BIS 509

B.N.P. 184,50

Bouygues 254

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

CAC 40

-0,04 %

CAC 40 : 2020,07

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd. Derniers cours

Variation 31/12 (1)

%

B.N.P. (P.) 888

C.L. Lyonnais (P.) 791

Renault (P.) 1642

Rhone-Poulenc (P.) 1520

S.A. de Saint-Gobain (P.) 1180

Thomson S.A. (P.) 980

A.C.F. (P.) 625

A.P. (P.) 132,50

Air Liquide 690

Alcatel Alsthom 404,70

Axa 289,30

Admiral 550

Ball Inco 727

Banque Paribas 533

Bayer H. 405

Bertrand 160

BIC 72

BIS 509

B.N.P. 184,50

Bouygues 254

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

CAC 40

-0,04 %

CAC 40 : 2020,07

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd. Derniers cours

Variation 31/12 (1)

%

B.N.P. (P.) 888

C.L. Lyonnais (P.) 791

Renault (P.) 1642

Rhone-Poulenc (P.) 1520

S.A. de Saint-Gobain (P.) 1180

Thomson S.A. (P.) 980

A.C.F. (P.) 625

A.P. (P.) 132,50

Air Liquide 690

Alcatel Alsthom 404,70

Axa 289,30

Admiral 550

Ball Inco 727

Banque Paribas 533

Bayer H. 405

Bertrand 160

BIC 72

BIS 509

B.N.P. 184,50

Bouygues 254

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

Bouygues 2530

AUJOURD'HUI

SPORTS

TENNIS Tournoi autoproduit « le plus grand du monde », les Internationaux de tennis des États-Unis, qui se disputent à New York du 26 août au 13 septembre, ont souffert d'une

baïsse d'affluence en 1995. ● POUR ENRAYER cette érosion ainsi qu'un tassement de l'audience télé, les dirigeants de la Fédération américaine ont tenté d'aménager le tableau des

simples messieurs en désignant les têtes de série selon un ordre différent du classement mondial. ● L'OBJECTIF apparent, sinon avouable, de cette manipulation serait d'arriver à une fi-

nale « américaine » Sampras-Agassi. ● LES JOUEURS ont réagi avec colère à cette opération qui tend à décrédibiliser leur sport, mais les dirigeants de la Fédération américaine ont cam-

pé sur leur position. ● LES INTERNATIONAUX ont donc débuté sans le champion de Roland-Garros, Kafelnikov, qui, s'estimant lésé, est rentré à Moscou.

Un vent de fronde souffle sur les Internationaux des États-Unis

Les joueurs accusent la Fédération américaine d'avoir manipulé le tirage au sort et l'ordre des têtes de série pour améliorer l'audience et Evgueni Kafelnikov, le champion de Roland-Garros, a claqué la porte de Flushing Meadow

NEW YORK
de notre envoyé spécial

Comme dans tous les tournois du Grand Chelem, le dimanche qui précède le début de la compétition est réservé à une exposition destinée à recueillir des fonds pour une cause. Celle des Internationaux des États-Unis, qui commencent lundi 26 août, est la plus pittoresque des quatre rendez-vous majeurs. Pour la fondation Arthur-Ashe contre le sida, les champions ou anciens champions font les pitres avec les vedettes de la télévision, devant un public évidemment ravi.

Dans cette atmosphère de fête, les escarmouches entre les joueurs et la Fédération américaine de tennis (USTA) ont continué, dimanche, les deux parties étant solidement installées sur leurs positions, au cinquième jour d'un conflit qui devrait alimenter les conversations de l'US Open. La polémique a éclaté lors du tirage au sort de l'épreuve, mercredi 21 août. Devant plusieurs cen-

taines d'invités, dans un restaurant new-yorkais, le tableau du simple dames est d'abord composé selon les règles. On procède au tirage au sort des seize têtes de série désignées, puis à celui établissant les places des autres joueuses et des huit qualifiées à venir.

Surprise quand vient le tour des messieurs : les cent douze non-têtes de série ont été tirées au sort en comité restreint quelques heures auparavant. Restent les seize cases correspondant aux têtes de série... qui n'ont pas été désignées la veille, mais après le tirage au sort. Dans un tournoi qui s'enorgueillit de n'avoir que des favoris pour vainqueurs, les fâcheries semblent bien trop grosses. En protégeant au mieux ses têtes de série préférées - les joueurs américains -, l'USTA a donné un coup de pouce au destin, à la fréquentation - en baisse en 1995 - et aux audiences télévisées - dont la hausse s'était légèrement effritée en 1995. Et, comme par hasard, le tirage peut permettre d'espérer une finale Pete Sampras-André Agassi.

Autre première aux États-Unis. L'USTA, sans l'annoncer auparavant, n'a pas suivi le classement

de l'ATP pour désigner ses têtes de série. Un comité composé de juges, de Les Snyder et d'Ivan Lendl a nommé Michael Chang, pourtant n° 4 mondial, tête de série n° 2 derrière Pete Sampras. Thomas Muster, n° 2 mondial, est

Un dimanche, deux finales

Comme en 1979, la finale dames et la finale messieurs des Internationaux des États-Unis auront toutes deux lieu dimanche 8 septembre. La Fédération américaine entend gommer l'injustice des demi-finales hommes. Celles-ci avaient lieu le samedi, prenant « en sandwich » la finale dames. Le dernier finaliste pouvait donc être connu tard dans la soirée, son temps de repos très court par rapport à son adversaire.

Cette décision répond aussi à une demande de la chaîne de télévision CBS, qui décline les droits. Les téléspectateurs se sont plaints d'un trop-plein de tennis le samedi pour une seule finale le dimanche. La finale dames aura lieu à 14 heures (20 heures, heure française) ; la finale hommes ne sera pas disputée avant 16 heures. La finale du double mixte est prévue pour le jeudi 5, celle du double messieurs pour vendredi et celle du double dames pour samedi.

rétrogradé à la troisième place. André Agassi, huitième joueur mondial, est sidéré.

Aussitôt, c'est le tollé. Pete Sampras, tenant du titre, en tête, Stefan Edberg, Richard Krajicek, vainqueur de Wimbledon, et la majorité des joueurs créent à la

manipulation. Mark Miles, directeur de l'ATP, proteste à son tour. Pour se laver de tous les soupçons qui pèsent sur ses procédés, l'USTA organise un nouveau tirage au sort jeudi.

On pense l'incident clos, mais

déjà la septième place malgré sa haute tenue sur toutes les surfaces pendant la saison : « Depuis le début de ma carrière, j'ai gagné quatre de mes dix victoires sur dur, dit-il, et j'ai gagné un tournoi du Grand Chelem cette année. Je refuse de prendre part à un tournoi qui procède à de telles choses. » La Fédération américaine rétorque que Kafelnikov a été ainsi classé parce que les nouvelles de sa blessure aux côtes étaient alarmantes : « Faux, répond le Russe. J'étais guéri. »

Dimanche, cinquante joueurs emmenés par Pete Sampras ont solennellement demandé à la Fédération américaine de ne pas recommencer de telles manœuvres. En fin de journée, Les Snyder, président de l'USTA, répondait froidement aux protagonistes que la nomination des têtes de série était à la discrétion des tournois du Grand Chelem. Ceux-ci, en effet, ne sont pas régis par les règles des tournois de l'ATP. Wimbledon ne considère pas le classement mondial comme le sien, ses arbitres, réunis en comité, choisissant leur propre élite : « Nous acceptons un tel arrangement en Angleterre parce que le gazon est une surface spéciale et

parce que sa saison ne dure qu'un mois, a expliqué le n° 1 mondial. Il est donc normal que la direction du tournoi se base sur les palmarès des joueurs sur gazon, et bien sûr, à Wimbledon, pour désigner les seize meilleurs de cette surface. » Les Snyder, lui, n'a pas dérogé : « Je veux bien considérer que nous avons fait une erreur en faisant un premier tirage au sort confidentiel, mais ce n'est qu'une erreur, et pas une manipulation, a-t-il dit. Quant à la désignation des têtes de série, nous ferons comme nous l'entendons et comme le permettent les règlements. L'attribution des seize meilleurs joueurs de l'US Open 1996 s'est faite avec la plus haute objectivité. » Au-delà de l'épisode américain, les joueurs s'inquiètent désormais de ses conséquences. Dimanche, Pete Sampras et ses confrères ont demandé aux arbitres des Internationaux d'Australie et de France de respecter le classement de l'ATP. Comme l'ont déclaré les joueurs contestataires : « Il y va de notre crédibilité. Celle de l'US Open est déjà suffisamment écornée. Dans un sens, nous plaignons le vainqueur. »

Bénédict Mathieu

Les All Blacks triomphent en Afrique du Sud grâce au Maori Zinzan Brooke

PRETORIA
Correspondance

Depuis soixante-quinze ans que la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud s'affrontent sur les terrains de rugby, les Néo-Zélandais n'avaient jamais réussi à remporter une série de tests chez les Springboks.

Samedi 25 août, au Stade Loftus Versfeld de Pretoria, les hommes au maillot noir ont enfin gagné le dernier trophée qui manquait à leur palmarès. Ils se sont assurés le gain de la série dès le deuxième test (33-26).

Pour l'un des principaux artisans de cette victoire, un troisième ligne centre d'origine Maori à la peau basané, cet exploit a une signification toute particulière. Lorsque Zinzan Brooke, nez à nez avec son capitaine Sean Fitzpatrick au fond d'une mêlée ouverte, entend le coup de sifflet final, il eut immédiatement une pensée pour tous les joueurs de couleur qui n'avaient pas eu le droit d'accompagner les All Blacks en tournée en Afrique du Sud.

Ce fut le cas en 1928, par exemple, du grand arrière George Nepia ; en 1949, du trois-quarts fuyant Johnny Smith ; et même de Waka Nathan en 1960. Tous étaient des vedettes incontestables du rugby de leur époque. Tous ont dû rester à la maison puisque le gouvernement africain interdisait tout contact avec les non-Blancs.

« Depuis 1992, quand je suis venu ici pour la première fois, les choses ont beaucoup évolué pour les Noirs dans ce pays. Mais en tant que Maori j'ai tout de suite pensé à eux, à tous ces All Blacks maoris à qui on avait interdit de représenter leur pays sur le sol sud-africain, explique Brooke. Ils ont vécu des moments très durs. Voilà pourquoi cette victoire est un moment que je chérirai pour toujours. C'est une journée très spéciale. »

Avec ses quarante-six sélections, Zinzan Valentine Brooke est aujourd'hui une des clés du système de jeu néo-zélandais, et si celui-ci représente le rugby de demain il en est le joueur prototype. Son essai, à la 36^e minute, au départ d'une mêlée à cinq mètres, est un classique du genre, mais son drop-goal à la 80^e - son deuxième en

match international - est l'œuvre d'un troisième ligne qui sort de l'ordinaire.

Mesurant 1,90 m pour 100 kg, Zinzan Brooke bénéficie d'un physique adéquat, sans plus, mais avec son mélange particulier de rigueur et de fantaisie il a montré semaine après semaine, en Afrique du Sud, une gamme technique et un éventail de talents qui font de lui le joueur le plus polyvalent du concert international. « L'idéal, aujourd'hui, est de garder la balle constamment en jeu, mais il faut pour cela des joueurs d'une grande précision gestuelle », affirme-t-il.

Bagage technique

Dégagements en touche des deux pieds, chandelles, passes vives de 30 mètres, il possède un bagage technique digne d'un troisième ligne. On se souviendra de cette passe, sur un pas, qui envoya son arrière Christian Cullen à l'essai lors du match de Durban. Et surtout de cet invraisemblable drop-goal, à la dernière minute du match de Pretoria, qui a scellé la victoire néo-zélandaise en mettant les Blacks à l'abri des derniers assauts désespérés des Springboks. « Dès que la mêlée ouverte a pris forme, j'ai compris qu'on pouvait tenter le drop. La ligne défensive des Boks s'était déjà regroupée sur les côtés, alors j'ai fait un appel de balle. »

Toutefois, entre le fait d'appeler la balle et celui de passer un drop de 35 mètres, il y a un fossé que bien peu d'avants du rugby international osent franchir. Zinzan Brooke a de nombreux dons, mais, depuis ses débuts internationaux en 1987, il est un de ceux qui s'entraînent le plus, peaufinant sans arrêt le moindre geste du rugbyman. Après les entraînements, soit avec sa province d'Auckland, soit avec le XV national, on le voit répéter des gestes de base que la plupart des avants internationaux ne jugent plus dignes de travailler. « Ce sont des petits trucs comme ça qui un jour ou l'autre peuvent faire la différence », confie-t-il. En fait, je ne fais que répéter toutes les techniques que j'ai apprises quand j'étais petit. Mais on n'est jamais trop vieux pour apprendre. Je continue toujours à m'entraîner, car on ne sait jamais quand on a une occasion dans un match. Il ne faut pas la rater. »

Ian Borthwick

L'AJ Auxerre accueille Marseille et Canal Plus, « la chaîne qui se dévoie »

Guy Roux critique le soutien de la chaîne cryptée au club phocéen

AUXERRE
de notre envoyé spécial

Il revient de l'entraînement en trottoir, la courte silhouette arrondie par un filet rempli de ballons. La pluie fine ne l'a pas dissuadé d'endurer un short, quand la plupart de ses joueurs ont opté pour un survêtement. Les chasseurs de photos s'agitent et d'autographes en sont pour leurs frais. Le Guy Roux des terrains, souvent peu avare de son temps, n'a pas une minute. Une poignée de secondes plus tard et la porte du vestiaire s'ouvre à toute volée. La même silhouette jaillit, le cheveu encore mouillé de la douche et un bras à la recherche de sa deuxième manche de veste. Le Guy Roux des bureaux et des studios est en route.

Après deux journées de championnat, l'entraîneur auxerrois se montre moins bavard que le vice-président de la Ligue nationale de football (LNF). Même si la venue de Marseille, mardi 27 août, en match avancé de la 4^e journée du championnat de France, mobilise les esprits, le club icaunais affiche de sereines ambitions. Coutumiers d'un début de saison laborieux, les champions de France en titre ont cette fois pris un départ plutôt satisfaisant. Après deux victoires contre Nice et Lille, ils ont obtenu le match nul à Bordeaux, samedi 24 août.

L'entraîneur, contrainct de faire face aux départs de ses piliers Laurent Martens, Laurent Blanc et Christophe Cocard, ne se fixe toujours pas d'objectifs démesurés et rappelle « l'impératif du maintien, même si cela fait rire toute la France ». Le vice-président de la Ligue nationale de football (LNF), lui, gronde et s'agite. Si les pan-neaux de bienvenue aux supporters marseillais sont accrochés aux grilles du stade depuis déjà plusieurs jours, les dirigeants de Canal Plus qui se déplaceraient en Bourgogne pour assister à la Coupe d'Europe la saison prochaine. « Canal Plus se dévoie et fausse l'équité entre les clubs, tonne Guy Roux. Il est étrange qu'on s'in-

teresse plus à un club issu de deuxième division et non au champion de première division. Mais je ne reproche rien aux dirigeants marseillais, à leur place j'aurais accepté cet argent. »

UN « PRODUIT » EN DANGER

Les investissements de l'entraîneur auxerrois s'affinent à l'évocation d'un possible affaiblissement du championnat, conséquence directe de l'arrêt Bosman et des départs massifs des joueurs français vers les clubs étrangers. « Nous ne résisterons pas à une seconde saignée de ce type. C'est la raison pour laquelle je préviens les dirigeants de Canal Plus : attention, votre « produit football » est en danger. Il faut donc donner plus d'argent à l'ensemble des clubs français pour éviter de disputer peu à peu un championnat de seconde zone. Mais TF1 doit également augmenter les droits de retransmission des matches de Coupe de France. »

Pour la première fois, TF1, chaîne avec laquelle Guy Roux est en contrat jusqu'au 31 décembre, a choisi de s'afficher comme sponsor maillot d'Auxerre lors des rencontres de la Ligue des champions, pour un montant tenu secret, mais

« qui représente la meilleure somme qu'un club ait jamais eue », reconnaît Guy Roux. Pourtant, l'entraîneur de chablis et de bons mots s'estime lésé. Auxerre possède le neuvième budget français, mais « engrange seulement dix millions de recettes guichets, avec une moyenne de 10 500 spectateurs par match, et doit se contenter d'engager des stars sur le déclin. »

Pour l'instant, la LNF ne s'est pas prononcée sur un éventuel déséquilibre lié à l'accord entre la chaîne cryptée et l'OM. Guy Roux souhaite rompre ce mutisme lors du prochain conseil d'administration de la Ligue, vendredi 30 août. Il devrait exiger des explications de Canal Plus, afin de juger si la direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) doit se pencher sur le partenariat financier réalisé entre la chaîne et le club phocéen.

Le combat de Guy Roux serait-il vain ? Jacques Thébaud, directeur général de la LNF, estime que « si Guy Roux a des comptes à régler avec Canal Plus, cela ne regarde pas la Ligue ». La colère de l'entraîneur d'Auxerre pourrait cependant être relayée par d'autres responsables de clubs. Dimanche 25 août, au

cours de l'émission « Téléfoot » sur TF1, Jean-Michel Aulas, président de l'Olympique lyonnais, se déclarait « très désagréablement surpris par l'attitude de Canal Plus. On a l'impression que parce que l'OM revient en D1 les règles communes ne lui sont pas imputables. »

La manne d'Adidas (30 millions de francs) et l'avance de Canal Plus à l'OM scandalisent aussi Guy Scherrer, le président nantais : « Pourquoi pas 30 millions à la Roche-sur-Yon, qui, dans cinquante ans, pourrait être européen, s'indignait-il sur TF1. Moi, pour avoir cet argent-là, je suis obligé de vendre des joueurs. Marseille, grâce à cet argent, va piller les autres clubs. » Roland Weller, président du RC Strasbourg plaide pour que « tout le monde soit logé à la même enseigne. »

Le débat promet d'être animé, d'autant plus que Guy Roux est porteur d'autres revendications, comme le « nécessaire doublement de la somme payée par Canal Plus pour la retransmission du match avancé, ou le choix parfois étrange de ce match, souvent favorable aux mêmes équipes. »

Fabrice Tassel

Le classement de première division									
3 ^e journée									
Nancy-Paris SG	0-0	1. Lille	2-1	2. Marseille	1-0	3. Bordeaux	1-0	4. Auxerre	1-0
Nantes-Lyon	0-1	5. Lens	1-0	6. Metz	1-0	7. Strasbourg	1-0	8. Clermont	1-0
Paris SG	1-1	9. Monaco	1-0	10. Stade de Reims	1-0	11. Amiens	1-0	12. Troyes	1-0
Lille-Rennes	0-1	13. Sochaux	1-0	14. Valenciennes	1-0	15. Evian	1-0	16. Caen	1-0
Bordeaux-Auxerre	0-0	17. Montpellier	1-0	18. Nancy	1-0	19. Metz	1-0	20. Marseille	1-0
Marseille-Metz	1-2	21. Lens	1-0	22. Clermont	1-0	23. Troyes	1-0	24. Caen	1-0
Strasbourg-La Roche	1-0	25. Amiens	1-0	26. Valenciennes	1-0	27. Evian	1-0	28. Caen	1-0
Caen-Lyon	1-1	29. Metz	1-0	30. Marseille	1-0	31. Lens	1-0	32. Clermont	1-0
Guingamp-Monaco	2-1	33. Troyes	1-0	34. Caen	1-0	35. Metz	1-0	36. Marseille	1-0
Montpellier-Caen	2-1	37. Nancy	1-0	38. Metz	1-0	39. Marseille	1-0	40. Lens	1-0
Les buteurs									
1. Drenth (Paris)	3 buts	1. Tani	6 buts	1. Auxerre	0 but	1. Paris SG	0 but	1. Marseille	0 but
2. Metcalf (Lille)	2 buts	2. Marseille	5 buts	2. Metz	0 but	2. Caen	0 but	2. Troyes	0 but
3. Pélissier (Marseille)	3 buts	3. Metz	4 buts	3. Lens	0 but	3. Amiens	0 but	3. Valenciennes	0 but
Les entraîneurs									
1. Drenth (Paris)	3 buts	1. Tani	6 buts	1. Auxerre	0 but	1. Paris SG	0 but	1. Marseille	0 but
2. Metcalf (Lille)	2 buts	2. Marseille	5 buts	2. Metz	0 but	2. Caen	0 but	2. Troyes	0 but
3. Pélissier (Marseille)	3 buts	3. Metz	4 buts	3. Lens	0 but	3. Amiens	0 but	3. Valenciennes	0 but

Lens en tête, l'OM trébuche

Les Lensois ont réussi la meilleure opération de la journée en s'imposant à la Beaujoire (0-1), devant une formation nantaise toujours à la recherche de ses marques. Lens se détache en tête du classement après les matches nuls coucés par le Paris-SG à Nancy et Auxerre à Bordeaux (0-0). Les Bastiais se glissent à la deuxième place après leur bon résultat (1-1) à Nice.

Plusieurs favoris ont connu leur première défaillance. L'Olympique de Marseille, après avoir mené au score, s'est laissé piéger par les contre-attaques des Messins, surtout après l'expulsion du libero italien Alberto Malusci, (1-2). Monaco a été logiquement battu à Guingamp (2-1), euphorique après sa qualification en Coupe de l'UEFA, et Montpellier, défilé à domicile par Cannes (0-1), court toujours après sa première victoire.

هكذا من الأصل

Michael Schumacher retarde l'heure de sa succession

Encore une fois décevant sur le circuit belge de Spa-Francorchamps, le Britannique Damon Hill ne compte plus que 13 points d'avance sur son coéquipier canadien, Jacques Villeneuve, qui a été précédé par le tenant du titre

A trois Grands Prix de la fin de la saison (Italie, le 8 septembre; Portugal, le 22 septembre; Japon, le 13 octobre), le duel entre les deux pilotes de l'écurie Williams-Renault est de plus en plus serré: le Bri-

tannique Damon Hill ne possède plus que 13 points d'avance sur le Canadien Jacques Villeneuve à l'issue du Grand Prix de Belgique, disputé dimanche 25 août sur le circuit de Spa-Francorchamps. Cet écart aurait

pu être moindre si l'Allemand Michael Schumacher n'était pas parvenu à s'imposer pour la deuxième fois de la saison au volant de sa Ferrari. A la faveur d'une neutralisation de la course provoquée par la

dislocation de l'Arnova de Jos Verstappen, le tenant du titre, déjà vainqueur du Grand Prix de Belgique l'an passé, a pris et gardé le commandement des opérations grâce à sa science du pilotage.

SPA-FRANCORCHAMPS

Dans une famille divisée, le succès d'un cousin prodige vient parfois retarder l'explication attendue. Dimanche 25 août, à Spa-Francorchamps, il n'y avait qu'un homme à pouvoir empêcher que l'on s'empare trop vite de son héritage. Michael Schumacher, déjà vainqueur du Grand Prix de Belgique l'an dernier, champion du monde des conducteurs depuis deux ans, était bien le seul à pouvoir priver Jacques Villeneuve ou Damon Hill d'une victoire annoncée.

Celle qui aurait probablement définitivement rapproché l'un ou l'autre des deux pilotes Williams-Renault d'un titre que l'Allemand va devoir leur abandonner. Sur le plus beau circuit de la saison de formule 1, Michael Schumacher a repoussé à plus tard le choix de son successeur. Dans un monde qui tourne à l'envers, c'est sous le soleil inattendu d'une longue éclaircie dans les Ardennes belges qu'il renoue avec la victoire après trois mois après son premier succès avec Ferrari sous le drapeau de Barcelone. Il avait alors fait une démonstration de virtuosité sous la pluie. Mais, dimanche, ce n'est pas l'orage qui est venu à son secours. Le destin a pris la forme d'une voiture de sécurité. Michael Schumacher a été le premier à mettre à profit la neutralisation rendue nécessaire par une brutale

sortie de route du Néerlandais Jos Verstappen pour s'arrêter aux stands. Il en est ressorti devant Jacques Villeneuve, qui n'a jamais pu lui reprendre l'avantage.

Le jeune Canadien, impétueux pendant tous les essais sur une piste qu'il ne connaissait que par les simulations vidéo, n'avait pourtant pas manqué son départ de la première ligne comme son malheureux coéquipier. Pour la quatrième fois consécutive, Damon Hill se faisait dépasser dans le premier tour. Débarassé du pauvre Britannique, décidément à la peine en dépit de sa position de leader au classement du championnat du monde, le pilote Ferrari n'aurait sans doute rien pu faire contre l'efficacité de la Williams-Renault. Aux mains d'un Jacques Villeneuve enchanté par l'expression de « surfer » sur le caillou de l'eau rouge, la voiture bleue jouait les araignées au plafond sur ce virage vertigineux dans une pente à 16 %.

Profitant d'un arrêt au stand

mal négocié par l'écurie Williams-Renault, la chance qui lui avait tant manqué depuis l'Espagne est cette fois venue à la rencontre de Michael Schumacher. Oubliées alors les quatre défaillances de sa Ferrari. Une incroyable série d'abandons à Montreuil, Magny-Cours, Silverstone et Budapest, à peine interrompue par une pierre de place devant son public idolâtre à Hockenheim. Avec Jean Todt, son directeur sportif lui aussi ébloui, mais confiant dans les capacités de l'écurie italienne, Michael Schumacher a travaillé en travaillant encore à fiabiliser la belle monoplace rouge.

Le circuit de Spa-Francorchamps, où il s'était montré éblouissant l'an dernier, a d'abord été hostile au double champion du monde. En 1995, sous les avertissements et après être remonté de la huitième ligne, il avait imposé sa loi à Damon Hill. Mais, vendredi, sa voiture lui échappait dès la fin des premiers essais. La terrible sortie de route détruisait sa

monoplace, le laissait boitant et privé d'une précieuse séance de mise au point. Encore à 3 secondes d'un Jacques Villeneuve en état de grâce samedi matin, Michael Schumacher reprenait tous les risques pour qualifier sa Ferrari en deuxième ligne. « Je n'ai d'autre souhait que de pouvoir terminer la course », disait alors le champion du monde, persuadé de ne pouvoir se mêler au duel entre les deux pilotes Williams-Renault, séparés de 17 points pour le titre de champion du monde qui ne peut leur échapper.

La première victime de ce miraculeux retour est Jacques Villeneuve

Ni les faiblesses d'une direction maltraitée sur les vibrations, ni l'audacieuse stratégie du ravitaillement unique choisie par McLaren, qui aurait pu donner la victoire à David Coulthard et à Mika Häkkinen, n'ont empêché Michael Schumacher de se conduire en patron. La première victime de ce miraculeux retour est bien Jacques Villeneuve. « Je suis vraiment déçu de repartir de Belgique avec 13 points de retard sur Damon Hill. Il faut que je lui reprenne plus de quatre points dans les 3 prochains Grands Prix si je veux être champion du monde », dit le jeune Canadien, revenu à plus de modeste.

Manifestement admiratif de-

vant la performance de Michael Schumacher, Jacques Villeneuve en oublie la leçon qu'il voulait asseoir à la suite d'un début de week-end éblouissant. En clamant haut et fort qu'il découvrirait à Francorchamps « un circuit pour gros cours, avec des virages rapides et coulés comme sur les pistes d'IndyCar », la jeune recrue de la formule 1 voulait faire passer un message à son glorieux aîné. Les courses de monoplace américaines, dans lesquelles a brillé un Jacques Villeneuve vainqueur d'Indianapolis en 1995, sont plus spectaculaires, plus ouvertes, mais aussi plus dangereuses que la formule 1. « Trop de chicanes, pas assez de place pour doubler », dit Jacques Villeneuve, qui semble ainsi vouloir mettre en cause la priorité donnée à la sécurité sur les circuits du championnat du monde.

Encore marqué par la disparition d'Ayrton Senna, dont Jacques Villeneuve avoue avoir en vidéo les séances de qualification avant chaque Grand Prix, Michael Schumacher aura domé à Spa une leçon à celui qui peut maintenant prétendre lui succéder dans trois courses. « Depuis le drame d'Imola en 1994, ma vision du plaisir de conduire a complètement changé, disait-il à La Libre Belgique. Nous avons créé une association de pilotes pour traiter de ces choses-là. Jacques n'en fait pas partie, je respecte son choix, mais je crois qu'il ne serait pas bon d'oublier trop vite ce qui s'est passé ce funeste 1^{er} mai pour le simple plaisir de conduire. »

Christophe de Chenay

La Française Béatrice Hess athlète la plus titrée des Jeux paralympiques

LE PRÉSIDENT du Comité paralympique international (CPI), Robert Steinward, a officiellement proclamé, dimanche 25 août, la fin des dixièmes Jeux paralympiques d'Atlanta. La traditionnelle cérémonie de clôture, organisée au stade olympique en présence de 50 000 spectateurs et de la majorité des 3 500 athlètes, a été marquée par l'absence de la délégation suisse, qui tenait à protester, selon un communiqué de son responsable Peter Wehrli, « contre la mauvaise organisation qui a prévalu pendant toute la durée des Jeux ».

Lors de la dernière journée d'épreuves dans le bassin du Georgia Tech Aquatic Center, la Française Ludivine Loiseux et les Danois Peter Andersen et Emil Brondum ont battu le record du monde du 50 m nage libre dans leur catégorie. Six fois médaillée d'or à Atlanta, Béatrice Hess n'a pas réussi à obtenir sa septième médaille, le relais français 4 x 50 m quatre nages ayant été disqualifié après sa victoire. La nageuse française reste néanmoins l'athlète la plus titrée de ces Jeux paralympiques.

En athlétisme, l'Américain Tony Voipentest a ajouté une seconde médaille d'or à son palmarès en emportant le 200 m dans sa catégorie. L'athlète handicapé le plus rapide au monde, le Nigérian Afolade Adeoye, a lui aussi réalisé le double 100-200 m. Enfin, la Française Claude Isorant a également remporté sa seconde médaille d'or sur 200 m (fauteuil).

Avec 157 médailles (46 d'or, 46 d'argent et 65 de bronze), les athlètes américains ont terminé à la première place du palmarès des pays les plus récompensés, devant l'Australie (106 médailles, dont 42 en or) et l'Allemagne (149 médailles, dont 40 d'or). La France, qui s'était fixée pour objectif de se maintenir à sa quatrième place des Jeux paralympiques de Barcelone, n'a pu terminer qu'au sixième rang, avec 95 médailles (35 d'or, 29 d'argent et 31 de bronze), derrière la Grande-Bretagne et l'Espagne.

DÉPÊCHES

NATATION : le nageur russe Alexandre Popov a été hospitalisé, samedi 24 août dans une clinique de Moscou, à la suite d'une agression dans les rues de la ville. Blessé à coups de couteau au ventre, à un poulmon et aux reins par une bande qui en voulait vraisemblablement à son blouson, le champion a dû subir une longue intervention chirurgicale. Son état est jugé « sérieux mais stable ». Double champion olympique sur 50 m et 100 m à Barcelone et à Atlanta, Popov est le premier nageur à avoir conservé son titre sur 100 m depuis Johnny Weismuller entre 1924 et 1928. - (AFP)

VOILE : l'Américain Steve Fossett a établi un nouveau record de la traversée du Pacifique en solitaire. Parti le 4 août de Yokohama à bord d'un trimaran, il est arrivé, samedi 24 août, à San Francisco. En parcourant les 7 240 km qui séparent les deux villes en 20 jours 12 heures 53 minutes, il a amélioré le précédent record de plus de trois jours. - (AFP)

DOPAGE : six pays ont décidé de mettre au point un système commun de contrôle antidopage dont les grandes lignes ont été présentées, dimanche 25 août, à la conférence Euro Sport 96, qui se tenait à Aalborg (Danemark). Ce sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, la France, la Norvège et la Grande-Bretagne. Le nouveau système pourrait être opérationnel au printemps 1997. - (AFP)

ATHLÉTISME : les Français ont été décevants aux championnats du monde juniors qui se sont achevés, dimanche 26 août à Sydney (Australie). Ils n'ont pu confirmer leurs performances des championnats d'Europe en 1995, terminant à la seizième place, avec seulement trois médailles. La seule médaille d'or de l'équipe de France a été obtenue par Sylviane Félix sur le 200 m féminin. - (AFP)

L'équipe de France apprécie le retour au bercail de « la » Longo

La championne olympique termine à la troisième place du Tour féminin

C'EST à la manière des champions olympiques, drapeau national en main, que la cycliste italienne Fabiana Luperini a couronné son deuxième triomphe consécutif dans le Tour féminin, dimanche 25 août, sur le vélodrome Jacques-Anquetil, à Paris.

La principale rivale, celle qu'elle désigne d'un adjectif « la Longo », venait alors de s'écarter de l'anneau de béton, visiblement épuisée par deux semaines de course.

Quelques instants plus tard, la récente lauréate olympique est montée sur la troisième marche du podium avec un tracasse inhabituel. Le regard de la Française, qui, pendant près de vingt ans, a impressionné le peloton par sa détermination, laissait deviner une pointe de mélancolie: sans doute Jeannie Longo, trente-sept ans, savait-elle qu'elle vivait sa dernière heure avec la caravane du Tour de France cycliste féminin. « C'est fatigant, le sport de haut niveau », confiait-elle la veille, après sa deuxième victoire

en contre-la-montre, à Saint-Amand-Montigny (Cher).

Jeannie Longo n'avait pas fait du Tour féminin l'une des priorités de sa saison. A l'inverse de Fabiana Luperini, la Gribouilleuse a axé toute sa préparation sur les courses d'un jour, privilégiant la puissance. « Je savais que je serais juste sur deux semaines », reconnaît-elle. Elle dit avoir surtout concouru pour assurer son statut de vedette, pour faire plaisir à son public. Mais, après trois étapes, la championne du monde revêtait le « maillot or » du leader de l'épreuve. Elle le conservera jusqu'aux étapes alpines, où la petite italienne, surnommée « Pantanina » tant son aisance en montagne rappelle les talents de grimpeur de son compatriote Marco Pantani, la reléguera à plus de huit minutes.

Venue sans illusions sur le Tour féminin 1996, Jeannie Longo le quittera avec quelques regrets, bien partagés. « Je suis déçue pour elle, avoue l'entraîneur national de l'équipe de France féminine sur route, Pascale Ramucci. « C'était un Tour à sa portée, c'est dommage qu'elle ait connu un jour sans dans les Alpes. » « Lorsqu'on est dans une course, on se pique au jeu », reprend

l'autre championne française, Catherine Marsal, qui espérait bien voir sa coéquipière arriver en « or » à Paris. Diminuée par une blessure due à une chute sur les boulevards d'Atlanta, la Lorraine (19^e au classement final) a pris la route du Tour 1996 « au service de Jeannie Longo ».

Deux égoïstes

Les deux éternelles rivales ont ravivé leur rancœur, la Fédération française de cyclisme a (provisoirement ?) oublié les querelles passées et la championne olympique a fi-

nalement été sélectionnée, pour la première fois depuis 1989, dans une équipe de France engagée dans une course par étapes. « Courir aux côtés de Jeannie Longo et de Catherine Marsal dans ce contre-la-montre par équipes était un grand plaisir », se réjouit Jocelyne Mesnil, 15^e de ce Tour féminin. A trente ans, elle aura attendu sa dernière saison pour savourer ce moment et découvrir que les deux vedettes de l'équipe de France avaient quelques traits de caractère en commun: « Elles sont toutes les deux égoïstes, pas avares de leurs efforts. »

Fabiana Luperini, « d'une seule jambe »

A vingt-deux ans, Fabiana Luperini, championne d'Italie et vainqueur des deux dernières éditions du Tour d'Italie, a remporté son deuxième Tour de France féminin, avec plusieurs plaques à la jambe gauche. « J'ai eu plus de mal à gagner que l'an dernier, a-t-elle déclaré après sa victoire. Tour du monde m'attendait cette fois, et j'ai été très gênée par ma chute survenue quelques jours avant le départ. J'ai longtemps traité cette blessure et, sans affaiblir mes adversaires, je peux dire que j'ai gagné d'une seule jambe. »

Vainqueur de trois des quatre étapes de montagne, la petite Toscane (1,56 m pour 39 kg) a bénéficié du soutien efficace d'un fan-club omniprésent pendant les douze jours de course et, surtout, d'une formation en grande forme: outre le classement général, les Italiennes ont remporté six victoires d'étape, le maillot du meilleur grimpeur et le classement par équipes.

Pascale Ramucci, coach des Françaises depuis quatre ans, a également apprécié le retour au bercail de la figure de proue du cyclisme féminin: « La présence de Jeannie a été très bénéfique. Elle a obligé toute l'équipe à être plus rigoureuse, plus professionnelle. Tout le monde s'attendait à un clash entre Longo et Marsal. Cela a eu l'effet inverse, cela a soudé le groupe. » L'intéressée, elle, n'est pas gagnée par l'enthousiasme collectif. « Il ne s'agit pas de retrouver, insiste-t-elle, le cours avec les filles pendant toute l'année. Je n'ai jamais fait l'équipe de France pour une colonie de vacances. »

Après ce détour par les routes de France, « la » Longo a prévu une fin de saison bien remplie. Avant les championnats du monde de Lugano (Suisse), début octobre, son programme devrait la conduire sur le vélodrome de Colorado Springs, aux Etats-Unis, où elle compte se préparer, en solitaire, pour battre le record du monde de l'heure, fin septembre. Mais, après deux semaines d'efforts sur le Tour féminin, elle confesse qu'elle ne se sent « pas mille » pour un nouvel exploit.

Eric Collier

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

Grand Prix de Belgique
1. M. Schumacher (All. Ferrari), les 305,582 km en 1 h 28 min 55 s 125; 2. J. Villeneuve (Can. Williams-Renault), à 5 s 032; 3. M. Häkkinen (Fin. McLaren-Mercedes), à 15 s 707; 4. J. Alou (Fin. Benetton-Renault), à 19 s 125; 5. D. Hill (GB. Williams-Renault), à 20 s 179; 6. G. Berger (Aut. Benetton-Renault), à 20 s 188.
Championnat du monde des pilotes: 1. D. Hill (GB), 61 pts; 2. J. Villeneuve (Can), 60; 3. M. Schumacher (All), 50; 4. J. Alou (Fin), 38; 5. M. Häkkinen (Fin), 23.
Championnat du monde des constructeurs: 1. Williams-Renault, 140 pts; 2. Benetton-Renault, 55; 3. Ferrari, 40; 4. McLaren-Mercedes, 41; 5. Jordan-Pagani, 15.

CYCLISME

Coupe du monde
« Grand Prix de Suisse »
1. A. Fongisto (Bel), 2. M. Dierck (Bel) mt; 3. J. Meunier (Bel) mt; 4. L. Aertsberg (Bel) mt; 5. F. Compegnie (Bel) mt.
Championnat de la Coupe du monde: 1. J. Meunier (Bel), 102 pts; 2. A. Fongisto (Bel), 102; 3. M. Dierck (Bel), 100; 4. S. Zanni (Bel), 88; 5. L. Aertsberg (Bel), 81.

Tour de France féminin
1^{re} étape
Sète-Amand - Montreuil (27,20 km) (contre-la-montre)
1. J. Longo-Oplini (Fra), 2. Z. Zibon (Fra), à 3 s; 3. H. Ruyssenaert (Bel), à 57 s; 4. A. Cappeblanc (Bel), à 59 s; 5. A. Dierck (Bel), à 1 m 42 s.
2^e étape (contre-la-montre)
Montreuil-Les-Lys - Paris (14,5 km)
1. R. Boscron (Bel), 2. H. Ruyssenaert (Bel) mt; 3. S. Zibon (Fra), à 24 s; 4. J. Yvan (Fra), à 24 s; 5. D. Marnet (Fra), à 24 s.
Championnat final: 1. F. Luperini (Ita); 2. H. Ruyssenaert (Bel), à 5 min 20 s; 3. J. Longo-Oplini (Fra), à 5 min 20 s; 4. J. Poffel (Bel), à 9 min 50 s; 5. A. Cappeblanc (Bel), à 9 min 50 s.
Championnats d'Europe de VTT (cross-country)
« Masculins »
1. C. Dapigny (Fra), 2 h 28 min 22 s; 2. H. Peltzer (Bel), 2 h 22 min 35 s; 3. C. Bismard (Fra), 2 h 28 min 38 s.
« Femmes »
1. A. C. Chausson (Fra), 4 min 18 s 05; 2. H. Le Car (Fra), 4 min 41 s 01; 3. M. Cordeiro (Esp), 4 min 50 s 45; 4. S. Jorret (Fra), 4 min 51 s 30.

FOOTBALL
Championnat de France (D2)
(Quatrième journée)
Guingamp - Red Star 14
Le Mans - Arles 20
Toulouse - Valenciennes 20
Bordeaux - St-Etienne 0-0
Lorient - Lens 2-0
Metz - Troyes 2-2
Paris - Sochaux 0-0
Toulon - Lorient 0-0
Nantes - Marseille 3-0
Lyon - Auxerre 3-0
Strasbourg - Metz 1-1
Clermont - St-Etienne 1-1
Amiens - Valenciennes 1-1
Nîmes - Montpellier 1-1
Rennes - Lorient 1-1
Brest - Metz 1-1
Clermont - St-Etienne 1-1
Amiens - Valenciennes 1-1
Nîmes - Montpellier 1-1
Rennes - Lorient 1-1
Brest - Metz 1-1

Championnat d'Allemagne (Troisième journée)
Frankfurt - Werder 0-4
St Paul - Schalke 0-1
Borussia - Gladbach 1-0
Münster - Schalke 1-0
Hamburg - Bayern 1-0
Duisburg - Cologne 1-0
Main 05 - Dortmund 1-0
Leverkusen - Bayern 0-1
Duisburg - Bayern 0-1
Championnat: 1. Cologne, 9 pts; 2. Bayern Munich, 7; 3. Stuttgart, 4; 4. Dortmund, 3; 5. Hambourg, 3; 6. Le-

verkusen, 3; 7. Bochum, 3; 8. Nürnberg, 3; 9. St Paul, 3; 10. Mainz 05, 3; 11. Paderborn, 3; 12. Düsseldorf, 3; 13. Frankfurt, 2; 14. Gladbach, 2; 15. Mönchengladbach, 2; 16. Schalke 04, 2; 17. Bielefeld, 1; 18. Duisburg, 0.
Championnat d'Angleterre (Troisième journée)
Aston Villa - Derby County 2-0
Chelsea - Coventry 2-0
Leicester - Arsenal 0-0
Liverpool - Sunderland 0-0
Newcastle - Bradford City 1-0
Sheff Wed - Millwall 1-1
Tottenham - Everton 0-0
West Ham - Southampton 1-1
Manchester United - Blackburn 1-1
Luton - Wigan 0-0
Championnat: 1. Sheffield Wednesday, 9 pts; 2. Chelsea, 7; 3. Arsenal, 6; 4. Aston Villa, 6; 5. Manchester United, 5; 6. Blackburn, 5; 7. Liverpool, 5; 8. Everton, 5; 9. Tottenham, 5; 10. Southampton, 4; 11. West Ham, 4; 12. Leicester, 4; 13. Newcastle, 3; 14. Middlesbrough, 2; 15. Derby, 2; 16. Luton, 1; 17. Southampton, 1; 18. Sheffield, 1; 19. Coventry, 1; 20. Wigan, 0.

Open de Suède
« Femmes »
1. A. Sorenstam (Sué), 20; 2. A. Nielsen (GB), 19; 3. J. Lacey (GB), 18.
HARLEY A KIN
Super League européenne
Pala-Saint-Germain - Bedford Blue 14-07
SKI NAUTIQUE
Championnat d'Europe (Figures)
« Masculins »
1. R. Mott (Fin), 11 400 pts; 2. M. Lohwasser (Fra), 11 400; 3. G. Dufour (Bel), 9 300.
TENNIS
Tournoi de Toronto
« Simple messieurs »
David Graham: 1. Woodbridge (Aus), 2. M. Rios (Chi), 3. 6-0, 6-3; 4. W. Ferreira (Br), 6-3, 6-2; 5. T. Motta (Br), 6-3, 6-2.
« Simple dames »
David Graham: 1. Sanchez (Esp), 1^{er} 6-1, 2. J. Novina (Rch), 1^{er} 6-3, 6-3; 3. K. Doh (Jap), 6-4, 6-3; 4. C. Mack (Mex), 6-2, 6-2, 7-6.
« Double messieurs »
David Graham: 1. Sanchez (Esp), 1^{er} 6-1, 2. J. Novina (Rch), 1^{er} 6-3, 6-3; 3. K. Doh (Jap), 6-4, 6-3; 4. C. Mack (Mex), 6-2, 6-2, 7-6.

THÉÂTRE Grâce à la Fondation Agir contre l'exclusion puis avec l'aide du ministère de la culture, Guy Bedos a voulu, au printemps de 1994, réaliser un spectacle avec des

acteurs amateurs issus des quartiers sensibles de Vaulx-en-Velin, dans la banlieue de Lyon. ● AINSI est né « Quartier libre », une aventure de théâtre puis un premier spectacle

présenté en tournée dans toute la France qui rassemblait à ses débuts, drôle, provocant, d'une totale liberté de ton. ● DEPUIS deux ans, la troupe ne s'est pas déunie,

trois nouveaux interprètes s'étant joints à elle pour imaginer un nouveau spectacle qui sera créé au Théâtre national de Chaillot le 19 septembre. Les douze acteurs

joueront seize textes écrits par eux, leur metteur en scène Didier Vignali ou Guy Bedos lui-même, après trois mois de répétition dans une petite salle de cinéma.

Douze banlieusards usent d'un « droit de réponse » humoristique

A Vaulx-en-Velin des acteurs répètent sous la conduite de Guy Bedos et Didier Vignali leur deuxième spectacle, « Quartier libre 2 », seize sketches qui mettent en scène leur quotidien, celui de jeunes citadins issus de l'immigration

VAULX-EN-VELIN

Depuis qu'il s'est engagé dans la création de « Quartier libre », une aventure théâtrale née à Vaulx-en-Velin, dont le moment saillant fut la tournée dans toute la France du spectacle du même nom entre décembre 1994 et décembre 1995, Guy Bedos dit de lui-même qu'il est devenu « la madone des TGV ». Situation enviable qui implique des droits – comme celui d'omettre de composer son billet sans que le contrôleur se fâche – et des devoirs – comme celui d'attendre, ce matin-là sur le quai de la gare de Lyon, la fin de la bénédiction d'une femme pasteur qui s'est presque jetée sur lui pour lui annoncer la venue de Jésus, notre sauveur et le sien... « Si elle savait comme je suis méchant », lâche-t-il dans un soupir avant de gagner sa place dans la voiture 3. « Méchant, pas tout à fait, agnostique plutôt », ajoute-t-il en s'attaquant à son premier paquet de cigarettes de la journée. Une journée qui doit le conduire à Vaulx-en-Velin, et plus précisément au cinéma « Les Amphis » où répètent les jeunes acteurs du deuxième épisode de Quartier libre.

Vaulx-en-Velin. Le cinéma jouxte La Graphène, ses barres pas vraiment laides, ni très hautes, ses coups de blues incendiaires et ses enfants perdus : à quelques pas de la salle de répétition, l'immeuble où a grandi Khaled Kellal. « L'officier Kellal fut pour nous une dégradation intime, se souvient Guy Bedos. Son ombre plane sur notre nouveau spectacle, qui devrait gagner en force, en émotion, en gravité, ce qu'il aura peut-être perdu en drôlerie depuis le premier. Quand j'ai lu l'entretien de Kellal avec le sociologue allemand dans Le Monde, j'ai été encore plus bouleversé. Et je n'ai pu m'empêcher de penser qu'il aurait pu être avec nous, dans la troupe. »

■ **NOTRE RELIGION, LE SPECTACLE** ■ Dans la salle elle-même, ils devraient être douze, douze acteurs-apprentis dont la plupart étaient là dès le début de Quartier libre et auxquels sont venus s'ajouter trois nouveaux interprètes. Ils ne sont finalement que neuf, rescapés de huit jours de congés après un mois et demi de travail. Trois ne sont pas au rendez-vous, sans plus d'explication, ce qui a le don d'agacer Guy Bedos qu'un homme jeune, sympathique, Didier Vignali, s'assale à apaiser. Lui est le metteur en scène

de Quartier libre (1 et 2), homme de théâtre lyonnais séduit par la difficulté : rendre la parole à une dizaine de jeunes gens de Vaulx, leur permettre, comme le dit Guy Bedos, d'exercer « leur droit de réponse ». « Notre démarche est religieuse, explique l'humoriste, qu'on n'attendait pas si grave. Il s'agit de retrouver la force de la parole, la force de l'expression. Si je crois beaucoup au rire, à une certaine forme de plaisir, je crois beaucoup au caractère politique du théâtre. Quand j'ai joué Arturo Ui à Chaillot, je me suis aperçu que j'étais brechtien sans le savoir. Le rire n'est pas suffisant. Il y faut l'engagement. On a du mal à dire, à exprimer les choses de la vie. Même si l'on parle beaucoup, on est quand même des autistes. Il n'y a qu'au théâtre, au cinéma quelquefois, qu'on peut aller au bout de ses phrases. »

Lui dont on sait les emportements, cette incroyable capacité, en scène comme à la ville, à hausser le ton, à pousser l'une de ces beuglantes qui, souvent, frappent juste, a dû, à Vaulx-en-Velin, apprendre à écouter et à prendre des gants. Car on ne crée pas à la hussarde une troupe d'acteurs issus d'un quartier contre l'exclusion, dirigée par Mar-

tine Aubry, qui a la première commencé de travailler à Vaulx-en-Velin. L'ancien ministre et Guy Bedos se sont rencontrés il y a trois ans et l'acteur n'a pas mérogé : « Si je peux faire quelque chose pour vous, je le ferai. » Or Guy Bedos ne sait rien faire d'autre que des spectacles, et c'est un spectacle qu'il allait faire bientôt avec des acteurs amateurs bien décidés à ne pas le rester. Djellila, Ouahid, Hayet, Véronique, Jacki, Gregory, d'autres encore, choisis par Didier Vignali avec l'aide d'associations et de services sociaux de la ville, seraient du voyage, mais, at-

tention, ils prendraient toute leur place dans la conception du spectacle : « C'est fini l'école, on ne va pas jouer comme du Molière ! » Non, ils préfèrent raconter leurs histoires, leur histoire, écrire eux-mêmes leurs textes et, éventuellement, en jouer deux ou trois de Guy Bedos, mais pas plus.

« Présentez, armes ! », « Strip-tease » et « La Quête » ont donc été écrits par Bedos, après avoir travaillé avec eux. Trois textes du premier spectacle ont été conservés : « Air Pasqua », « Oh est passé Rachid Arab » et « Plateau-show ». Tous les

Des amateurs en quête de reconnaissance

● **Genève.** Créé en 1994, « Quartier libre » à Vaulx-en-Velin, est devenu l'un des projets culturels de banlieue reconnus ou initiés par le ministère de la culture pour lutter contre l'exclusion dans les quartiers difficiles. Aidé par la Fondation Agir contre l'exclusion et par Viva Productions, il a été lancé par l'acteur Guy Bedos, bénévolement, et le metteur en scène Didier Vignali, et a permis à neuf personnes en situation précaire de devenir les interprètes d'un spectacle présenté de 1994 à 1995

dans de nombreuses villes de France. ● **Argenteuil.** Pour le deuxième spectacle, qui sera présenté à partir du 16 septembre à Chaillot, « Quartier libre » compte désormais douze acteurs payés mensuellement 8 000 francs. Le spectacle a reçu 500 000 francs du ministère de la culture, tandis que la Fondation Agir peine à trouver les 500 000 francs qu'elle avait investis dans la première production ; 300 000 francs de recettes sont escomptés sur les entrées à Chaillot.

« Le marché noir, c'est une affaire qui tourne »

NOUS PUBLIONS ici Le marché noir, un texte écrit par le metteur en scène de Quartier libre, Didier Vignali, pour l'acteur noir Jacki Forestal :

« J'ai regardé la télé, la finale des 100 mètres : que des Noirs ! Huit magnifiques renouls au départ et, bien sûr, c'est un Blanc qui a gagné. Ah ! y'a pas à dire, en sport on est forts, nous, les Noirs. Et je ne veux même pas parler du foot. Ce qui est sûr, c'est qu'on commettrait une grave erreur en nommant Jean-Marie Le Pen sélectionneur de l'équipe de France. On y perdrait beaucoup. En attendant, lui, Le Pen, il a perdu une occasion de fermer sa grande gueule ! Car, en s'attaquant au foot, il a perdu des supporters. D'ailleurs, souvent, c'est les mêmes ! Mais je refuse de m'étendre plus longtemps sur Le Pen, j'ai peur que ça s'attrape !

En aviron, j'ai sûr qu'on pourrait casser la baraque ! Parce que pour ce qui est de ramer, ça, on sait faire ! A la poste, à l'ANPE, aux Assédic, c'est noté quotidien, on rame. Vous imaginez un 8 sans barreur : au départ, huit Noirs mal barés, Walkman sur les oreilles (facile à trouver) et tout d'un coup, pan ! Le coup de feu qui

claque ! Le coup de feu, c'est ça qui les énerve, les Noirs ! Les Arabes aussi d'ailleurs... »

Tenez, prenez le tennis par exemple. Y'a pas de coups d'œil ou très peu et ben y'a pas de Noirs ou d'Arabes ou très peu... Les Noirs et les Arabes y sont bons là où y'a des coups de pétard. L'habitude. Ça tire, poum !, on se casse, on cherche pas à comprendre. C'est pour ça qu'on est bons en course à pied... Mais en même temps, ça m'a interpellé tous ces Blancs dans les tribunes en train de manger du pop-corn qui ont payé leurs places pour regarder des « frères » les divertir. Ça fait drôle, quand même. Vous imaginez l'inverse : que des Blancs au départ avec que des Noirs dans les tribunes en train de manger du pop-corn ! Ça ferait pas sérieux, on se ferait traiter de faibles !

En sport, le Noir ne sert qu'à divertir le Blanc. Le Blanc, lui, il est pas fou, y'a toujours un moment où il lève le pied, et c'est souvent pour botter le cul du Noir. Le Noir, il a tellement perdu que maintenant il veut tout gagner, il veut montrer que c'est lui le plus fort et tant pis s'il doit péter

les plombs pour ça à force de courir, de suer ou de se faire taper dans la gueule si c'est la boxe. Regardez Tyson ! Ça fait peur quand même. Lui, avec toute la thune qu'il se prend pour ses matchs, c'est pas une bête de scène, c'est une bête de somme ! Il va devant les journalistes avant le combat, il lâche deux, trois grognements façon King Kong de mauvaise humeur, personne comprend rien, il monte sur le ring, il en assomme un autre, le plus souvent un Blanc comme lui, tout ça en deux trois minutes vite fait présentations comprises, et puis il s'en va en faisant une prière dans une de ses douze limousines décapotables en or massif. Quand en plus on sait qu'il sort juste de prison pour vol, on se dit que ses adversaires doivent prier pour qu'il continue à préférer les femmes !

Dans les sports populaires, il y a aussi la formule 1. Le jour où ils remplacent les drapeaux par des coups de pétard, les Noirs vont rappliquer. Vous imaginez un pilote noir chez Ferrari et un pilote arabe chez McLaren : les deux en pole position sur la même ligne en train de se regarder, l'air mauvais, pendant qu'ils font vroum-vroum ? Au moment du coup de feu, ils se-

raient tout étonnés que les types aient pas tiré dans les pneus ! C'est comme le cyclisme : pour l'instant il n'y a pas d'hommes de couleur dans les pelotons mais mettez un coup de pistolet au départ des étapes et, hop, ça vous fait un Noir maillot jaune sur les Champs-Élysées, un bouquet de fleurs à la main en train d'embrasser Jacques Chirac et Alain Juppé sous une banderole du Crédit lyonnais.

Et le prix de l'Arc-de-Triomphe, à l'hippodrome d'Auteuil ! Un jockey noir qui gagne la course, avec le proprio du cheval en chapeau claqué devant les caméras... Non, mais là, je délire, y'aura jamais de coup de feu au départ d'une course de chevaux : ça ferait peur aux bêtes ! On va quand même pas risquer la peau d'un cheval pour faire plaisir à un Noir ! A moins que... A moins qu'on mette les chevaux sur le dos des Noirs et que les Noirs acceptent de porter des sabots avec des fers... Ça leur rappellerait le bon temps : la case départ et les grilles d'arrivée avec les Blancs qui les ont dans l'ordre...

Le marché noir, c'est une affaire qui tourne ! (Noir.)

Olivier Schmitt

★ Théâtre national de Chaillot, salle Gémier. Du 19 septembre au 6 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Tél. : 47-27-81-15. 120 F et 150 F.

Les fastes de deux oratorios italiens ont marqué l'ouverture du 30^e Festival de La Chaise-Dieu

LA REPRÉSENTATION DE L'ÂME ET DU CORPS, de Cavallieri. Chœur et orchestre della Cappella musicale di San Petronio di Bologna, Chœur de jeunes filles de Pragne. Direction et mise en scène : Sergio Vartolo. 21 août. LE VESPRO PER LO STELLARIO DELLA BEATA VIRGINE, de Rubino. Studio de musique ancienne Antonio Il Verso et Ensemble Eufonia de Palerme, Rossignols de Pologne, Ensemble vocal et instrumental Elyma, direction Gabriel Garrido. 22 août. PROCHAINS CONCERTS : Le Jugement de Salomon, de Haendel, le 25 à 17 h 30. Casa Dei, de Jacques Chailley et Yves Huchet, le 25 à 20 h 30. La Passion selon saint Matthieu, de Bach, le 26 à 21 heures. Jeanne d'Arc au bûcher, de Honneger, les 27 et 28 à 21 h 30. LA CHAISE-DIEU : abbaye. ORFÈO, de Monteverdi. Direction musicale et mise en scène : Sergio Vartolo, les 27 et 28 août à 21 h 15. LE PUY : théâtre. Le festival dure jusqu'au 1^{er} septembre. Tél. : 71-00-01-16.

Quand il pleut sur La Chaise-Dieu, les forêts environnantes s'assombrissent davantage et la silhouette de l'abbaye auvergnate se fait plus puissante. Pourtant, c'est le

soleil du baroque italien qui a illuminé de ses fastes et de ses séductions l'ouverture du trentième festival. La Représentation de l'âme et du corps, d'Emilio de Cavallieri (1600), est considéré comme le premier oratorio de l'histoire de la musique. Il Vespéro per lo stellario della Beata Virgine, de Bonaventura Rubino (1644), n'avait jamais été joué en France.

La Représentation... est une « dispute » entre le bien et le mal, le salut et la damnation. Elle fut créée

dans les locaux de la congrégation de l'Oratorio, dont le fondateur, Philippe de Néri, pensait que la musique était propre à « exciter les âmes à la contemplation des choses célestes ». Sergio Vartolo, qui s'est fait une spécialité des reconstitutions dramatiques et musicales des opéras et oratorios baroques italiens, avait déjà donné l'œuvre à La Chaise-Dieu. La version 1996, parait-il, assagie, comprend encore son comptant d'imageries pieuses, dont

le maître de chapelle de la basilique San Petronio de Bologne est fidèle. Mais, tout en empruntant avec malice à l'iconographie de la période, elle éclaire les paroles et les situations et donne vie à des « personnages » qui ne sont que des allégories. Et puis Sergio Vartolo n'a pas son pareil pour emballer son monde. Il dirige avec fougue et précision cet ouvrage novateur : La Représentation... est un des barreaux de la basse continue et du style réci-

tatif qui se développeront aux dix-septième et dix-huitième siècles. Sous la houlette de leur chef vibrant, solistes, choristes, instrumentistes ont interprété cette leçon de morale avec le sérieux et la distance amnésés nécessaires. Il Vespéro per lo stellario della Beata Virgine est, à sa manière, tout aussi spectaculaire. De son auteur, Bonaventura Rubino, on sait peu de choses, sinon qu'il vint de Bergame à Palerme en 1643. A cette époque,

les dévotions à la Vierge donnaient lieu à de tels débordements publics que l'inquisition les fit interdire. La partition disparut, puis fut retrouvée dans le clocher d'une église de Malte. Gabriel Garrido, grand spécialiste des musiques baroques de l'empire espagnol, a réinstrumenté les Vêpres, en s'appuyant sur les descriptions d'époque. A La Chaise-Dieu, il a placé les chanteurs par petits groupes dans l'abbaye, comme les douze étoiles de la couronne virgine. Sur le jubé et dans l'abside, deux ensembles instrumentaux se répondaient. Ce dispositif polychoral est grandiose, mais difficile à coordonner. La représentation n'a pas été parfaite : décalages assez fréquents, retour insuffisant, dans la première partie, des cuivres et des vents. Mais les auditeurs ont été sensibles à cette musique. Les mélomanes ont pu apprécier la sûreté des solistes, la qualité d'un quatuor de jeunes garçons polonais, la virtuosité des musiciens palermitains et de l'ensemble Elyma. Juché sur un podium surélevé, dirigeant à 360 degrés, Gabriel Garrido régnait en maître d'œuvre inspiré sur cette architecture microtante. Le corps et l'âme en frissonnaient. Comme si cette musique baroque s'était donné pour but de réconcilier les deux.

A 72 ans, Jacques Monory continue de peindre sa vie

CINÉMA. Villa Tamaris, av. Auguste-Flane, 83500 La Seyne-sur-Mer. Tél. : 94-06-84-00. Jusqu'au 8 septembre.

Mieux vaut rêver sa vie que la vivre, estimait Proust. A soixante-douze ans, Jacques Monory, ne s'est jamais éveillé de ce rêve – un cauchemar peut-être... « J'ai toujours détesté la réalité », avoue le peintre aujourd'hui, dans son atelier d'Arcueil-Cachan. « J'allais au cinéma, voir les films américains, plutôt qu'à l'école... Je n'avais pas envie de faire grand-chose... Braquer des banques, peut-être, mais ce ne doit pas être si facile ! » A sa gouaille de héros de film noir, ce

héros de la figuration narrative – avec Rancillac, Adami, Erro, Arroyo – des années 70 allie un pessimisme chronique. On l'aura compris, Monory n'a guère de sympathie pour notre temps. Ce lui-ci le lui rend bien. Depuis le milieu des années 80, la mode et le marché lui sont plutôt défavorables. On parlerait d'une traversée du désert si toute sa peinture n'était autre chose qu'une odyssée du vide, les tribulations d'un solitaire aux prises avec un monde indifférent, voire hostile.

De toute façon, explique Monory, « Je n'ai jamais rien fait d'autre que de peindre ma propre vie ». Il utilise la toile comme un écran de cinéma, pour raconter ses his-

toires, se mettre en scène. A peu d'exceptions près, ses tableaux sont bleus – « tous mes tableaux, explique-t-il, sont des bouts de pellicule de films noirs plus ou moins trempés dans un bleu monochrome. Peut-être, un jour, je peindrai avec toutes les couleurs. Ce jour-là, j'aurai brisé la séparation entre moi et le monde. » Ce jour n'est pas arrivé. Quand il ne campe pas lui-même un personnage d'assassin, Monory est comme un détective sur les traces de faits divers morbides. Pourtant, ses dernières toiles – une série de 1995 intitulée Cinéma – exposées à La Seyne-sur-Mer montrent un aspect subtil de son travail.

L'artiste, qui fuyait jusque-là

toute réflexion théorique pour ne retenir de la peinture que la spontanéité d'une image immédiate, lisible et efficace, élabore désormais des surfaces disloquées, déconstruites où il cherche moins à raconter des histoires qu'à explorer les limites de la toile. De retour d'Espagne où il a longuement contemplé les Ménines de Vélasquez, le peintre piège le regard dans des espaces complexes : braquant sur lui un revolver, il vient provoquer le visiteur à l'extérieur de la toile, tandis que, dans ses arrières-plans, l'image se creuse en couloirs, souterrains, voies sans issue où il s'amuse à nous perdre.

Cyril Jaton

Pierre Moullier

Fraîcheurs dieppoises

La ville côtière accueille un festival de musique baroque

APRÈS LES CHAUDES JOURNÉES estivales du Midi et d'ailleurs, il fera bon courir à Dieppe prendre le frais. Là, Jean-Louis Charbonnier, violoniste de son état et d'ailleurs professeur de Gérard Depardieu dans le célèbre *Tous les matins du monde*, organise depuis cinq ans un attachant festival. Il n'a pas résisté à glaner quelques restes de la folie Marin Marais en se programmant dans la sublime *Suite d'un goût étranger* (le 25 août), mais fait la part belle à ses amis musiciens. On se passera bien de Miss Kiddy et de son acolyte luthé (le très très fade Anthony Rooley), mais on se précipitera sur la très



pulpeuse (vocalement, s'entend) Guillemette Laurens, qui chante des cantates allemandes en compagnie du Ricercar Consort (le 28 août). Les stagiaires d'un cours spécialisé jouent à l'heure de l'apéro (le 28 août), le violoniste Patrick Bismuth interroge la « vocalité instrumentale » (le 29 août), et tout se termine par un bal Renaissance costumé, en compagnie de l'excellent ensemble Douce Mémoire de Denis Raisin-Dadre (le 31 août).

★ Cinquième Festival de musique ancienne de Dieppe, 63, rue de la Barre, 76200 Dieppe. Jusqu'au 31 août. Tél.: 35-06-11-91.

UNE SOIRÉE À PARIS

Les Solistes de Moscou On se serait bien passé du *Concerto brandebourgeois*, mais le reste du programme est attirant, notamment grâce à la présence des *Lachrymae* de Britten, chef-d'œuvre post-dowlandien, mystérieux et fascinant, pour alto et cordes. Bach: *Concerto brandebourgeois BWV 1051*. Schnittke: *Monologue*. Chostakovitch: *Symphonie de chambre* op. 110. Britten: *Lachrymae*. Yur Bashmet (alto). Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M^{rs} Palais-Royal. 19 h 30, le 26. Tél.: 43-16-48-38. De 100 F à 150 F.

Gnaoua Diffusion Plutôt que de se fêter sur un genre, ce groupe grenoblois prône le métissage musical. Gnaoua Diffusion fait se télescoper reggae, rap et ragga-muffin avec les rythmes gnaouas. Une fusion nouvelle et originale, portant des textes qui évoquent le sort des laissés-pour-compte et stigmatisent traverses ou faux pas de la société. En attendant l'album prévu pour début 1997, cette énergique tribu s'agitte beaucoup sur scène, où elle est très à l'aise. La Guinguette Pinte, 157, quai de la Gare (au pied de la Bibliothèque nationale de France), Paris 13^e. M^{rs} Quart-de-la-Gare. 21 h 30, le 26. Tél.: 44-24-89-89. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BEAUTIFUL THING Film britannique de Pettie MacDonald, avec Linda Henry, Glen Berry, Scott Neal, Ben Daniels (1 h 30). VO: UGC Ciné-clit les Halles, dolby, 1^{er}; UGC Danton, dolby, 6^e; La Balze, dolby, 9^e; Majestic Bastille, 11^e (47-00-02-48; réservation: 40-30-20-10); Escorial, 13^e (47-07-28-04; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue à Montparnasse, dolby, 15^e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

LE BEL ÉTE 1914 Film français de Christian de Chalonge, avec Claude Rich, Maria Fardes, Hippolyte Girardot, Judith Henry, Marianne Jean-Marie, Philippe Torreton (1 h 57). VO: UGC Ciné-clit les Halles, dolby, 1^{er}; UGC Danton, dolby, 6^e; La Balze, dolby, 9^e; Majestic Bastille, 11^e (47-00-02-48; réservation: 40-30-20-10); Escorial, 13^e (47-07-28-04; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue à Montparnasse, dolby, 15^e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

LA CHINOISE de Jean-Luc Godard, avec Anne Wiazemsky, Jean-Pierre L  aud, Juliet Berto. Français, 1967 (1 h 30). Le Saint-Germain-des-Pr  s, Salle G.-de-Baugrenelle, 15^e (42-22-57-23).

LA JETÉE de Chris Marker, avec Hélène Chatalein, Davos Hanich, Jacques Ledoux, Jean N  grol. Français, 1963, noir et blanc (29 min.). 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-53). LA SOIF DU MAL de Chon Welles, avec Charlton Heston, Janet Leigh, Marlene Dietrich, Orson Welles, Joseph Calleja. Américain, 1957, noir et blanc, copie neuve (1 h 50). VO: Action Christine, 6^e (43-29-11-30); Elysées Lincoln, 6^e (43-39-36-14; réservation: 40-30-20-10).

THE SHANGHAI GESTURE de Josef von Sternberg, avec Gene Tierney, Walter Huston, Victor Mature, Ona Munson, Phyllis Love. Américain, 1941, noir et blanc, copie neuve (1 h 45). VO: Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49).

FESTIVALS AKIRA KUROSAWA, HUMANISTE ENQUÊTE (v.o.), Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09). BRANDO, LE REBELLE (v.o.), Le Quai de la Seine, 17^e; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10). VF: Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6^e; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31; réservation: 40-30-20-10); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; UGC Gobellins, dolby, 13^e; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15^e; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

10; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-30-10-96; réservation: 40-30-20-10). LES VOLEURS

Film français d'André T  chin  , avec Catherine Deneuve, Daniel Auteuil, Juliette Riv  re, Laurence Côte, Fabienne Babe (1 h 57). UGC Cin  clit les Halles, dolby, 1^{er}; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83); UGC Montparnasse, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Les Nations, 12^e (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare-Passage, dolby, 8^e (43-67-35-43; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8^e; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11^e (47-00-02-48; réservation: 40-30-20-10); Les Nations, 12^e (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Al  sia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Al  sia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Op  ra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Op  ra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Al  sia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Al  sia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Al  sia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Al  sia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (45-75-79-79); réservation: 40-30-20-10; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 2^e; UGC Danton, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Franç

19

Radio
France-Culture
20.00 Carnets de voyage.
Le Vïe-nam : la douzième
lune de l'année du sanglier (T)
21.00 Mémoires du siècle.
Richard Lenoir, professeur à
l'Université de New York
22.00 Les Chemins
de la connaissance.
(rediff.). Le stoïcisme à

avec Gilbert Amy, compositeur (1).

0.65 Du Jour au lendemain (redif.)
Mauré Pédit (A masque découvert)
0.80 Choeurs d'hommes et de femmes
(1). 1.00 Les Nuits de France
Culture (redif.). Brigitte Fane (3)
1.31, Agorà : Adonis (Singulier); 2.00
Les Clamendins, de Pascal Testa
2.00, Les Nuits de France, ouvertures
4.33, John Updike (Les Sorcières
d'Eastwick); 5.02, Panorama d'
Histoire africaine (3).

France-Musique

20.00 Concert promenade.
Musique de l'Europe du Nord.
Concert donné en direct du
Royal Albert Hall, à Londres,
par le Chœur symphonique, le
Chœur national et l'Orchestre
national de la BBC (Pays de
Galles), dir. Richard Hickox :
Elías, de Mendelssohn; Bryn
Terfel (Elías), Joyce Watson.

RTBF1

RTL 9
20.30 Hold-up en japonais. Film de James Signorelli (1982, 100 min). Avec Rodney Dornoffield. *Comédie.*
22.30 Les Chantons en délire. Film d'Alain Samnier (1979, 85 min). Avec Les Chantons et Henri Guybet. *Comédie.*
23.35 1984-achat. 28.50 Nouveaux à Moore-Carlo. Film de

TSR
20.05 *La Femme*. Film de Sydney Pollack (1993, 165 min).
Avec Tom Cruise. Suspense.

Radio

Canal +

► En clair jusqu'à 13.30
12.30 Flash d'information.
12.35 Les Déeses rouges,
femmes de Russie
(50 min.) 3120404

13.30 Souzanne (10)
Film de Tawashi Kizano
1985, 90 min.) 391757

► 13.25 Noir comme le
sourdrien 黒い雨
Film de J.-M. Moussy
(1985, 89 min.) 057178

14.50 Ténis. U.S. Open
17.40 Les Exploités
d'Arlette Lupin.
18.05 Montmartre.
En clair jusqu'à 20.30
16.35 Mimos et Cortez.
19.00 Mollie part ailleurs.
19.55 Flash d'information.

20.00

FOOTBALL
En direct. Match amical de la 4^e journée de D1 : Auxerre - Mantesville ; 20.30, coup d'envoi (150 mb). T787404

Les champions de France reprennent des Phocéens très motivés pour leur retour en première division.

22.35 Flash d'information.

22.35

FUGUEUSES ■
Film de Madeline Tinsignant avec
Marie Trépoignant, Jérôme Jacob
(1995, 55 min). **230000**

Dans le train Paris-Lisbonne,
une femme, qui a tué son
amant par accident, rencontre
un homme. L'intrigue, très
complexe, demande beaucoup
d'attention et la mise en scène
multiplie les variations sur
l'espace-temps et sur les
fantômes.

0.05 Télévid.

En direct. Dernière
journée de FUS Open
Flushing Meadow (413 min).

20.30 Krull. Film de Peter Yates (1983, 120 min). Avec Ken Marshall. Embustieres

22.30 Le Maître du monde. Film de William Wyler (1961, 95 min). Avec Vincent Price. *Aventures.*
8.29 Fatales d'amour. Film de Gilles Béhat (1981, 93 min). Avec Richard Berry. *Comédie dramatique.*

TMC

20.35 Le Chevalier de Mompeloup. Film de Maurice Bolognini (1966, 95 min). Avec Catherine Spaak. *Aventures.*

RECOMMENDATIONS.

Jacques Chirac et Alain Juppé affichent leur entente et leur cohésion

A Brégançon, le président de la République et le premier ministre ont passé un week-end de travail

LA MÊME photographie figure dans tous les quotidiens du lundi 26 août. On y voit le président de la République et son premier ministre, côte à côte, assis dans des fauteuils de jardin installés sur une terrasse. La scène se déroule au fort de Brégançon (Var). Jacques Chirac, la mine sérieuse, fait un geste avec la main gauche comme pour indiquer un chemin à suivre; Alain Juppé, qui retient un petit sourire, porte, lui, sa main gauche devant sa bouche. L'un est dynamique; l'autre attentif. La séance de prise de vues terminée, on a cru entendre M. Juppé déclarer, ironiquement, que les photographes allaient être « reconduits à la frontière avec fermeté et humanité ». Allusion au dénouement de l'occupation de l'église Saint-Bernard par les sans-papiers, une affaire sur laquelle M. Chirac a affirmé qu'il n'avait « jamais eu la moindre divergence de vue avec le premier ministre ».

A la quinzaine de journalistes reçus par les deux hommes, pour un point de presse informel « sans micro ni caméra », dimanche 25 août, au terme d'un week-end de travail, ils sont apparus décontractés; pantalons de toile verte et chemisette jaune pour M. Chirac, veston beige et polo bleu pour M. Juppé. Sur le plan de la communication, le message officiel de Brégançon tient dans cette photo: l'entente et la cohésion sont parfaites au sommet de l'Etat. Ceux qui croient, espèrent ou pronostiquent un divorce en sont pour leurs frais. « Alain Juppé et moi travaillons ensemble depuis très longtemps et je suis sûr de fait persuadé que nous continuerons ensemble pendant très longtemps », a confié le président. MM. Chirac et

Juppé ont ajouté, dans leurs propos, la fermeté sur le dossier de l'immigration (lire page 6) et la détermination dans le domaine économique. Pas question de modifier le cap!

Alors que nombre de syndicalistes promettent une rentrée mouvementée, l'exécutif veut se montrer serein. « Je ne sais pas si la rentrée sera chaude ou pas chaude. C'est le problème du gouvernement. Il est de la responsabilité du gouver-

Nous n'avions pas compris qu'il n'y avait pas d'emploi sans croissance et pas de croissance sans des finances publiques saines ».

« DEUX POINTS FORTS »

Le chef du gouvernement a souligné que les « deux points forts » de son action, figurant dans le prochain budget, se rapportent à la marche vers la monnaie unique européenne et aux allègements fiscaux promis aux contribuables.

Les Français pessimistes pour la rentrée

La rentrée sera difficile pour le gouvernement. Trois Français sur quatre en sont convaincus, selon les résultats du sondage publié lundi 26 août par le Parisien et réalisé par l'Institut CSA auprès d'un échantillon, composé selon la méthode des quotas, de 1 005 personnes interrogées les 20 et 21 août. Pour 78 % des sondés, la rentrée sera « plutôt difficile » pour le gouvernement. 15 % estiment qu'elle sera « plutôt facile », 54 % des personnes interrogées s'avouent pessimistes, contre 43 % d'optimistes.

Seul point positif pour l'exécutif, dans le baromètre IFOP-Journal du Dimanche publié le 25 août, les cotes de popularité du président Jacques Chirac et du premier ministre Alain Juppé gagnent respectivement trois points et un point, entraînés par une remontée des bonnes opinions à droite, sans doute imputable à l'affaire des sans-papiers. 38 % des 936 personnes interrogées jeudi 22 et vendredi 23 août se déclarent satisfaites de M. Chirac (35 % en juillet) et 31 % de M. Juppé (30 % en juillet).

nement de maîtriser la situation, mais certainement pas de changer d'objectif », a martelé M. Chirac, au sujet de la réduction des déficits. « On a, je crois, passé le plus difficile et maintenant on arrive à des situations moins difficiles à gérer, à condition qu'on poursuive les réformes et les adaptations nécessaires », a-t-il ajouté. « Pourquoi avons-nous plus de chômage que nos voisins? s'est demandé le président. Parce que nous avons mal géré nos affaires.

« Nous tiendrons nos engagements européens, non pas pour le plaisir mais parce que c'est l'intérêt de la France et des Français », a-t-il dit. « Ensuite, la baisse de l'impôt sur le revenu sera effective dès 1997 et se poursuivra sur cinq ans. Elle concernera plus particulièrement les familles car il est important de leur donner les moyens d'une stabilité accrue ». A propos des déficits et des critères du traité de Maastricht, M. Chirac a déclaré qu'ils n'étaient

« que des critères de bon sens », comme « des glissières de sécurité sur les routes de montagne ». M. Juppé a saisi l'occasion pour émettre une accélération du calendrier de la monnaie unique: « Tenons le calendrier tel qu'il est prévu par le traité ». Cette accélération a été souhaitée, notamment, par le président de l'UDEF, François Léotard.

M. Juppé a indiqué que le projet de loi de finances pour 1997 et celui sur le financement de la Sécurité sociale « une première » - seront rendus publics « aux alentours du 10 septembre ». « Il reste quelques réglages » à effectuer dans la semaine à venir, a-t-il précisé. Les deux projets de loi doivent être examinés en conseil des ministres, le 18 septembre.

Détailant l'action du gouvernement depuis mai 1995, M. Chirac a assuré que M. Juppé avait déjà conduit deux phases: une première, « douloureuse », de remise en ordre des finances par une augmentation des impôts, une deuxième étape, de stabilisation des déficits, par une réduction des dépenses. « Nous entrons dans une troisième phase, marquée par le maintien d'une stricte gestion des dépenses et le début d'une diminution des prélèvements obligatoires » dès 1997, a affirmé le chef de l'Etat. « La quatrième phase verra la poursuite de la réduction des prélèvements et du sérieux dans les dépenses » ainsi que « l'amélioration des conditions de vie des Français, en commençant par les plus modestes ». Le président a conclu qu'avec une telle politique, « on se heurte à tous les conservatismes ».

Olivier Biffaud

Les céréaliers de la Beauce soutiennent les éleveurs

La marche de protestation se poursuit vers Paris

BONNEVAL ET CHARTRES

de notre envoyé spécial

Etape par étape, les vaches parties le 11 août de Chartres, dans le sud de la Vienne, approchent de la capitale. Deux semaines après leur départ, elles sont finalement fait leur entrée dans les terres céréalières de la Beauce, saluées de part et d'autre de la route nationale 10, par des curieux pleins de sympathie. « C'est amusant, et puis il faut les soutenir », confie un retraité de Bonneval, où la manifestation des éleveurs s'est arrêtée samedi 24 août.

Soutenu par la Confédération paysanne, le Modet et la Coordination rurale de leur département, le petit groupe d'éleveurs de la Vienne a été rejoint en route par des représentants de la Sarthe, des Deux-Sèvres, de Vendée et du Maine-et-Loire.

L'initiative un peu insensée de cette bande de copains de Chartres (Le Monde du 15 août), très bien relayée par les journaux des régions traversées, commence à intéresser la puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), fortement majoritaire dans le « grenier à blé » de la France.

Officiellement, la manifestation est « sans étiquette syndicale », les éleveurs y tiennent. Sur leur passage cependant, les représentants des différentes organisations professionnelles se succèdent au coin de l'œil et, en coulisse, font valoir leurs différences.

Alex Thibault, un céréalier, porte-parole de la Confédération paysanne d'Eure-et-Loir, insiste sur la différence entre « l'élevage et la production industrielle de viande », différence que la FNSEA ne défend pas assez vigoureusement à ses yeux. « On veut nous li-guider », affirme Eugène Baratte, président de la Coordination rurale d'Ille-et-Vilaine.

L'abondant pique-nique offert, dans sa ferme de la Jacoterie, par une pittoresque productrice de lait de Bonneval, Suzanne Alauzet, réconcilie tout le monde. Par-dessus tout, il s'agit de montrer qu'éleveurs et céréaliers soutiennent d'une même voix les re-

vendications des producteurs de viande bovine, qui rappellent, sur les panneaux de leurs tracteurs, qu'ils marchent « pour ne pas crever ». Ces dernières années, les céréaliers ont mieux profité que les éleveurs des subventions européennes, qui pourraient être redistribuées en faveur des seconds pour les aider à surmonter la crise de la « vache folle ». « Dénigrer Paul pour habiller Pierre ne résoudra rien. Eleveurs et céréaliers ont les mêmes intérêts », affirme M. Thibault.

« DE VRAIS GENS »

A Chartres, dimanche, Ségoïène Royal, qui avait rejoint, bâton de noisetier à la main, le convoi conduit ce jour-là par les femmes d'éleveurs, a d'ailleurs été prise à partie par quelques syndicalistes locaux, accusées de « monter des éleveurs et céréaliers les uns contre les autres ».

Les vachers de Chartres ont moins apprécié leur halte sur le parvis de la cathédrale, investi pour l'occasion par des élus locaux soucieux de leur image, que dans les petits villages.

« On est passé par là parce que la ligne droite jusqu'à Paris traversait Chartres, mais je ne suis pas à l'aise. Dans les petits villages, on a pu discuter avec de vrais gens », explique Pierre Grolleau, mar- cheur de la première heure, à Georges Lemoine, maire (divers gauche) de Chartres.

Les éleveurs seront à Paris samedi 31 août. « On va voir Chirac, pas Juppé ni Vassour », précise Philippe Paradot, un des initiateurs de cette marche, misant sur la « sensibilité personnelle » du président de la République, réputé « aimer les vaches ». Ils ne savent pas encore si le succès d'estime qu'ils ont rencontré en chemin leur vaudra un rendez-vous à l'Élysée. Au-delà d'une aide financière d'urgence, ils réclament surtout que le consommateur puisse distinguer, quand il achète de la viande, les bêtes nourries à l'herbe dans les prairies, de celles « poussées » aux hormones.

Pascale Sauvage

La Bourse de Paris stable

LA BOURSE DE PARIS a entamé la séance du lundi 26 août sur une petite baisse de 0,11 % dans un marché calme. Après s'être repris en cours de matinée, l'indice CAC 40 cédait à nouveau un petit peu de terrain en milieu de journée et perdait 0,04 % à 2 020,07 points. Sur le Matif (le marché à terme des obligations françaises), le contrat sur les bons du Trésor à 10 ans cédait 0,24 % à 123,28.

La Bourse de Tokyo a fini pour sa part en recul sensible de 1,63 % lundi. L'indice Nikkei a perdu 345,06 points à 20 883,74 points passant sous le seuil des 21 000 points. Les inquiétudes en matière de taux d'intérêt ont une nouvelle fois pesé sur le marché après la hausse du rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans américain à 6,93 % vendredi, son plus haut niveau depuis le 31 juillet.

La Bourse a également soutenu de

la poursuite de la baisse du dollar face au yen à 107,84 yens lundi contre 108,12 yens vendredi soit à New York. Le billet vert se repliait également face au franc à 5,0504 contre 5,0750 vendredi et face au mark à 1,4777 contre 1,4870 vendredi. Enfin, le deutschemark gagnait quelques fractions face au franc lundi à 3,4178 contre 3,4130 vendredi.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	26/08 Titres	Capitalisation en Kf
Roussel Uclaf	3825	44691204
BF Aquitaine	11125	4264525830
Carrefour	1064	3694766
L'Oréal	13313	23238847
LMH Motif Vuitton	14075	18156548
Peche	12457	17661225
Carat	14260	17012902
Rhone-Poulenc A	126515	1891410710
Alcatel Alsthom	52705	1317682240
Total	35949	1274444510

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BOF 2508	% 2508	Achats	Ventes
Allemagne (100 dm)	341,3100	-0,17	330	1954
Belgique (100 B)	6,4295	+0,09	—	—
Canada (100 C)	1,6570	+0,22	4,8000	—
France (100 F)	16,5740	+0,19	16,0900	12,1300
Grande-Bretagne (100 £)	804,4900	+0,26	—	—
Italie (1000 Lit)	3,3470	+0,09	5,1000	3,4000
Danemark (100 kr)	88,3400	+0,15	85	99
Irlande (100 Ir)	8,1955	+0,17	7,8000	8,5500
Grande-Bretagne (1 £)	7,8905	+0,13	7,4500	8,3000
Grèce (100 dr)	2,1385	+0,09	1,9000	2,4000
Suède (100 kr)	76,8900	+0,12	71	81
Suisse (100 F)	421,5400	+0,05	407	431
Norvège (100 kr)	78,3000	+0,19	74	80
Autriche (100 Sch)	48,3990	+0,18	47,0500	50,1500
Espagne (100 pes)	4,8400	+0,06	3,7500	4,5900
Portugal (100 esc)	3,3900	+0,15	2,9700	3,6700
Canada 1 dollar ca	3,7067	+0,13	3,4000	4
Japon (100 yens)	4,6802	-0,13	4,4800	4,8800

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 26 août, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 21228,80 -0,63 +5,31

Hong Kong index 11424,30 -0,47 +14,32

Tokyo Nikkei sur 3 mois

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

20889

Nouveaux attentats en Corse contre des édifices publics

DEUX ATTENTATS ont été perpétrés lundi 26 août en Haute-Corse, visant, une fois de plus, des édifices publics. La première charge a explosé à 2 h 30 au centre administratif de Saint-Florent, un petit port situé à 22 km de Bastia, sur la côte ouest de l'île, causant des dégâts matériels moyens. Deux heures plus tard, une seconde charge a soulevé les vitres de la chambre régionale des comptes à Bastia.

Un autre attentat par explosif avait été perpétré, dimanche 25 août au matin, contre la mairie annexe de Pignone di Fiumorbu (commune de Mortu), sur la côte orientale de l'île. Ces trois attentats, non revendiqués, n'ont pas fait de victimes.

Une élection cantonale partielle

CORREZE

Cantons de Saint-Privat (1^{er} tour).

L, 3 333 ; V, 2 824 ; A, 15,39 % ; E, 2 737.

Jean-Bazille Sallard, c.s., PS, 1 083 (39,57 %) ; Pierre Lassaune, div., 247

(9,02 %) ; François Ducreux, FN, 53 (1,94 %) ; Daniel Bastié, PC, 84

(3,07 %) ; Jean-Pierre Bechier, RPR, 1 270 (46,40 %).

Jean-Bazille Sallard (PS) avait été élu le 27 mars 1994, devantant de 20 voix le conseiller gé-

néral sortant Jean-Pierre Bechier (RPR), premier adjoint au maire du XII^e arrondissement de Paris.

Au bout de deux ans de prodigieux, l'annulation de l'élection du socialiste était confirmée le

12 juillet par le Conseil d'Etat. A l'issue de ce premier tour, M. Sallard est en ballottage favorable.

Daniel Bastié (PC) et Pierre Lassaune (div.) ayant appelé leurs électeurs à reporter leurs voix, au

second tour, sur le conseiller sortant. Il finira toutefois, dans ce deuxième tour, sans compter du

nombre important d'abstentions.

20 mars 1994 : L, 3 608 ; V, 2 898 ; A, 19,67 % ; E, 2 754 ; Jean-Pierre Bechier, RPR, 1 290

(46,84 %) ; Jean-Bazille Sallard, PS, 1 199 (43,33 %) ; Daniel Bastié, PC, 222 (7,89 %) ; Claude De-

gallan, FN, 53 (1,92 %).

DÉPÊCHES

■ FRONT NATIONAL : Bernard Serron, député RPR de l'Hérault, ap-

porte, dans une lettre datée du 23 août, son soutien au collectif Grand

Motais anti-FN dans son action de protestation contre l'accueil accordé

par le maire de la Grande-Motte, Serge Durand (div. d.), à l'Université

d'été du Front national, du 26 au 31 août. Selon M. Serron, « le FN, après

les villes prises en main aux municipales de juin 1995 en Provence-Alpes-Côte

d'Azur, veut maintenant faire un exemple avec la ville de la Grande-Motte »

et dévoile une volonté de « conquête politique en Languedoc-Roussillon ».

■ DROITS D'AUTEUR : sur Internet, le droit d'auteur doit être respecté

comme ailleurs, a estimé le tribunal de Paris dans l'affaire opposant les

éditeurs de Michel Sardou à l'Ecole nationale supérieure des télécommu-

nications (Le Monde du 30 juillet) : « Toute reproduction, par numérisation,

d'œuvres musicales protégées par le droit d'auteur et susceptibles d'être mises

à disposition de personnes connectées au réseau Internet, doit être expressément

autorisée par le titulaire ou le cessionnaire des droits », précise l'ordon-

nance rendue le 14 août.

■ INDE : le pèlerinage hindou de la grotte d'Amarnath, dans les mon-

tagne du Cachemire, s'est transformé en tragédie, en raison de chutes de

neige et d'intempéries qui ont coûté la vie à au moins 138 personnes. Plus

de 80 000 personnes s'étaient rendues sur le site sacré. — (AFP)

■ TUNISIE : le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le prin-

cipal parti d'opposition légale, a été expulsé des locaux de son siège cen-

tral à Tunis pour « non paiement » de deux ans d'arriérés de loyers, a indi-

qué, dimanche 25 août, le coordinateur de cette formation. Le jugement

qui ordonnait cette expulsion avait été prononcé il y a plus de trois mois

par un tribunal de Tunis, et a été exécuté, samedi, par l'huissier chargé de

l'affaire. — (AFP)

VILLE DE PARIS

XV^{ème} arrondissement

APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DES DROITS DE CONSTRUIRE RELATIFS A UN IMMEUBLE DE LOGEMENTS NON AIDÉS A CRÉER DANS LA ZAC DUPLEX

LOT N° 11

En accord avec la Ville de Paris, la SEMEA XV, Société d'Économie Mixte d'Équipement et d'Aménagement du XV^{ème} arrondissement, lance un appel d'offres en vue de la cession en pleine propriété des droits de construire relatifs à un programme immobilier affecté principalement à du logement non aidé.

Ce programme désigné « Lot n° 11 », sera réalisé à l'angle de la rue Dauterive et de la rue nouvelle, la rue Edgar Faure, reliant à sens unique la place Duplex à la rue Dauterive, dans le périmètre de la ZAC DUPLEX, à PARIS XV^{ème} arrondissement.

Cette consultation s'adresse aux professionnels de l'immobilier, promoteurs ou investisseurs. Compte tenu de la possibilité de schématiser le programme en deux immeubles desservis chacun par un accès indépendant, la faculté est offerte aux candidats de formuler une proposition sélective et conjointe avec un autre partenaire.

La présente consultation porte principalement sur le montant du prix d'acquisition des droits de construire relatifs à ce bâtiment.

PROGRAMME :

Les droits de construire cédés comportent la propriété d'un terrain représentant 1.911,60 m² assortie de l'obligation d'y réaliser un bâtiment d'une surface de 7.499,20 m² B.O.N de plancher, comprenant :

- 84 logements non aidés
- des locaux commerciaux ou professionnels en rez-de-chaussée
- des places de stationnement en sous-sol.

L'architecte assurera la maîtrise d'œuvre de l'opération à d'ores et déjà désigné par la Ville de Paris. Le projet établi par celui-ci a été sanctionné par l'octroi d'un permis de construire en cours de validité et purgé du recours des tiers.

DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION :

- Date de mise à disposition du dossier : le VENDREDI 30 AOÛT 1996.
- Il est demandé aux futurs candidats de bien vouloir faire part à la SEMEA XV, le plus rapidement possible, de leur intention de retirer un dossier.
- Date limite de remise des propositions : le VENDREDI 25 OCTOBRE 1996 à 17 heures au plus tard.

Les retraits des dossiers (1) et la remise des propositions se feront auprès de :

SEMEA XV

55, quai de Grenelle

75015 PARIS